



Assemblée générale

Distr. générale
6 septembre 2024

Original : anglais et français

**Comité exécutif du Programme
du Haut-Commissaire**
Soixante-quinzième session
Genève, 14–18 octobre 2024
Point 6 de l'ordre du jour provisoire
**Examen et adoption du
Budget-programme de 2025**

Budget-programme du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés de 2025

Rapport du Haut-Commissaire***

Résumé

Le présent rapport récapitule les besoins budgétaires de 2025 du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés relatifs aux programmes nationaux et régionaux, au Siège et aux programmes globaux, évalués à 10 247,5 millions de dollars E.-U. Il présente le budget-programme actuel de 2024 au 31 mai 2024, s'élevant à 10 765,4 millions de dollars E.-U. Ce chiffre représente la somme du budget-programme initial de 2024, d'un montant de 10 621,7 millions de dollars E.-U., approuvé en octobre 2023 par le Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire (Comité exécutif) à sa soixante-quatorzième session plénière, et d'un budget supplémentaire de 143,7 millions de dollars E.-U., établi pour satisfaire les besoins humanitaires et de protection exceptionnels liés à la crise au Soudan.

Le Haut-Commissaire autorise l'allocation de fonds pour l'exécution des programmes et des projets en fonction des fonds disponibles.

Les annexes contiennent d'autres informations générales et un projet de décision générale sur les questions administratives, financières et de programme, devant être examiné et adopté par le Comité exécutif.

* Conformément à la décision du paragraphe 19 du document [A/71/12/Add.1](#), le présent rapport n'est pas régi par la norme de soumission des documents officiels, et n'est donc pas concerné par la distribution simultanée.

** Il a été convenu que le présent document serait publié après la date normale de publication en raison de circonstances indépendantes de la volonté du soumetteur.



Table des matières

<i>Chapitre</i>	<i>Page</i>
I. Projet de budget de 2025	3
A. Introduction	3
B. Cadre de planification.....	4
C. Analyse des performances antérieures et actuelles	7
D. Principales initiatives.....	15
E. Budget-programme de 2025	18
II. Activités programmées.....	33
A. Programmes nationaux et régionaux.....	33
B. Siège et programmes globaux.....	37
III. Effectifs du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.....	42
A. Personnel	42
B. Personnel associé.....	45
Annexes	
I. Detailed tables.....	46
Liste des tableaux :	
1. Overall budget summary by cost category: 2023 expenditure, 2024 current budget and 2025 proposed budget	46
2a. 2024 current budget and 2025 proposed budget by budget component.....	48
2b. 2024 current budget and 2025 proposed budget by budget component: variances.....	56
3. Posts in 2023, 2024 and 2025: summary of post levels by cost category and budget component.....	65
4. Posts funded from the 2025 United Nations regular budget	67
5. Expenditure in 2022, 2023, 2024 (year to date and forecast), 2024 current budget (and 2025 proposed budget by chapter of expenditure	68
6. 2024 supplementary budgets at 31 May 2024	71
II. Suivi des observations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur le budget-programme annuel de 2024	72
III. Number of forcibly displaced and stateless people 2023-2025 – by population type, region and year	81
IV. Organizational structure at 31 May 2024	83
V. Projet de décision générale sur les questions administratives, financières et de programme ...	85

I. Projet de budget de 2025¹

A. Introduction

1. Le mandat du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) figure dans les résolutions de l'Assemblée générale n° 319 (IV) et n° 428 (V), portant Statut de l'Organisation. Le HCR est chargé, entre autres, d'assurer la protection internationale des réfugiés et de trouver des solutions permanentes à leurs problèmes².

2. Le Comité exécutif examine et approuve les programmes et les budgets du HCR, conformément à ses termes de référence adoptés par l'Assemblée générale des Nations Unies (1166 (XII)) et le Conseil économique et social (672 (XXV)). Le Comité exécutif fonctionne comme un organe subsidiaire de l'Assemblée générale, et son rapport est présenté à l'Assemblée générale comme additif au rapport annuel du Haut-Commissaire.

3. De par son Statut et les résolutions subséquentes de l'Assemblée générale ainsi que les conclusions du Comité exécutif, le HCR s'occupe des réfugiés rapatriés (A/RES/40/118), des apatrides et des personnes exposées au risque d'apatridie (A/RES/50/152)³. L'Assemblée générale a également autorisé le HCR, dans certaines situations, à fournir l'assistance humanitaire et la protection aux déplacés internes (A/RES/48/116).

4. Le travail du HCR est aussi guidé par le Pacte mondial sur les réfugiés. Approuvé en décembre 2018 par l'Assemblée générale (A/RES/73/151), le Pacte mondial sur les réfugiés fournit un cadre permettant un partage plus prévisible et plus équitable de la charge et des responsabilités, étant donné qu'une solution durable aux problèmes des réfugiés ne peut être réalisée sans la coopération internationale. Il vise à alléger la pression que subissent les pays d'accueil, à renforcer l'autonomie des réfugiés, à élargir les solutions dans des pays tiers et à favoriser les conditions d'un retour sûr dans les pays d'origine.

5. L'Organisation est redevable envers les personnes qu'elle sert, et les inclut dans la prise des décisions influant sur leurs vies. Elle s'efforce de veiller à ce que toutes les personnes relevant de sa compétence puissent jouir à égalité de leurs droits, et adopte des approches pour faire en sorte que les facteurs comme l'âge, le genre et la diversité éclairent l'élaboration de ses plans et programmes. Elle adhère aux principes humanitaires de neutralité, d'humanité, d'impartialité et d'indépendance⁴. Accordant beaucoup d'importance aux partenariats, le HCR collabore avec diverses entités, notamment des gouvernements, des organisations non gouvernementales, des partenaires du développement, des institutions financières, des organisations dirigées par des personnes déplacées de force ou apatrides et le secteur privé.

6. Le projet de budget-programme de 2025 doit être lu en rapport avec le projet de budget-programme des Nations Unies pour 2025, titre VI relatif aux droits de l'homme et aux affaires humanitaires, chapitre 25 sur la protection internationale, les solutions durables et l'assistance aux réfugiés⁵. Après l'approbation par le Comité exécutif du budget-programme de 2025, un appel global sera lancé aux fins de collecte de fonds. Pendant la période d'exécution, le Haut-Commissaire peut établir des budgets supplémentaires financés par des appels additionnels.

¹ Budget de 2025 à présenter au Comité exécutif pour approbation à soixante-quinzième session en octobre 2024.

² En vertu de l'article 35 de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et de son protocole de 1967, le HCR assume un rôle de supervision. Plusieurs instruments régionaux sont également applicables.

³ Ce rôle est conforme à la Convention de 1954 relative au statut des apatrides et à la Convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie.

⁴ Voir les résolutions 46/182 (1991) et 78/119 (2023).

⁵ Voir le document A/79/6 (chapitre 25).

B. Cadre de planification

1. Méthodologie budgétaire

7. Les besoins budgétaires du HCR sont déterminés selon une approche ascendante. Le HCR évalue les aspirations et les besoins humanitaires, de protection et de solution, notamment pour les réfugiés, les demandeurs d'asile, les déplacés internes, les apatrides et les personnes retournées. En collaboration avec les autorités nationales, les organismes des Nations Unies, les organisations non gouvernementales nationales et internationales et les communautés locales, les opérations élaborent des stratégies pluriannuelles de trois à cinq ans. Ces stratégies axées sur les besoins visent à atteindre des résultats définis et à créer un impact, comme prévu dans le cadre de résultats.

8. Le processus budgétaire du HCR est guidé et éclairé par le Pacte mondial sur les réfugiés. Il tient compte des contributions des diverses parties prenantes qui viennent compléter les efforts de l'Organisation. Les facteurs pris en compte dans l'élaboration d'un budget axé sur les besoins sont les suivants : le nombre estimé des personnes déplacées de force ou apatrides et les mouvements de populations ; la capacité d'exécuter les activités programmées pendant une année budgétaire de 12 mois, soit directement soit par des partenaires ; la présence et l'implication d'autres acteurs comme les acteurs du développement ; les investissements de capitaux nécessaires pour les infrastructures ; l'alignement sur les orientations stratégiques du HCR pour la période 2022-2026 et le niveau d'engagement du HCR dans les réponses nationales et interinstitutions.

9. Le processus budgétaire tient aussi compte de l'avantage comparatif et des priorités de l'Organisation dans un contexte donné. Il considère les moyens rentables et efficaces de mener les activités, l'utilisation d'une approche durable de programmation et d'autres engagements comme ceux relatives aux objectifs de développement durable. Le budget-programme couvre les besoins pour les activités du HCR, la structure et les postes pour leur mise en œuvre et d'autres coûts de la période budgétaire. Les plans et budgets de l'Organisation traduisent en actes et résultats ses stratégies globales et contextuelles. Ils sont regroupés de façon globale dans le budget-programme annuel examiné aux fins d'assurance qualité. Même si les opérations élaborent des stratégies pluriannuelles, le budget-programme global du HCR est approuvé sur une base annuelle.

2. Structure budgétaire : composantes du budget, catégories de dépenses et cadre global de résultats

10. Le projet de budget-programme du HCR est structuré et présenté sur plusieurs dimensions : composantes budgétaires, catégories de dépenses et cadre global de résultats :

a) Les composantes budgétaires comprennent le Siège, les programmes globaux et les programmes nationaux et régionaux. Le Siège englobe les activités liées à la direction exécutive, à l'appui administratif et de gestion, et au contrôle. Les programmes globaux comprennent les activités bénéficiant à l'ensemble de l'Organisation, qui contribuent à renforcer le leadership global et l'engagement stratégique. Les activités relevant des programmes nationaux et régionaux sont directement menées par les opérations ;

b) Les catégories de dépenses comprennent les dépenses de programme, les dépenses d'appui aux programmes et les dépenses de gestion et d'administration. Les dépenses de programme désignent les dépenses engagées dans le cadre des programmes nationaux et régionaux directement liés aux activités, et des programmes en faveur des personnes déplacées de force ou apatrides. Les dépenses d'appui aux programmes sont celles effectuées pour concevoir, formuler, diriger, administrer et évaluer les programmes budgétisés au Siège, au sein des bureaux régionaux et dans les opérations-pays. Ces dépenses comprennent celles effectuées pour fournir un appui technique, thématique, logistique ou administratif lors de la mise en œuvre des activités. Les dépenses d'administration et de gestion sont indispensables pour assurer la direction et la gestion, concernant notamment la direction exécutive, l'élaboration des politiques, l'évaluation, le contrôle, les relations extérieures, les technologies de l'information, les finances et l'administration au Siège ;

c) Le cadre de résultats du HCR comprend les domaines d'impact, les domaines de réalisation et les domaines favorables ainsi que les produits. Son cadre global de résultats établit des liens entre les stratégies spécifiques aux contextes et les domaines d'impact, les domaines de réalisation et les domaines favorables. Les domaines d'impact constituent le niveau de résultat le plus élevé du cadre global de résultats pour le budget de l'Organisation. Quatre domaines d'impact regroupent les changements à long terme dans la vie des personnes déplacées de force ou apatrides, et le HCR s'efforce d'y contribuer en collaboration avec d'autres parties prenantes. Ils visent à : i) créer un environnement de protection favorable (protéger) ; ii) préserver les droits fondamentaux dans des milieux sûrs (répondre) ; iii) responsabiliser les communautés et assurer l'égalité entre les sexes (responsabiliser) ; et iv) trouver des solutions (résoudre).

11. Le cadre global de résultats comprend 16 domaines de réalisation, qui représentent les principaux domaines d'intérêt pour la garantie des droits des personnes déplacées de force ou apatrides. Plusieurs domaines de réalisation sont liés aux objectifs de développement durable, permettant ainsi au HCR de montrer sa contribution envisagée à l'Agenda 2030 pour le développement durable. Cinq domaines favorables englobent également le travail et les résultats de l'Organisation concernant la mobilisation des ressources, l'approvisionnement, le contrôle, la gestion des ressources humaines, la gestion des politiques, la liaison et la coordination pour la gouvernance, les technologies de l'information, l'appui opérationnel, la formation et la gestion financière. Les produits, ou résultats directs du travail du HCR, sont spécifiques aux contextes. Ils sont conçus dans le cadre des plans individuels des pays, des régions et du Siège, et sont groupés dans les domaines de réalisation. Les principaux indicateurs mesurent les progrès réalisés de façon globale dans les domaines d'impact et les domaines de réalisation, permettant ainsi une représentation globale des résultats. Le HCR a mis au point un ensemble d'indicateurs principaux pour suivre les progrès réalisés au niveau de ses principaux objectifs liés aux domaines favorables. À cet égard, une opération pilote est en cours cette année. Le HCR a introduit en 2023 des indicateurs principaux pour les produits, pleinement mis en œuvre en 2024. Un compte rendu en sera fait dans le Rapport global de 2024.

3. Personnes déplacées de force ou apatrides

12. Le tableau I.1 ci-dessous présente le nombre de personnes déplacées de force ou apatrides en 2023, les chiffres actuels de 2024 et les chiffres estimatifs en fin d'année pour 2025. Les projections se fondent sur les scénarios de planification à jour, élaborés par les bureaux régionaux et les opérations. Elles reflètent l'évolution anticipée des situations, compte tenu de la taille actuelle de la population, de sa croissance moyenne, et des éventuels mouvements et changements dans le statut des populations. Une répartition par type de population, région et année figure en annexe III.

Tableau I.1
Nombre de personnes déplacées de force ou apatrides de 2023 à 2025
(en milliers)

<i>Personnes déplacées de force ou apatrides</i>	2023	2024	2025
	<i>Chiffres réels</i>	<i>Chiffres actuels</i>	<i>Projection</i>
Réfugiés ^a	31 637	34 064	34 024
Demandeurs d'asile (cas en attente)	6 858	8 492	9 472
Personnes retournées (arrivées pendant l'année)	1 052	2 393	3 159
Personnes relevant du mandat du HCR sur l'apatridie ^b	3 031	4 714	4 577
Déplacés internes	63 251	67 555	68 528
Déplacés internes retournés (pendant l'année)	5 092	9 208	9 635
Autres personnes relevant de la compétence du HCR ^c	5 946	4 465	3 863
Autres personnes ayant besoin de la protection internationale ^d	5 755	6 048	6 015
Total	122 623	136 939	139 273

^a Le chiffre tient compte des personnes dans des situations semblables à celles des réfugiés.

^b En 2023, ce chiffre ne tient pas compte des 1,3 million de personnes qui sont aussi des personnes déplacées de force afin d'éviter les doublons.

^c Le chiffre d'autres personnes relevant de la compétence du HCR n'inclut pas les communautés d'accueil.

^d Il s'agit de personnes hors de leur pays ou territoire d'origine, en principe pour avoir été déplacées au-delà des frontières internationales, qui n'ont pas été comptabilisées dans d'autres catégories et qui ont probablement besoin de la protection internationale.

13. En fin 2023, le nombre de personnes déplacées de force ou apatrides a augmenté pour atteindre 122,6 millions. Ce nombre devrait augmenter entre 2023 et 2025 de 16,6 millions, soit de 14 %, pour se situer à 139,3 millions. Une analyse des changements au niveau du nombre de personnes déplacées de force ou apatrides en 2023 et des projections pour 2025, par type de population, est faite ci-dessous :

a) Sauf pour le nombre d'autres personnes prises en charge devant connaître une diminution de 2,1 millions, il est envisagé en 2025 une augmentation pour tous les types de population ;

b) La crise au Soudan entraînera une augmentation du nombre de réfugiés, en particulier au Tchad en Afrique occidentale et centrale, en Éthiopie et au Soudan du Sud en Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands Lacs, ainsi qu'en Libye et en Égypte au Moyen-Orient et Afrique du Nord. Une augmentation du nombre de réfugiés en Mauritanie est aussi attendue en raison de la crise au Mali ;

c) Pour ce qui est des demandeurs d'asile, il est envisagé aux États-Unis d'Amérique l'augmentation la plus importante du nombre de nouvelles demandes individuelles d'asile dans les Amériques. Au Moyen-Orient et Afrique du Nord, l'Égypte devrait connaître l'augmentation la plus importante du nombre de demandes individuelles d'asile ;

d) Le nombre de personnes apatrides devrait augmenter, surtout en République centrafricaine en Afrique occidentale et centrale. Cette augmentation est surtout due à l'amélioration des données sur l'apatridie ;

e) Le nombre de réfugiés rapatriés devrait aussi augmenter, notamment en Europe, surtout en Ukraine, et dans les Amériques, principalement au Venezuela (République bolivarienne du). Le nombre de déplacés internes retournés devrait aussi augmenter, surtout en Ukraine ;

f) En Asie et Pacifique, la situation devrait continuer à se détériorer au Myanmar, entraînant une augmentation du nombre de déplacés internes. En Afrique australe, les déplacements internes devraient augmenter au Mozambique. Il en est de même en Afrique

de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands Lacs où ils devraient augmenter en Éthiopie et au Soudan du Sud ;

g) Des augmentations sont prévues pour le nombre d'autres personnes ayant besoin de la protection internationale dans les Amériques.

C. Analyse des performances antérieures et actuelles⁶

1. Performances antérieures au niveau mondial

14. Le tableau I.2 ci-dessous présente les budgets finaux, les fonds disponibles et les dépenses de 2014 à 2023.

Tableau I.2
Budgets, fonds disponibles et dépenses de 2014 à 2023
(en milliers de dollars des États-Unis)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Budget, fonds disponibles et dépenses										
Budget final	6 569 754	7 232 409	7 509 703	7 962 857	8 220 453	8 635 927	9 131 348	9 247 553	10 714 003	10 928 712
Fonds disponibles	3 603 099	3 706 762	4 410 812	4 510 043	4 710 322	4 826 213	5 403 551	5 153 271	6 180 261	5 715 912
Dépenses	3 355 409	3 294 815	3 967 096	4 083 352	4 226 254	4 415 291	4 837 666	4 917 975	5 607 083	5 166 555
Analyse en pourcentage										
Fonds disponibles en pourcentage du budget final	55 %	51 %	59 %	57 %	57 %	56 %	59 %	56 %	58 %	52 %
Déficit financier	45 %	49 %	41 %	43 %	43 %	44 %	41 %	44 %	42 %	48 %
Dépenses en pourcentage du budget final	51 %	46 %	53 %	51 %	51 %	51 %	53 %	53 %	52 %	47 %
Dépenses en pourcentage de fonds disponibles	93 %	89 %	90 %	91 %	90 %	91 %	90 %	95 %	91 %	90 %

15. Au cours des 10 dernières années, le budget-programme final a augmenté en moyenne de 6 %, et les fonds disponibles et les dépenses en moyenne de 5 %. Le budget final de 2023 a augmenté de 2 % par rapport à 2022, en raison des besoins liés aux nouvelles crises et aux réponses d'urgence aux catastrophes naturelles, et en raison de la réduction pour l'Iraq. Les fonds disponibles ont diminué de 8 %, le déficit financier ayant augmenté pour se situer à 48 %. Les dépenses pour 2023 s'élèvent à 5 166,6 millions de dollars E.-U. Le taux d'exécution de 90 % est resté élevé.

16. Le tableau I.3 ci-dessous présente le budget final, les fonds disponibles et les dépenses en 2023 par domaine d'impact. En 2023, le HCR a géré 43 situations d'urgence dans 29 pays, y compris le conflit au Soudan et le tremblement de terre en Afghanistan, en République arabe syrienne et en Türkiye. Par conséquent, le nombre de personnes déplacées de force ou apatrides a augmenté pour atteindre 122,6 millions. L'Organisation a continué à renforcer la collaboration et l'engagement avec divers partenaires. Toutefois, tous les domaines d'impact ont été insuffisamment financés en 2023. De plus amples informations sur les résultats atteints par domaine d'impact dans le monde et par région, ainsi que sur les effets du déficit financier, sont disponibles dans le Rapport global du HCR de 2023⁷.

⁶ Dans le présent document, les montants sont présentés dans les tableaux et figures en milliers de dollars des États-Unis et, sauf indication contraire, ont été arrondis au millième près. Les chiffres ayant été arrondis, les totaux pourraient ne pas correspondre.

⁷ Le Rapport global de 2023 est disponible sur *Global Focus*, site des rapports des opérations du HCR.

Tableau I.3

Budget, fonds disponibles et dépenses en 2023 – par domaine d'impact

(en milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Budget final</i>	<i>Fonds disponibles</i>	<i>Fonds disponibles en pourcentage du budget final</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Dépenses en pourcentage du budget final</i>	<i>Dépenses en pourcentage de fonds disponibles</i>
Créer un environnement de protection favorable						
IA 1 : Protéger	2 701 579	1 686 025	62 %	1 529 673	57 %	91 %
Préserver les droits fondamentaux dans des milieux sûrs						
IA 2 : Répondre	5 236 402	2 793 517	53 %	2 529 200	48 %	91 %
Responsabiliser les communautés et assurer l'égalité entre les sexes						
IA 3 : Responsabiliser	1 385 344	650 622	47 %	588 458	42 %	90 %
Trouver des solutions						
IA 4 : Résoudre	1 139 627	564 912	50 %	511 657	45 %	91 %
Sous-total Activités programmées	10 462 952	5 695 076	54 %	5 158 988	49 %	91 %
Réserve des opérations	453 759	10 000	2 %	-	0 %	0 %
Administrateurs auxiliaires	12 000	10 836	90 %	7 567	63 %	70 %
Total	10 928 712	5 715 912	52 %	5 166 555	47 %	90 %

2. Performances antérieures au niveau régional

17. Les tableaux I.4 à I.10 présentent le budget et les dépenses de 2023 pour les sept régions.

Tableau I.4

Budget, fonds disponibles et dépenses en 2023 en Afrique occidentale et centrale – par domaine d'impact

(en milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Budget final</i>	<i>Fonds disponibles</i>	<i>Fonds disponibles en pourcentage du budget final</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Dépenses en pourcentage du budget final</i>	<i>Dépenses en pourcentage de fonds disponibles</i>
Créer un environnement de protection favorable						
IA 1 : Protéger	271 121	138 235	51 %	127 192	47 %	92 %
Préserver les droits fondamentaux dans des milieux sûrs						
IA 2 : Répondre	503 593	262 204	52 %	242 273	48 %	92 %
Responsabiliser les communautés et assurer l'égalité entre les sexes						
IA 3 : Responsabiliser	156 414	61 766	39 %	57 714	37 %	93 %
Trouver des solutions						
IA 4 : Résoudre	133 828	58 779	44 %	55 055	41 %	94 %
Total Afrique occidentale et centrale	1 064 955	520 984	49 %	482 235	45 %	93 %

18. Pour l'Afrique occidentale et centrale, le budget final de 2023 se chiffrait à 1 065 millions de dollars E.-U. Des 521 millions de dollars E.-U. de fonds disponibles, 482,2 millions (soit 93 %) ont été utilisés, ce qui représente 45 % du budget final.

Tableau I.5

Budgets, fonds disponibles et dépenses en 2023 en Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands-Lacs – par domaine d'impact

(en milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Budget final</i>	<i>Fonds disponibles</i>	<i>Fonds disponibles en pourcentage du budget final</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Dépenses en pourcentage du budget final</i>	<i>Dépenses en pourcentage de fonds disponibles</i>
Créer un environnement de protection favorable						
IA 1 : Protéger	558 282	253 404	45 %	231 900	42 %	92 %
Préserver les droits fondamentaux dans des milieux sûrs						
IA 2 : Répondre	1 076 604	504 393	47 %	469 717	44 %	93 %
Responsabiliser les communautés et assurer l'égalité entre les sexes						
IA 3 : Responsabiliser	307 313	104 497	34 %	96 428	31 %	92 %
Trouver des solutions						
IA 4 : Résoudre	218 492	85 265	39 %	77 249	35 %	91 %
Total Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands Lacs	2 160 691	947 559	44 %	875 295	41 %	92 %

19. Pour la région Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands Lacs, le budget final de 2023 se chiffrait à 2 160,7 millions de dollars E.-U. Des 947,6 millions de dollars E.-U. de fonds disponibles, 875,3 millions (soit 92 %) ont été utilisés, ce qui représente 41 % du budget final.

Tableau I.6
Budgets, fonds disponibles et dépenses en 2023 en Afrique australe – par domaine d'impact
 (en milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Budget final</i>	<i>Fonds disponibles</i>	<i>Fonds disponibles en pourcentage du budget final</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Dépenses en pourcentage du budget final</i>	<i>Dépenses en pourcentage de fonds disponibles</i>
Créer un environnement de protection favorable						
IA 1 : Protéger	175 567	72 532	41 %	68 379	39 %	94 %
Préserver les droits fondamentaux dans des milieux sûrs						
IA 2 : Répondre	125 644	66 736	53 %	58 735	47 %	88 %
Responsabiliser les communautés et assurer l'égalité entre les sexes						
IA 3 : Responsabiliser	78 862	30 865	39 %	29 008	37 %	94 %
Trouver des solutions						
IA 4 : Résoudre	91 633	23 537	26 %	22 117	24 %	94 %
Total Afrique australe	471 707	193 669	41 %	178 238	38 %	92 %

20. Pour la région d'Afrique australe, le budget final de 2023 s'élevait à 471,7 millions de dollars E.-U. Des 193,7 millions de dollars E.-U de fonds disponibles, 178,2 millions (soit 92 %) ont été utilisés, ce qui représente 38 % du budget final.

Tableau I.7
Budgets, fonds disponibles et dépenses en 2023 au Moyen-Orient et Afrique du Nord – par domaine d'impact
 (en milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Budget final</i>	<i>Fonds disponibles</i>	<i>Fonds disponibles en pourcentage du budget final</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Dépenses en pourcentage du budget final</i>	<i>Dépenses en pourcentage de fonds disponibles</i>
Créer un environnement de protection favorable						
IA 1 : Protéger	360 294	257 394	71 %	216 448	60 %	84 %
Préserver les droits fondamentaux dans des milieux sûrs						
IA 2 : Répondre	1 677 701	633 896	38 %	573 954	34 %	91 %
Responsabiliser les communautés et assurer l'égalité entre les sexes						
IA 3 : Responsabiliser	287 957	138 371	48 %	124 850	43 %	90 %
Trouver des solutions						
IA 4 : Résoudre	115 687	70 729	61 %	58 972	51 %	83 %
Total Moyen-Orient et Afrique du Nord	2 441 639	1 100 389	45 %	974 224	40 %	89 %

21. Pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, le budget final de 2023 s'élevait à 2 441,6 millions de dollars E.-U. Des 1 100,4 millions de dollars E.-U. de fonds disponibles, 974,2 millions (soit 89 %) ont été utilisés, ce qui représente 40 % du budget final.

Tableau I.8
Budgets, fonds disponibles et dépenses en 2023 en Asie et Pacifique – par domaine d'impact
 (en milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Budget final</i>	<i>Fonds disponibles</i>	<i>Fonds disponibles en pourcentage du budget final</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Dépenses en pourcentage du budget final</i>	<i>Dépenses en pourcentage de fonds disponibles</i>
Créer un environnement de protection favorable						
IA 1 : Protéger	237 082	143 383	60 %	125 063	53 %	87 %
Préserver les droits fondamentaux dans des milieux sûrs						
IA 2: Répondre	402 431	259 063	64 %	219 055	54 %	85 %
Responsabiliser les communautés et assurer l'égalité entre les sexes						
IA 3 : Responsabiliser	248 654	166 252	67 %	154 552	62 %	93 %
Trouver des solutions						
IA 4 : Résoudre	126 818	82 853	65 %	76 436	60 %	92 %
Total Asie et Pacifique	1 014 985	651 552	64 %	575 107	57 %	88 %

22. Pour la région Asie et Pacifique, le budget final de 2023 s'élevait à 1 015 millions de dollars E.-U. Des 651,6 millions de dollars E.-U. de fonds disponibles, 575,1 millions (soit 88 %) ont été utilisés, ce qui représente 57 % du budget final.

Tableau I.9
Budgets, fonds disponibles et dépenses en 2023 en Europe – par domaine d'impact
 (en milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Budget final</i>	<i>Fonds disponibles</i>	<i>Fonds disponibles en pourcentage du budget final</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Dépenses en pourcentage du budget final</i>	<i>Dépenses en pourcentage de fonds disponibles</i>
Créer un environnement de protection favorable						
IA 1 : Protéger	632 095	462 417	73 %	430 158	68 %	93 %
Préserver les droits fondamentaux dans des milieux sûrs						
IA 2: Répondre	776 634	567 283	73 %	511 343	66 %	90 %
Responsabiliser les communautés et assurer l'égalité entre les sexes						
IA 3 : Responsabiliser	123 515	36 126	29 %	23 818	19 %	66 %
Trouver des solutions						
IA 4 : Résoudre	161 289	92 126	57 %	81 424	50 %	88 %
Total Europe	1 693 533	1 157 952	68 %	1 046 743	62 %	90 %

23. Pour la région Europe, le budget final de 2023 était de 1 693,5 millions de dollars E.-U. Des 1 158 millions de dollars E.-U. de fonds disponibles, 1 046,7 millions (soit 89 %) ont été utilisés, ce qui représente 62 % du budget final.

Tableau I.10
Budgets, fonds disponibles et dépenses en 2023 pour les Amériques – par domaine d'impact
 (en milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Budget final</i>	<i>Fonds disponibles</i>	<i>Fonds disponibles en pourcentage du budget final</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Dépenses en pourcentage du budget final</i>	<i>Dépenses en pourcentage de fonds disponibles</i>
Créer un environnement de protection favorable						
IA 1 : Protéger	279 044	153 139	55 %	144 124	52 %	94 %
Préserver les droits fondamentaux dans des milieux sûrs						
IA 2 : Répondre	253 213	116 796	46 %	102 584	41 %	88 %
Responsabiliser les communautés et assurer l'égalité entre les sexes						
IA 3 : Responsabiliser	83 938	33 681	40 %	30 377	0 %	90 %
Trouver des solutions						
IA 4 : Résoudre	211 237	80 979	38 %	78 050	37 %	96 %
Total Les Amériques	827 432	384 595	46 %	355 135	43 %	92 %

24. Pour les Amériques, le budget final de 2023 était de 827,4 millions de dollars E.-U. Des 384,6 millions de dollars E.-U. de fonds disponibles, 355,1 millions (soit 92 %) ont été utilisés, ce qui représente 43 % du budget final.

3. Performances actuelles - budget de 2024⁸

25. Le budget annuel de 2024, approuvé en octobre 2023 par le Comité exécutif à sa soixante-quatorzième session plénière, s'élevait à 10 621,7 millions de dollars E.-U.

26. Au 31 mai 2024, date butoir pour les données financières et budgétaires du présent rapport, le budget actuel de 2024 se chiffrait à 10 765,4 millions de dollars E.-U., ce qui représente une augmentation nette de 143,7 millions de dollars E.-U., soit 1 % par rapport au budget annuel initial de 2024. Cette augmentation est due à l'établissement d'un budget supplémentaire pour la situation au Soudan. Aucun transfert n'a été effectué de la Réserve des opérations.

27. Le Tableau I.11 présente le budget initial et le budget actuel de 2024 par composante budgétaire. Les écarts entre le budget initial et le budget actuel de 2024 résultent de l'effet du budget supplémentaire pour le Soudan et des transferts internes. Il ressort du budget actuel de 2024 que la part la plus importante des besoins est celle de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (22 %), suivie de la région Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands-Lacs (20 %) et de l'Europe (14 %). Les besoins actuels pour les autres régions tombent dans la fourchette de 5 à 10%, l'appui technique aux opérations pays représentant 1 %. Les besoins au titre du budget actuel pour les programmes globaux et le Siège se situent au niveau des années antérieures, respectivement à 4 % et 2 % du total.

⁸ Budget de 2024 tel qu'ajusté par le Haut-Commissaire au 31 mai 2024.

Tableau I.11
Budget initial et budget actuel de 2024 – par composante budgétaire
(en milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Budget de 2024</i>				<i>Écart budget actuel et budget initial</i>	
	<i>Budget initial</i>		<i>Budget actuel</i>		<i>Montant</i>	<i>Écart en pourcentage</i>
	<i>Montant</i>	<i>Pourcentage du total</i>	<i>Montant</i>	<i>Pourcentage du total</i>		
Afrique occidentale et centrale	1 011 401	10 %	1 115 137	10 %	103 736	10 %
Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands Lacs	2 149 050	20 %	2 189 050	20 %	40 000	2 %
Afrique australe	492 154	5 %	492 154	5 %	-	0 %
Moyen-Orient et Afrique du Nord	2 341 761	22 %	2 341 761	22 %	-	0 %
Asie et Pacifique	993 215	9 %	993 215	9 %	-	0 %
Europe	1 466 193	14 %	1 466 193	14 %	-	0 %
Les Amériques	834 571	8 %	834 571	8 %	-	0 %
Appui technique aux opérations-pays	159 949	2 %	160 033	1.5 %	84	0 %
Sous-total Programmes nationaux et régionaux	9 448 293	89 %	9 592 112	89.1 %	143 820	2 %
Programmes globaux	406 495	4 %	407 002	3.8 %	507	0 %
Siège	249 658	2 %	249 067	2.3 %	(591)	0 %
Sous-total Activités programmées	10 104 446	95 %	10 248 182	95.2 %	143 736	1 %
Réserve des opérations	505 222	5 %	505 222	4.7 %	-	0 %
Administrateurs auxiliaires	12 000	0 %	12 000	0.1 %	-	0 %
Total	10 621 668	100 %	10 765 404	100.0 %	143 736	1 %

28. Le tableau I.12 ci-dessous compare le budget actuel et le budget initial de 2024 par domaine d'impact. L'augmentation s'explique par l'établissement d'un budget supplémentaire pour répondre au conflit au Soudan. Ce budget supplémentaire porte surtout sur les activités de sauvetage, les services de protection et l'appui aux communautés dès le déclenchement de la situation d'urgence dans les pays comme le Tchad, l'Égypte, l'Éthiopie, le Soudan du Sud et le Soudan. L'augmentation budgétaire s'est associée aux transferts internes pour entraîner une augmentation dans les domaines d'impact 1 et 2, et une diminution dans les domaines d'impact 3 et 4. L'escalade du conflit au Soudan a rendu nécessaire de prendre des décisions difficiles en matière de priorité dans les régions Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands Lacs et Afrique occidentale et centrale pour satisfaire les besoins immédiats de protection. En Europe, il a fallu des ajustements dans le budget pour assurer une meilleure inclusion des réfugiés dans les services nationaux. Les réallocations ont entraîné une diminution au titre du domaine d'impact 4, même si le HCR continue de chercher des solutions, notamment par des activités de réinstallation et par la collaboration avec les partenaires gouvernementaux et de développement pour l'inclusion des personnes déplacées de force ou apatrides.

Tableau I.12
Budgets initial et actuel de 2024 – par domaine d’impact
 (en milliers de dollars des États-Unis)

	Budget de 2024				Écart budget actuel et budget initial	
	Budget initial		Budget actuel			
	Montant	Pourcentage	Montant	Pourcentage	Montant	Écart en pourcentage
		du total		du total		
Créer un environnement de protection favorable IA 1 : Protéger	2 589 415	24 %	2 670 093	25 %	80 678	3 %
Préserver les droits fondamentaux dans des milieux sûrs IA 2 : Répondre	4 877 921	46 %	5 014 444	47 %	136 524	3 %
Responsabiliser les communautés et assurer l’égalité entre les sexes IA 3 : Responsabiliser	1 401 827	13 %	1 384 261	13 %	(17 566)	-1 %
Trouver des solutions IA 4 : Résoudre	1 235 284	12 %	1 179 384	11 %	(55 900)	-5 %
Sous-total Activités programmées	10 104 446	95 %	10 248 182	95 %	143 736	1 %
Réserve des opérations	505 222	5 %	505 222	5 %	-	0 %
Administrateurs auxiliaires	12 000	0 %	12 000	0 %	-	0 %
Total	10 621 668	100 %	10 765 404	100 %	143 736	1 %

29. La comparaison entre les dépenses de 2024, au 31 mai 2024, et les dépenses finales de 2023 est présentée au tableau I.13 par composante budgétaire. Ce tableau indique une stabilité relative dans l'exécution du budget. Sous la rubrique des programmes régionaux et nationaux, il indique l'appui technique aux opérations-pays, introduit en 2024 et représentant 3 % du total des dépenses.

Tableau I.13
Dépenses de 2023 et 2024 – par composante budgétaire
(en milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Dépenses de 2023</i>		<i>Dépenses de 2024 (au 31 mai 2024)</i>	
	<i>Montant</i>	<i>Pourcentage du total</i>	<i>Montant</i>	<i>Pourcentage du total</i>
Afrique occidentale et centrale	482 235	9 %	205 812	9 %
Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands Lacs	875 295	17 %	430 930	19 %
Afrique australe	178 238	3 %	94 757	4 %
Moyen-Orient et Afrique du Nord	974 224	19 %	424 862	18 %
Asie et Pacifique	575 107	11 %	247 265	11 %
Europe	1 046 743	20 %	354 108	15 %
Les Amériques	355 135	7 %	201 666	9 %
Appui technique aux opérations-pays	-	0 %	69 998	3 %
Sous-total Programmes nationaux et régionaux	4 486 976	87 %	2 029 398	88 %
Programmes globaux	426 011	8 %	185 435	8 %
Siège	246 001	5 %	97 186	4 %
Sous-total Activités programmées	5 158 988	100 %	2 312 018	100 %
Administrateurs auxiliaires	7 567	0 %	3 547	0 %
Total	5 166 555	100 %	2 315 564	100 %

D. Principales initiatives

30. Le programme de travail du HCR en 2025 continuera de porter sur la promotion et la mise en œuvre de ses orientations stratégiques pour la période 2022-2026 et des huit domaines d'intérêt qui y figurent. Il repose sur le Pacte mondial sur les réfugiés. La présente section fait une mise à jour sur les initiatives que le HCR continuera de mener en 2025.

1. Mise en œuvre du Pacte mondial sur les réfugiés

31. Dans le cadre des efforts menés pour exécuter le Pacte mondial sur les réfugiés, il est de plus en plus reconnu que le déplacement forcé constitue aussi un problème de développement. Ce Pacte encourage l'implication en temps utile des acteurs du développement dans les réponses pour les réfugiés dirigées par des gouvernements. Les actions à moyen terme des acteurs du développement complètent les activités de secours d'urgence des organisations humanitaires pour des résultats à plus long terme aux plans économique et social. Une telle transition vers une plus grande durabilité vise à favoriser l'inclusion, l'autonomie et la croissance économique des communautés accueillant des personnes déplacées de force, au profit des communautés d'accueil et des personnes déplacées.

32. En 2023, les initiatives soutenant la mise en œuvre des objectifs du Pacte mondial sur les réfugiés ont été présentées au deuxième Forum mondial sur les réfugiés. Plus de 4 000 participants issus de 168 pays étaient présents à cet événement et ont pris plus de 1 750 engagements en faveur des personnes déplacées de force ou apatrides et de leurs pays d'accueil. En 2025, le HCR soutiendra la mise en œuvre des engagements pour atteindre les objectifs du Pacte. Il s'efforcera aussi de veiller à ce que les bonnes pratiques se poursuivent et soient reproduites ailleurs.

2. Renforcer les principaux domaines de la réponse pour la protection

33. Le HCR demeure engagé à sauvegarder l'espace de protection pour les personnes déplacées de force ou apatrides. En 2025, ses principales activités en matière de protection consisteront à :

- a) Promouvoir une plus large adhésion des États aux instruments internationaux et régionaux pertinents ;
- b) Améliorer par l'enregistrement l'accès à la protection et à l'assistance pour les réfugiés et les demandeurs d'asile ;
- c) Améliorer la redevabilité envers les personnes qu'il sert par un nouveau plan stratégique quinquennal lui permettant de mieux écouter les opinions des personnes déplacées ou apatrides et y donner suite ;
- d) Améliorer la prévention et l'atténuation de violences liées au genre et la réponse à celles-ci grâce à l'accès à des abris sûrs, à l'aide juridique et aux soins de santé, y compris la santé mentale et la prise en charge psychosociale ;
- e) Mettre en œuvre sa politique sur la protection de l'enfant et les procédures de préservation de l'intérêt supérieur de l'enfant ;
- f) Nouer, conformément à la stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap, des partenariats avec un réseau mondial de personnes déplacées de force ou apatrides vivant avec un handicap et avec des organisations concernées.

34. Le HCR continuera de travailler avec les États et la communauté internationale pour créer les conditions d'un retour sûr et durable. La réinstallation qui ouvre la voie vers une solution durable en allégeant la pression sur les pays d'accueil se poursuivra, tout comme les voies complémentaires d'admission dans des pays tiers, notamment par la mobilité de la main-d'œuvre et pour l'éducation ainsi que le parrainage. Le HCR continuera de promouvoir l'inclusion dans les systèmes nationaux. L'inclusion dans les systèmes nationaux d'identification et d'enregistrement des actes d'état civil permettra aussi d'améliorer l'accès aux droits et aux possibilités de moyens d'existence.

35. Une réponse plus efficace et plus prévisible aux défis liés aux mouvements mixtes exige une approche globale axée sur l'ensemble de l'itinéraire. Pour promouvoir la protection le long des principaux itinéraires dans les pays d'origine, d'asile, de transit et de destination, l'approche axée sur les itinéraires envisage des interventions globales, ciblées et coordonnées de la part des États, du HCR, de l'Organisation internationale pour les migrations, d'autres organismes des Nations Unies, des organisations dirigées par des réfugiés et d'autres parties prenantes.

3. Engagement du HCR pour les déplacés internes

36. Le HCR a contribué à la mise en œuvre du Programme d'action du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies sur les déplacements internes décrivant les étapes pour mieux résoudre, prévenir et gérer les crises de déplacement interne. Dans le but d'opérationnaliser les aspects de ses orientations stratégiques pour la période 2022-2026 sur les déplacements internes, le HCR a mis au point un plan stratégique quinquennal, conformément aux Principes directeurs des Nations Unies relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays. Ce plan prévoit des actions pour créer des changements mesurables dans la vie des ces déplacées internes. Il définit le rôle spécifique et la contribution de l'Organisation pour la protection et les solutions, ainsi que les approches différenciées envisagées dans divers contextes de déplacement interne. Il s'efforce de donner suite aux recommandations de la revue indépendante de la réponse humanitaire au déplacement interne et se conforme à ces recommandations. Le HCR tient aussi compte des conclusions de l'évaluation indépendante faite pour apprécier son engagement dans les situations de déplacement interne.

4. Prévenir et réduire les cas d'apatridie

37. Depuis 2014 que la campagne #J'appartiens a été lancée, 14 États ont adhéré à la Convention de 1954 relative au statut des apatrides, portant ainsi à 98 le nombre d'États

parties à cette convention. En outre, 17 États ont adhéré à la Convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie, portant ainsi à 80 le nombre total d'États parties à cette convention. Au cours des 10 dernières années, plusieurs États ont pris des mesures pour confirmer ou accorder la nationalité à plus de 500 000 personnes.

38. En 2023, le HCR a publié un plan stratégique 2023-2026 visant à provoquer un changement transformateur et mesurable par la réduction du nombre de cas d'apatridie et la protection des apatrides. En collaboration avec des partenaires, il continuera d'améliorer le plaidoyer afin de favoriser des réformes nationales permettant d'accorder la nationalité aux populations apatrides et de prévenir les cas d'apatridie.

39. Conformément à Notre programme commun, le HCR mettra en place une Alliance mondiale pour mettre fin à l'apatridie. Cette nouvelle plate-forme multipartite réunira des États membres, des organisations régionales, des agences des Nations Unies, des organisations dirigées par des apatrides et d'autres parties prenantes. L'Alliance s'appuiera sur les progrès accomplis lors de la campagne #J'appartiens devant arriver à son terme en 2024, et permettra de galvaniser des actions et de trouver des solutions. Elle œuvrera aussi à l'accélération du changement sur des questions thématiques comme la discrimination liée au genre dans les lois relatives à la nationalité et l'apatridie chez l'enfant.

5. Action climatique

40. Le plan stratégique pour l'action climatique 2024-2030 opérationnalise l'engagement du HCR à réduire et à gérer les effets du changement climatique sur les personnes déplacées de force ou apatrides. Initialement, le HCR focalise ses efforts sur 22 pays prioritaires identifiés comme étant très vulnérables aux effets du changement climatique. Il déploiera aussi des efforts ciblés en matière de financement afin d'aider les communautés déplacées de force à se préparer, à résister aux chocs climatiques et à s'en remettre. Il s'efforcera d'améliorer la portée et l'impact de son action climatique en s'engageant pour des projets liés au climat dans les pays où il répond à des situations de déplacement forcé. Afin de promouvoir la durabilité à long terme, son fonds de résilience pour le climat accordera la priorité aux projets impliquant les communautés affectées dans la conception que la mise en œuvre et cadrant avec les stratégies nationales pour le climat et les plans de développement.

41. Le HCR est engagé à réduire son empreinte environnementale et à améliorer la durabilité de sa chaîne d'approvisionnement. Les efforts fournis pour réduire les émissions de carbone ont notamment consisté à mettre au point des spécifications écologiques pour les produits de première nécessité. Étant donné que de tels produits, comme les tentes, les couvertures et les nattes de couchage, représentent 60 % de ses émissions de carbone, le HCR explore les alternatives durables à l'utilisation de plastiques vierges. Le HCR envisage une réduction de 20 % d'ici fin 2025 de la moyenne des émissions de carbone produites par les produits de première nécessité.

6. Obligation redditionnelle et contrôle

42. En 2025, le HCR continuera d'œuvrer pour rendre son système d'obligation redditionnelle et de contrôle plus efficace, plus efficient et plus indépendant. Il convient en particulier de noter les efforts fournis pour améliorer la redevabilité envers les personnes qu'il sert, à travers l'engagement à lutter contre les inconduites sexuelles, et les efforts renouvelés sur la redevabilité envers les personnes affectées. Pour le contrôle indépendant, ces efforts sont coordonnés par le Bureau de l'inspecteur général. Le Service des enquêtes s'occupe de la gestion efficace et efficace des plaintes, notamment en explorant l'utilisation de l'intelligence artificielle et en mettant à jour les outils et systèmes pertinents. Il réagit aux plaintes constituant des inconduites grâce à des méthodes comme la criminalistique numérique. Le Bureau de l'inspecteur général mettra au point de meilleures méthodes d'apprentissage et d'analyse des conclusions de contrôle, notamment par une meilleure analyse des données qualitatives afin d'identifier les principaux risques au HCR et de conseiller à cet égard. En 2025, le HCR envisage d'évaluer son travail sur la prévention et la lutte contre les violences liées au genre, l'action climatique et la réponse d'urgence, entre autres questions.

7. Gestion proactive et globale des risques

43. La Stratégie 2025 du HCR pour la gestion des risques a été conçue pour instaurer dans ses domaines opérationnels et de gestion une culture solide de gestion des risques. Elle s'est focalisée sur le renforcement du cadre de gestion globale des risques et de ses outils connexes, ainsi que sur les progrès vers un niveau avancé de maturité du risque conformément au modèle de référence mis au point par le Comité de haut niveau sur la gestion des Nations Unies. Dans le dernier rapport du Réseau d'évaluation de la performance des organisations multilatérales sur le HCR, la gestion des risques a été identifiée comme étant l'un des points forts de l'Organisation. Le HCR continue d'investir pour intégrer les considérations relatives à la tolérance et à l'appétence au risque dans sa stratégie en la matière, et favoriser des pratiques cohérentes de gestion des risques.

E. Budget-programme de 2025

44. L'augmentation des déplacements résultant d'anciens et de nouveaux conflits exige une détermination constante à satisfaire les besoins de protection internationale des réfugiés et d'autres populations déplacées. Étant donné que le nombre de personnes déplacées devrait atteindre 139,3 millions en fin 2025, le mandat du HCR n'a jamais été aussi vital. Pour mobiliser et trouver des solutions, le HCR continuera d'impliquer les États membres, les agences des Nations Unies, des institutions financières internationales, des organisations non gouvernementales, des universitaires, la société civile et les personnes déplacées ou apatrides.

45. Le projet de budget de 2025 entend saisir les occasions de collaborer de façon significative avec des parties prenantes pour susciter le changement. En 2025, un changement plus systématique et plus intentionnel en faveur de programmes durables permettra d'orienter les opérations-pays pour qu'elles puissent davantage adapter leurs programmes à des contextes spécifiques, avec un accent particulier sur l'autonomie, l'inclusion et les solutions.

46. L'approche axée sur les itinéraires cadre avec les orientations stratégiques du HCR pour la période 2022-2026 consistant à garantir la protection internationale, y compris dans les contextes de mouvements mixtes, ainsi qu'avec les objectifs de la Déclaration de New York, du Pacte mondial sur les réfugiés et du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières. En 2025, cette approche permettra de mener des activités ciblées dans les pays le long de quelques itinéraires suivis par les personnes contraintes de fuir. D'une manière générale, les mouvements mixtes et secondaires pourront mieux être appréhendés le long de ses itinéraires, dans les pays d'origine, d'asile, de transit ou de destination.

47. Le HCR poursuivra ses efforts pour plus d'efficacité et de rentabilité. Pour atteindre cet objectif, il utilise des outils et systèmes numériques permettant de réduire les tâches administratives de traitement, de générer de meilleures données pour la prise de décisions et de rationaliser davantage la gestion des fonctions administratives. En 2025, le HCR continuera de recalibrer et de rationaliser les processus financiers, administratifs et d'approvisionnement, et les fonctions centralisées et décentralisées, pour un maximum d'efficacité. Les opérations continueront aussi d'assurer l'efficacité et la rentabilité dans les interventions de programme.

48. Le tableau I.14 ci-dessous compare le projet de budget de 2025 et le budget actuel de 2024 par domaine d'impact. Le mappage du projet de budget de 2025 par rapport aux domaines d'impact est décrit ci-dessous :

a) Le budget pour le domaine d'impact 1 - créer un environnement de protection favorable - est chiffré à 2 591,4 millions de dollars E.-U., soit 25 % du projet de budget de 2025, ce qui représente une diminution de 78,7 millions de dollars E.-U., soit 3 %, par rapport au budget actuel de 2024. L'augmentation au niveau régional la plus importante (24,8 millions de dollars E.-U.) est celle en Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands Lacs, du fait des ajustements envisagés au Soudan du Sud et en Ouganda pour la réponse à la situation au Soudan. Sont au cœur de son mandat, les efforts que le HCR fournit pour impliquer d'autres acteurs dans la mise en place d'un environnement favorable de protection. L'Organisation continuera de plaider pour les droits des personnes, de renforcer la protection par l'amélioration des cadres juridiques et de l'accès à la documentation, au territoire et à

l'asile et de faire face aux risques de protection. En outre, elle va davantage promouvoir les garanties juridiques afin de prévenir et de régler les cas d'apatridie ;

b) Le domaine d'impact 2, consistant à préserver les droits fondamentaux dans des milieux sûrs, est évalué à 4 427 millions de dollars E.-U., soit 43 % du projet de budget de 2025. Les crises humanitaires exigent des réponses rapides et efficaces, et le HCR intervient en première ligne pour assurer la protection vitale et l'assistance à des millions de personnes déplacées de force ou apatrides. L'appui se focalise ainsi sur les besoins immédiats et les considérations liées à l'inclusion dès le début. Il s'agit de la rubrique la plus importante couvrant les activités de sauvetage, la lutte contre les violences liées au genre, la fourniture des articles de première nécessité et de l'assistance en espèces, ainsi que le développement des capacités de préparation. Même si les budgets ont augmenté en Afrique occidentale et centrale (7 millions de dollars E.-U.) et en Afrique australe (2,7 millions de dollars E.-U.), une diminution nette de 587,4 millions de dollars E.-U., soit 12 %, par rapport au budget actuel de 2024 est envisagée. Un changement stratégique en Europe et au Moyen-Orient et Afrique du Nord favorisera la transition de l'assistance vitale à la protection sociale et aux solutions à plus long terme par les gouvernements et les partenaires ;

c) Le budget pour le domaine d'impact 3 - responsabiliser les communautés et assurer l'égalité entre les sexes - est évalué à 1 365,1 millions de dollars E.-U., soit 13 % du projet de budget de 2025, ce qui représente une diminution de 19,2 millions de dollars E.-U., soit 1 %, par rapport au budget actuel de 2024. Par des programmes d'éducation, de formation professionnelle et de moyens d'existence, le HCR responsabilise, en collaboration avec les partenaires, les personnes déplacées pour qu'elles contribuent à l'économie et au bien-être de leurs communautés. Ces efforts visent non seulement à transformer la vie des individus, mais aussi à promouvoir la stabilité et le progrès d'une manière générale. Les augmentations les plus importantes dans le domaine d'impact 3 sont attendues pour l'Afrique occidentale et centrale (36,6 millions de dollars E.-U.) et l'Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands Lacs (15 millions de dollars E.-U.). Le HCR facilitera l'égalité d'accès des femmes et des filles aux possibilités de moyens d'existence, à l'éducation et aux soins de santé, et assurera aux personnes ayant survécu aux violences liées au genre l'accès aux services juridiques et à la prise en charge psychosociale ;

d) Le budget pour le domaine d'impact 4 - trouver des solutions - est de 1 364,5 millions de dollars E.-U., soit 13 % du projet de budget de 2025, ce qui représente une augmentation de 185,1 millions de dollars E.-U., soit 16 %, par rapport au budget actuel de 2024. Les principales augmentations concernent le Moyen-Orient et Afrique du Nord (80 millions de dollars E.-U.), l'Europe (37,4 millions de dollars E.-U.) et l'Asie et Pacifique (22 millions de dollars E.-U.). Le HCR poursuivra l'objectif consistant à trouver des solutions par le rapatriement volontaire, l'intégration locale, la réinstallation et les voies complémentaires. Étant donné que les quelque 2,9 millions de réfugiés ont besoin d'être réinstallés en 2025, il intensifiera les efforts en faveur de solutions dans des pays tiers. La promotion des arrangements pour le partage de la charge et des responsabilités se poursuivra. Les efforts visant à maintenir l'élan suscité par le Forum mondial sur les réfugiés se poursuivront en 2025 afin notamment d'améliorer l'inclusion et de trouver des solutions.

Tableau I.14
Budget actuel de 2024 et projet de budget de 2025 - par domaine d'impact
(en milliers de dollars des États-Unis)

<i>Domaine d'impact</i>	<i>Principaux indicateurs pour les domaines d'impact</i>	<i>Budget actuel de 2024</i>		<i>Projet de budget de 2025</i>		<i>Écart budget</i>	
		<i>Montant</i>	<i>Pourcentage du total</i>	<i>Montant</i>	<i>Pourcentage du total</i>	<i>actuel et projet de budget</i>	<i>Écart en pourcentage</i>
Créer un environnement de protection favorable IA 1 : Protéger	Proportion de personnes sollicitant la protection internationale qui sont en mesure d'avoir accès aux procédures d'asile Proportion de personnes relevant de la compétence du HCR en mesure de se déplacer librement dans leur pays de résidence habituelle (GCR) Nombre de personnes qui auraient été refoulées pour 10 000	2 670 093	25 %	2 591 441	25 %	(78 652)	-3 %
Préserver les droits fondamentaux dans des milieux sûrs IA 2 : Répondre	Proportion de personnes relevant de la compétence du HCR vivant en dessous du seuil national de pauvreté (GCR et SDG) Proportion de personnes relevant de la compétence du HCR résidant dans des zones d'installation saines et sûres, avec un accès aux équipements de base Proportion de personnes relevant de la compétence du HCR ayant accès aux services de santé (SDG)	5 014 444	47 %	4 427 036	43 %	(587 409)	-12 %
Responsabiliser les communautés et assurer l'égalité entre les sexes IA 3 : Responsabiliser	Proportion de personnes relevant de la compétence du HCR ayant droit à un travail décent (GCR) Proportion de personnes relevant de la compétence du HCR inscrites dans le primaire et le secondaire (GCR et SDG) Proportion de personnes relevant de la compétence du HCR se sentant en sécurité en marchant seules dans leur quartier (SDG)	1 384 261	13 %	1 365 095	13 %	(19 166)	-1 %
Trouver des solutions IA 4 : Résoudre	Nombre de réfugiés retournés volontairement, en sécurité et dans la dignité, dans leur pays d'origine (GCR) Nombre de personnes parties pour la réinstallation (GCR) Nombre de personnes relevant de la compétence du HCR parties par des voies complémentaires Nombre d'apatrides pour lesquels la nationalité a été accordée ou confirmée Nombre de réfugiés auxquels le statut de résident a été accordé ou confirmé	1 179 384	11 %	1 364 529	13 %	185 145	16 %
Sous total Activités programmées		10 248 182	95 %	9 748 101	95 %	(500 081)	-5 %
Réserve des opérations		505 222	5 %	487 405	5 %	(17 817)	-4 %
Administrateurs auxiliaires		12 000	0 %	12 000	0 %	-	0 %
Total		10 765 404	100 %	10 247 506	100 %	(517 898)	-5 %

49. Le tableau I.15 ci-dessous compare le projet de budget de 2025 et le budget actuel de 2024 par domaine de réalisation et domaine favorable.

50. L'écart pour 9 domaines de réalisation sur 16 est d'au plus 5 %, ce qui traduit d'une manière générale la continuité dans ces domaines de programme. Les changements les plus importants concernent les domaines de réalisation liés aux solutions, avec une augmentation de 15 % pour le rapatriement volontaire (domaines de réalisation 14) et de 12 % pour l'intégration et d'autres solutions locales (domaines de réalisation 16), surtout pour les déplacés internes et les réfugiés retournés. La réinstallation (domaines de réalisation 15) a connu une augmentation de 2 %, surtout dans les Amériques (Argentine, Colombie, Équateur, El Salvador et Mexique), en Afrique occidentale et centrale (Cameroun, Côte d'Ivoire et Nigéria) et dans la région Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands Lacs (Burundi, Éthiopie, Ouganda et République-Unie de Tanzanie). Le budget pour le domaine de réalisation 13 (moyens d'existence) connaît une légère diminution de 2 %. Les quatre domaines de réalisation liés aux solutions durables représentent 15 % du budget.

51. Les domaines de réalisation liés à la protection ont des allocations similaires dans le budget de 2025 par rapport à celui de 2024. Les changements dans les domaines de réalisation liés à la protection, comme l'accès au territoire, l'enregistrement et la documentation (domaines de réalisation 1), les violences liées au genre (domaine de réalisation 4), ainsi que la sécurité et l'accès à la justice (domaines de réalisation 6) tombent dans la fourchette de 5 %. L'augmentation de 5 % pour le domaine de réalisation 2 (détermination du statut) s'explique par les changements en Angola, au Costa Rica, en Afrique du Sud et en Zambie. Même si le budget pour la protection de l'enfant (domaines de réalisation 5) a été réduit de 7 %, il y a eu d'importantes augmentations en Afghanistan, en Éthiopie et au Soudan du Sud. Le budget pour le droit et les politiques de protection (domaines de réalisation 3) a diminué de 8 %, ce qui s'explique par le regroupement des activités dans d'autres domaines de réalisation pour la protection. De façon générale, les tendances pour les domaines de réalisation liés à la protection montrent la stabilité et la continuité.

52. Eu égard aux changements en faveur de l'autonomie, de l'inclusion et des solutions, les allocations envisagées au titre de quatre domaines de réalisation – logement et les zones d'installation durables (domaines de réalisation 9), vie en bonne santé (domaine de réalisation 10), éducation (domaines de réalisation 11) et eau potable, assainissement et hygiène (domaine de réalisation 12) – ont diminué. La diminution de 5 % pour le logement et les zones d'installation durables (domaine de réalisation 9) résulte du changement de la stratégie opérationnelle dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, surtout en Iraq, en République arabe syrienne et au Yémen, et en Europe, principalement en Ukraine. En Asie et Pacifique, les augmentations dans ce domaine de réalisation en Afghanistan et au Pakistan visent à mobiliser des abris pour créer des possibilités de moyens d'existence et d'inclusion économique. La diminution de 17 % pour la vie en bonne santé (domaine de réalisation 10) et surtout due à la réduction de l'empreinte opérationnelle du HCR en Iraq, au Liban et en République arabe syrienne dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, et au Congo et en Afrique du Sud dans la région Afrique australe.

53. Pour le domaine de réalisation 11 (éducation), la diminution envisagée de 8 % traduit l'intensification des efforts pour l'inclusion dans les systèmes nationaux, compte tenu des engagements pris en 2023 au Forum mondial sur les réfugiés. Concernant la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, des réductions sont proposées pour l'Égypte, l'Iraq et la République arabe syrienne, et en Europe pour la Türkiye. En Asie et Pacifique, la réponse pour l'éducation en Afghanistan et au Pakistan a été en partie intégrée dans les activités d'autonomie et de moyens d'existence, compte tenu de l'accent mis sur la formation technique et professionnelle. Concernant l'eau potable, l'assainissement et l'hygiène (domaine de réalisation 12), la réduction de 5 % résulte du fait que certaines interventions ont été confiées à des partenaires en Afghanistan et au Bangladesh en Asie et Pacifique, et en République démocratique du Congo en Afrique australe. En Afrique de l'Est et dans la Corne de l'Afrique, cette réduction est compensée par une augmentation en Éthiopie pour les activités liées à l'afflux de réfugiés du Soudan.

54. Même si le domaine de réalisation 8 (bien-être) demeure la rubrique la plus importante du budget, représentant 20 %, il a connu une réduction de 11 %. En 2025, la diminution à cet égard s'explique par la réduction de l'assistance en espèces pour la situation en Ukraine, des

ajustements dans l’empreinte opérationnelle dans les pays voisins, et la baisse des interventions en espèces dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord.

55. En 2025, les cinq domaines favorables constituent 11 % du total du budget, ce qui représente une diminution de 2 % par rapport à 2024. La réduction de 16 % pour les systèmes et processus (domaine favorable 17) s’explique en partie par l’achèvement du programme de transformation institutionnelle en 2023 et par la diminution enregistrée pour la région des Amériques. L’augmentation de 15 % pour le leadership et la gouvernance (domaine favorable 21) s’explique en partie par l’investissement de ressources spéciales pour la protection des données et de la vie privée, ainsi que de la gouvernance de données au HCR.

Tableau I.15

Budget actuel de 2024 et projet de budget de 2025 – par domaine de réalisation et domaine favorable

(en milliers de dollars des États-Unis)

<i>Domaine de réalisation</i>	<i>Principaux indicateurs</i>	<i>Budget actuel de 2024</i>		<i>Projet de budget de 2025</i>		<i>Écart budget actuel et projet de budget</i>	
		<i>Montant</i>	<i>Pourcentage du total</i>	<i>Montant</i>	<i>Pourcentage du total</i>	<i>Écart en</i>	<i>pourcentage</i>
Accès au territoire, enregistrement et documentation Domain de réalisation 1	Proportion des réfugiés et demandeurs d'asile enregistrés à titre individuel Proportion d'enfants âgés de moins de 5 ans dont la naissance a été enregistrée par un officier d'état civil. [SDG 16.9.1 - Tier1] Proportion de personnes relevant de la compétence du HCR ayant des pièces ou documents d'identité légalement reconnus [GCR 4.2.2]	760 042	7 %	725 140	7 %	(34 903)	-5 %
Détermination du statut Domain de réalisation 2	Moyenne du temps de traitement (en jours), de l'enregistrement à la décision d'asile en première instance (selon les procédures individuelles et de groupes) Proportion de personnes engagées dans des procédures d'asile ayant accès à la représentation ou aux conseils juridiques Proportion des personnes engagées dans des procédures d'asile ayant accès à un mécanisme efficace d'appel après le rejet de leur demande en première instance	201 836	2 %	212 646	2 %	10 810	5 %
Politique et droit de protection Domain de réalisation 3	La mesure dans laquelle le cadre juridique national est conforme à la Convention de 1951 et/ou à son protocole de 1967 La mesure dans laquelle le cadre juridique national est conforme à la Convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie	307 301	3 %	284 014	3 %	(23 287)	-8 %
Violences liées au genre Domain de réalisation 4	Proportion de personnes relevant de la compétence du HCR sachant comment avoir accès aux services disponibles de lutte contre les violences liées au genre Proportion de personnes relevant de la compétence du HCR n'acceptant pas les violences à l'égard des femmes Proportion de personnes ayant survécu, satisfaites des services de prise en charge de cas de violence sexuelle et de genre	355 177	3 %	354 038	3 %	(1 139)	0 %
Protection de l'enfant Domain de réalisation 5	Proportion d'enfants exposés à des risques élevés soutenus par une procédure de détermination de l'intérêt supérieur de l'enfant Proportion d'enfants participant aux programmes communautaires de protection de l'enfant Proportion des personnes engagées dans des procédures d'asile ayant accès à un mécanisme efficace d'appel après le rejet de leur demande en première instance	254 073	2 %	235 688	2 %	(18 385)	-7 %

<i>Domaine de réalisation</i>	<i>Principaux indicateurs</i>	<i>Budget actuel de 2024</i>		<i>Projet de budget de 2025</i>		<i>Écart budget actuel et projet de budget</i>	
		<i>Montant</i>	<i>Pourcentage du total</i>	<i>Montant</i>	<i>Pourcentage du total</i>	<i>budget</i>	<i>Écart en pourcentage</i>
Domaine de réalisation 6	Sécurité et accès à la justice Nombre de personnes relevant de la compétence du HCR arrêtées ou détenues à la suite d'un contrôle d'immigration ou en raison de leur statut légal pour 10 000 enregistrées	314 441	3 %	314 856	3%	415	0%
Domaine de réalisation 7	Engagement communautaire et responsabilisation des femmes Proportion de personnes relevant de la compétence du HCR ayant accès à une participation significative à toutes les phases de l'opération Proportion de personnes relevant de la compétence du HCR ayant accès à des mécanismes efficaces de réponse et de retour d'information Proportion (et nombre) de participants actifs de sexe féminin aux structures de leadership/gestion	621 021	6 %	597 850	6 %	(23 171)	-4 %
Domaine de réalisation 8	Bien-être et besoins essentiels Proportion de personnes nécessitées relevant de la compétence du HCR ayant bénéficié de transferts monétaires ou de l'assistance en nature Proportion de personnes relevant de la compétence du HCR utilisant surtout des combustibles (pour la cuisson) et des technologies propres [SDG 7.1.2 Tier 1]	2 335 819	22 %	2 079 012	20 %	(256 808)	-11 %
Domaine de réalisation 9	Logement et zones d'installation durables Proportion de personnes relevant de la compétence du HCR vivant dans des logements habitables et abordables Proportion de personnes relevant de la compétence du HCR ayant de l'énergie pour l'éclairage	1 076 210	10 %	1 022 920	10 %	(51 289)	-5 %
Domaine de réalisation 10	Vie en bonne santé Proportion d'enfants âgés entre 9 mois et 5 ans vaccinés contre la rougeole Proportion de naissances assistées par un personnel de santé qualifié [SDG 3.1.2 Tier 1]	638 683	6 %	531 153	5 %	(107 530)	-17 %
Domaine de réalisation 11	Éducation Proportion de personnes relevant de la compétence du HCR inscrites dans l'enseignement post-secondaire et supérieur Proportion de personnes relevant de la compétence du HCR inscrites dans le système éducatif national [GCR 2.2.1]	523 535	5 %	480 959	5 %	(42 575)	-8 %
Domaine de réalisation 12	Eau potable, assainissement et hygiène Proportion de personnes relevant de la compétence du HCR utilisant au moins des services essentiels d'eau potable Proportion de personnes relevant de la compétence du HCR ayant accès à de toilettes sûres	258 126	2 %	245 205	2 %	(12 921)	-5 %
Domaine de réalisation 13	Autonomie, inclusion économique et moyens d'existence Proportion de personnes relevant de la compétence du HCR ayant un compte dans une banque ou une autre institution financière, ou auprès d'un prestataire de services financiers mobiles [SDG 8.10.2 Tier 1] Proportion de personnes relevant de la compétence du HCR ayant déclaré des changements positifs dans leurs revenus par rapport à l'année précédente Proportion de personnes relevant de la compétence du HCR (en âge de travailler) qui sont sans emploi	556 669	5 %	545 200	5 %	(11 469)	-2 %

<i>Domaine de réalisation</i>	<i>Principaux indicateurs</i>	<i>Budget actuel de 2024</i>		<i>Projet de budget de 2025</i>		<i>Écart budget</i>	
		<i>Montant</i>	<i>Pourcentage du total</i>	<i>Montant</i>	<i>Pourcentage du total</i>	<i>actuel et projet de budget</i>	<i>Écart en pourcentage</i>
Rapatriement volontaire et réintégration durable Domaine de réalisation 14	Proportion de personnes retournées ayant des pièces ou documents d'identité légalement reconnus [GCR 4.2.2] Proportion de personnes relevant de la compétence du HCR, désireuses de recevoir des informations sur leur pays d'origine, qui les reçoivent effectivement	291 442	3 %	334 834	3 %	43 392	15 %
Réinstallation et voies complémentaires Domaine de réalisation 15	Nombre de réfugiés présentés par le HCR pour la réinstallation Temps moyen de traitement, de la présentation de la demande au départ dans les circonstances normales Nombre de personnes relevant de la compétence du HCR admises par des voies complémentaires du pays d'accueil	226 588	2 %	230 829	2 %	4 241	2 %
Intégration locale et autres solutions locales Domaine de réalisation 16	Proportion de personnes relevant de la compétence du HCR ayant des droits fonciers sûrs et/ou des droits sur leur logement et/ou leurs terres Proportion de personnes relevant de la compétence du HCR couvertes par les systèmes/socles de protection sociale [SDG 1.3.1]	380 355	4 %	427 587	4 %	47 232	12 %
Sous-total domaines de réalisation		9 101 318	85 %	8 623 930	84 %	(477 389)	-5 %
<i>Domaine favorable</i>							
Processus et systèmes Domaine favorable 17	Pourcentage des directives officielles examinées dans les 5 ans suivant leur publication Pourcentage d'opérations, de bureaux et d'entités mettant en œuvre des plans stratégiques pluriannuels Préparation et approbation du budget-programme gérées en temps opportun Pourcentage d'examens annuels des risques réalisés Systèmes et processus informatiques sécurisés en place et régulièrement entretenus	180 125	2 %	152 130	1 %	(27 994)	-16 %
Appui opérationnel et chaîne d'approvisionnement Domaine favorable 18	Nombre de déploiements d'urgence au cours d'une année donnée Nombre de personnes contraintes de fuir qui peuvent être aidées grâce aux articles de première nécessité prépositionnés dans les stocks mondiaux du HCR Nombre d'incidents de sécurité critiques gérés	407 244	4 %	418 745	4 %	11 501	3 %
Ressources humaines et culture Domaine favorable 19	Pourcentage de répartition des effectifs du HCR par sexe (femme/homme) et par région Pourcentage de personnel (de niveau P4 et supérieur) inscrit à des activités d'apprentissage et de développement pour développer leurs capacités de gestion et de leadership Pourcentage du personnel du HCR ayant suivi des formations obligatoires Pourcentage d'incidents de harcèlement sexuel portés à l'attention du Responsable de la protection des victimes et dans lesquels la victime choisit de s'engager dans un processus de résolution	102 955	1 %	95 387	1 %	(7 568)	-7 %
Engagement externe et mobilisation des ressources Domaine favorable 20	Total des contributions volontaires ou des fonds collectés auprès des donateurs des secteurs public et privé Pourcentage et déficit de financement en dollars dans le budget global du HCR Nombre de visites annuelles à Global Focus	424 585	4 %	421 267	4 %	(3 318)	-1 %

<i>Domaine de réalisation</i>	<i>Principaux indicateurs</i>	<i>Budget actuel de 2024</i>		<i>Projet de budget de 2025</i>		<i>Écart budget</i>	
		<i>Montant</i>	<i>Pourcentage du total</i>	<i>Montant</i>	<i>Pourcentage du total</i>	<i>actuel et projet de budget</i>	<i>Écart en pourcentage</i>
	Pourcentage d'augmentation de la portée de l'audience sur les canaux numériques et les réseaux sociaux détenus et les canaux externes acquis						
	Pourcentage des dépenses annuelles totales consacrées à la mise en œuvre de partenariats (y compris les partenaires locaux et nationaux)						
Leadership et gouvernance	Proportion d'évaluations réalisées chaque année dans les délais prévus par le plan de travail d'évaluation continue (désagrégé et centralisé/décentralisé)	31 955	0 %	36 642	0 %	4 687	15 %
Domaine favorable 21	Délai médian nécessaire pour évaluer les plaintes						
	Nombre de réunions de gouvernance organisées au cours de l'année en temps opportun						
Sous-total Domaines favorables		1 146 864	11 %	1 124 171	11 %	(22 692)	-2 %
Sous total Activités programmées		10 248 182	95 %	9 748 101	95 %	(500 081)	-5 %
Réserve des opérations		505 222	5 %	487 405	5 %	(17 817)	-4 %
Administrateurs auxiliaires		12 000	0 %	12 000	0 %	-	0 %
Total		10 765 404	100 %	10 247 506	100 %	(517 898)	-5 %

56. Le tableau I.16 présente les liens entre le projet de budget de 2025 et les objectifs de développement durable. Soixante-quinze pourcents du projet de budget de 2025 contribueront à 10 objectifs. Les écarts dans le budget au niveau des domaines de réalisation et des domaines favorables résultent des changements dans la contribution du HCR aux objectifs, la réduction dans l'ensemble étant de 6 % par rapport à 2024. Les montants ont connu une baisse, avec une réduction de 17 % pour la vie en bonne santé et le bien-être (objectif de développement durable 3), et une réduction de 11 % pour pas de pauvreté (objectif de développement durable 1). Le HCR travaille avec divers partenaires, dont des acteurs du développement, pour encourager la coopération entre les acteurs humanitaires et les acteurs du développement, ainsi que l'appariement des engagements.

Tableau I.16
Mappage du budget actuel de 2024 et du projet de budget de 2025 avec les objectifs de développement durable

(en milliers de dollars des États-Unis)

<i>Objectifs de développement durable</i>	<i>Budget actuel de 2024</i>		<i>Projet de budget de 2025</i>		<i>Écart budget actuel et projet de budget</i>	<i>Écart en pourcentage</i>
	<i>Montant</i>	<i>Pourcentage du total</i>	<i>Montant</i>	<i>Pourcentage du total</i>		
1 : Pas de pauvreté	2 335 819	22 %	2 079 012	20 %	(256 808)	-11 %
3 : Santé et bien-être	638 683	6 %	531 153	5 %	(107 530)	-17 %
4 : Éducation de qualité	523 535	5 %	480 959	5 %	(42 575)	-8 %
5 : Égalité entre les sexes	976 198	9 %	951 888	9 %	(24 310)	-2 %
6 : Eau potable et assainissement	258 126	2 %	245 205	2 %	(12 921)	-5 %
8 : Travail décent et croissance économique	556 669	5 %	545 200	5 %	(11 469)	-2 %
10 : Éducation des inégalités	687 656	6 %	711 601	7 %	23 945	3 %
11 : Villes et communautés durables	1 076 210	10 %	1 024 920	10 %	(51 289)	-5 %
16 : Paix, justice et institutions fortes	760 042	7 %	725 140	7 %	(34 903)	-5 %
17 : Partenariats pour l'atteinte des objectifs	424 585	4 %	421 267	4 %	(3 318)	-1 %
Sous-total						
Résultats liés aux objectifs de développement durable	8 237 523	77 %	7 716 344	75 %	(521 179)	-6 %
Sous-total						
Résultats non liés aux objectifs de développement durable	2 010 659	19 %	2 031 757	20 %	21 099	1 %
Sous total						
Activités programmées	10 248 182	95 %	9 748 101	95 %	(500 081)	-5 %
Réserve des opérations	505 222	5 %	487 405	5 %	(17 817)	-4 %
Administrateurs auxiliaires	12 000	0 %	12 000	0 %	-	0 %
Total	10 765 404	100 %	10 247 506	100 %	(517 898)	-5 %

57. Le tableau I.17 présente les budgets par groupe de population. La réduction du budget pour les réfugiés et les demandeurs d'asile s'explique surtout par la diminution envisagée de l'empreinte opérationnelle en Europe. La réduction budgétaire pour les déplacés internes résulte des changements au niveau de l'engagement de l'Organisation pour les déplacés internes en Libye, en République arabe syrienne et au Yémen, et du désengagement envisagé en Iraq. Dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, l'attention portera désormais sur les personnes retournées. En Afrique australe, la République démocratique du Congo œuvre à trouver des solutions pour les personnes retournées, et en Asie et Pacifique, la réponse portera sur la réintégration durable des personnes rapatriées, principalement en Afghanistan. Une augmentation du budget pour les apatrides est prévue au Tchad, au Mali et au Nigéria

en Afrique occidentale et centrale, et au Burundi, au Soudan du Sud et en République-Unie de Tanzanie dans la région Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands Lacs.

Tableau I.17

Budget final de 2023, budget actuel de 2024 et projet de budget de 2025 – par groupe de population

(en milliers de dollars des États-Unis)

<i>Groupes de population</i>	<i>Budget final de 2023</i>	<i>Pourcentage du total</i>	<i>Budget actuel de 2024</i>	<i>Pourcentage du total</i>	<i>Projet de budget de 2025</i>	<i>Pourcentage du total</i>
Réfugiés et demandeurs d'asile	7 489 285	69 %	7 379 073	69 %	7 067 537	69 %
Apatrides	139 899	1 %	143 078	1 %	160 526	2 %
Personnes retournées	734 467	7 %	829 974	8 %	1 001 980	10 %
Déplacés internes	2 099 301	19 %	1 896 057	18 %	1 518 058	15 %
Sous-total						
Activités programmées	10 462 952	96 %	10 248 182	95 %	9 748 101	95 %
Réserve des opérations	453 759	4 %	505 222	5 %	487 405	5 %
Administrateurs auxiliaires	12 000	0 %	12 000	0 %	12 000	0 %
Total	10 928 712	100 %	10 765 404	100 %	10 247 506	100 %

58. Le tableau I.18 ci-dessous donne un aperçu du projet de budget de 2025, selon les composantes budgétaires⁹. Le projet de budget se chiffre au total à 10 247,5 millions de dollars E.-U., dont 9 748,1 millions affectés aux activités programmées, 487,4 millions pour la Réserve des opérations et 12 millions pour les administrateurs auxiliaires.

59. La part relative des besoins dans le projet de budget varie de 21 % pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord et la région Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands Lacs à 4 % pour la région Afrique australe. L'appui technique aux opérations-pays représentent 2 % du projet de budget. Les composantes programmes globaux et Siège représentent respectivement 4 % et 2 %.

⁹ Conformément au Règlement de gestion révisé du HCR, la Réserve des opérations est constituée par un montant équivalent à 5 % des activités envisagées dans le budget-programme soumis pour approbation au Comité exécutif.

Tableau I.18

Projet de budget de 2025 - selon les composantes budgétaires

(en milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Montant</i>	<i>Pourcentage du total</i>
Afrique occidentale et centrale	1 191 027	12 %
Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands Lacs	2 167 149	21 %
Afrique australe	451 286	4 %
Moyen-Orient et Afrique du Nord	2 122 341	21 %
Asie et Pacifique	957 947	9 %
Europe	1 247 124	12 %
Les Amériques	815 172	8 %
Appui technique aux opérations-pays	155 057	2 %
Sous-total		
Programmes nationaux et régionaux	9 107 105	89 %
Programmes globaux	385 495	4 %
Siège	255 501	2 %
Sous-total		
Activités programmées	9 748 101	95 %
Réserve des opérations	487 405	5 %
Administrateurs auxiliaires	12 000	0 %
Total	10 247 506	100 %

60. Le tableau I.19 ci-dessous compare le budget initial et le budget actuel de 2024 avec le projet de budget de 2025, selon les composantes budgétaires. Les augmentations proposées pour l'Afrique occidentale et centrale ainsi que pour la région Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands Lacs s'expliquent par l'accroissement des besoins résultant de la crise au Soudan, qui ont entraîné l'établissement d'un budget supplémentaire.

61. Les écarts budgétaires au niveau des programmes nationaux et régionaux sont expliqués au chapitre II, section A, tandis que pour les programmes globaux et le Siège, ils sont expliqués au chapitre II, section B.

Tableau I.19

Budget initial et budget actuel de 2024, et projet de budget 2025, selon les composantes budgétaires

(en milliers de dollars des États-Unis)

	2024				2025		Écart projet de budget et budget actuel		Écart projet de budget et budget initial	
	Budget initial		Budget actuel		Projet de budget					
	Montant	Pourcentage du total	Montant	Pourcentage du total	Montant	Pourcentage du total	Montant	Pourcentage du total	Montant	Pourcentage du total
Afrique occidentale et centrale	1 011 401	10 %	1 115 137	10 %	1 191 027	12 %	75 890	7 %	179 626	18 %
Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands Lacs	2 149 050	20 %	2 189 050	20 %	2 167 149	21 %	(21 901)	-1 %	18 099	1 %
Afrique australe	492 154	5 %	492 154	5 %	451 286	4 %	(40 867)	-8 %	(40 867)	-8 %
Moyen-Orient et Afrique du Nord	2 341 761	22 %	2 341 761	22 %	2 122 341	21 %	(219 419)	-9 %	(219 419)	-9 %
Asie et Pacifique	993 215	9 %	993 215	9 %	957 947	9 %	(35 268)	-4 %	(35 268)	-4 %
Europe	1 466 193	14 %	1 466 193	14 %	1 247 124	12 %	(219 068)	-15 %	(219 068)	-15 %
Les Amériques	834 571	8 %	834 571	8 %	815 172	8 %	(19 399)	-2 %	(19 399)	-2 %
Appui technique aux opérations-pays	159 949	2 %	160 033	1 %	155 057	2 %	(4 976)	-3 %	(4 892)	-3 %
Sous-total Programmes nationaux et régionaux	9 448 293	89 %	9 592 112	89 %	9 107 105	89 %	(485 007)	-5 %	(341 188)	-4 %
Programmes globaux	406 495	4 %	407 002	4 %	385 495	4 %	(21 508)	-5 %	(21 001)	-5 %
Siège	249 658	2 %	249 067	2 %	255 501	2 %	6 434	3 %	5 843	2 %
Sous-total Activités programmées	10 104 446	95 %	10 248 182	95 %	9 748 101	95 %	(500 081)	-5 %	(356 345)	-4 %
Réserve des opérations	505 222	5 %	505 222	5 %	487 405	5 %	(17 817)	-4 %	(17 817)	-4 %
Administrateurs auxiliaires	12 000	0 %	12 000	0 %	12 000	0 %	-	0 %	-	0 %
Total	10 621 668	100 %	10 765 404	100 %	10 247 506	100 %	(517 898)	-5 %	(374 162)	-4 %

62. Le tableau I.20 ci-dessous montre que, sur les 143,7 millions de dollars E.-U. des besoins supplémentaires en 2024 (colonne b1), un montant important a été incorporé dans les programmes de 2025 (colonne E) pour l’Afrique de l’Est, la Corne de l’Afrique et les Grands Lacs et l’Afrique occidentale et centrale.

Tableau I.20

Budget actuel de 2024 et ajustements budgétaires, budget initial de 2024 et projet de budget de 2025 – selon les composantes budgétaires

(en milliers de dollars des États-Unis)

	Ajustements au budget de 2024								
	<i>Budget actuel de 2024^a</i>	<i>Budget supplémentaire</i>	<i>Transfert budgétaire</i>	<i>Réduction budgétaire</i>	<i>Total des ajustements</i>	<i>Budget initial de 2024</i>	<i>Projet de budget de 2025</i>	<i>Écart budget de 2025 et budget de 2024</i>	
	<i>Montant</i>	<i>Montant</i>	<i>Montant</i>	<i>Montant</i>		<i>Montant</i>	<i>Montant</i>	<i>Montant</i>	
	<i>A.</i>	<i>b1</i>	<i>b2</i>	<i>b3</i>	<i>B.</i>	<i>C. (A.+B.)</i>	<i>D.</i>	<i>E. (D.-C.)</i>	
Afrique occidentale et centrale	1 115,137	(103 736)	-	-	(103 736)	1 011 401	1 191 027	179 626	18 %
Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands Lacs	2 189 050	(40 000)	-	-	(40 000)	2 149 050	2 167 149	18 099	1 %
Afrique australe	492 154	-	-	-	-	492 154	451 286	(40 867)	-8 %
Moyen-Orient et Afrique du Nord	2 341 761	-	-	-	-	2 341 761	2 122 341	(219 419)	-9 %
Asie et Pacifique	993 215	-	-	-	-	993 215	957 947	(35 268)	-4 %
Europe	1 466 193	-	-	-	-	1 466 193	1 247 124	(219 068)	-15 %
Les Amériques	834 571	-	-	-	-	834 571	815 172	(19 399)	-2 %
Appui technique aux opérations-pays	160 033	-	(84)	-	(84)	159 949	155 057	(4 892)	-3 %
Sous-total Programmes nationaux et régionaux	9 592 112	(143 736)	(84)	-	(143 820)	9 448 293	9 107 105	(341 188)	-4 %
Programmes globaux	407 002	-	(507)	-	(507)	406 495	385 495	(21 001)	-5 %
Siège	249 067	-	591	-	591	249 658	255 501	5 843	2 %
Sous-total Activités programmées	10 248 182	(143 736)	-	-	(143 736)	10 104 446	9 748 101	(356 345)	-4 %
Réserve des opérations	505 222	-	-	-	-	505 222	487 405	(17 817)	-4 %
Administrateurs auxiliaires	12 000	-	-	-	-	12 000	12 000	-	0 %
Total	10 765 404	(143 736)	-	-	(143 736)	10 621 668	10 247 506	(374 162)	-4 %

II. Activités programmées

63. Le budget pour les activités programmées comprend trois rubriques : Programmes nationaux et régionaux, Programmes globaux et Siège. La réserve et le programme pour les administrateurs auxiliaires n'en font pas partie. Les activités programmées pour 2025 sont chiffrées à 9 748,1 millions de dollars E.-U., dont 9 107,1 millions alloués aux programmes nationaux et régionaux.

A. Programmes nationaux et régionaux

64. La présente section montre les besoins au titre du budget-programme de 2025 pour toutes les régions et pour l'appui technique aux opérations-pays (tableaux II.1 à II.8), comparant le budget actuel de 2024 au projet de budget de 2025.

65. Les budgets détaillés par domaine d'impact sont présentés dans l'annexe I, tableaux 2a et 2b.

1. Afrique occidentale et centrale

Tableau II.1

Budget actuel de 2024 et projet de budget de 2025 – pour l'Afrique occidentale et centrale

(en milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Budget actuel</i>	<i>Projet de budget</i>	<i>Écart projet de budget de 2025</i>	
	<i>2024</i>	<i>2025</i>	<i>et budget de 2024</i>	
	<i>Montant</i>	<i>Montant</i>	<i>Montant</i>	<i>Écart en</i> <i>pourcentage</i>
Total				
Afrique occidentale				
et centrale	1 115 137	1 191 027	75 890	7 %

66. Le projet de budget de 2025 a augmenté de 75,9 millions de dollars E.-U., soit 7 %, par rapport au budget actuel de 2024. À fin 2025, le nombre de personnes déplacées de force ou apatrides devrait augmenter de 8 % pour atteindre 14,8 millions. Un accroissement envisagé du budget pour les services de protection et d'assistance vitale est due aux éventuelles arrivées constantes des réfugiés au Tchad. En raison des déplacements internes liés au conflit dans le Sahel central, des augmentations sont envisagées au Mali, au Nigéria et au Sénégal pour favoriser l'accès des déplacés internes aux services nationaux, ainsi que leur autonomie. La stratégie pour la résilience à long terme se traduit les possibilités de moyens d'existence et par des projets de responsabilisation des communautés. Concernant les solutions, le budget pour le rapatriement et la réinstallation devrait aussi augmenter. Tous les domaines d'impact devraient connaître des augmentations, particulièrement pour les domaines d'impact 3 et 4.

2. Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands Lacs

Tableau II.2

Budget actuel de 2024 et projet de budget de 2025 - pour la région Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands-Lacs

(en milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Budget actuel</i>	<i>Projet de budget</i>	<i>Écart projet de budget de 2025</i>	
	<i>2024</i>	<i>2025</i>	<i>et budget de 2024</i>	
	<i>Montant</i>	<i>Montant</i>	<i>Montant</i>	<i>Écart en</i> <i>pourcentage</i>
Total				
Afrique de l'Est,				
Corne de l'Afrique et				
Grands-Lacs	2 189 050	2 167 149	(21 901)	-1 %

67. Le projet de budget de 2025 a diminué de 21,9 millions de dollars E.-U., soit de 1 % par rapport au budget actuel de 2024. D'ici fin 2025, le nombre de personnes déplacées de force ou apatrides devrait augmenter de 5 % pour atteindre 27,2 millions. Étant donné que les déplacements continuent au Soudan, les plans régionaux portent sur le renforcement de la réponse pour la protection, la responsabilisation des communautés et les solutions. Les programmes d'autonomisation seront aussi la priorité des interventions au Burundi, au Djibouti, au Kenya, au Rwanda et en Ouganda. Le HCR renforcera ses partenariats avec les gouvernements et d'autres parties prenantes pour la transformation des camps de réfugiés en zones d'installation durables, notamment au Kenya, en Éthiopie et au Soudan. Il adoptera une approche de programme durable et procédera à une analyse des parties prenantes afin d'identifier les points d'entrée pour de nouveaux financements. Il procédera aussi à une revue de l'empreinte opérationnelle nécessaire pour soutenir une telle transition. Compte tenu de cette option stratégique, les budgets pour les domaines d'impact 1, 3 et 4 connaissent une augmentation, tandis qu'une réduction est observée au domaine d'impact 2.

3. Afrique australe

Tableau II.3

Budget actuel de 2024 et projet de budget de 2025 – pour l'Afrique australe

(en milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Budget actuel</i>	<i>Projet de budget</i>	<i>Écart projet de budget de 2025</i>	
	<i>2024</i>	<i>2025</i>	<i>et budget de 2024</i>	
	<i>Montant</i>	<i>Montant</i>	<i>Montant</i>	<i>Écart en</i> <i>pourcentage</i>
Total				
Afrique australe	492 154	451 286	(40 867)	-8 %

68. Le projet de budget de 2025 a diminué de 40,9 millions de dollars E.-U., soit de 8 % par rapport au budget actuel de 2024. À fin 2025, le nombre de personnes déplacées de force ou apatrides devrait rester stable à 12 millions. Le HCR se tournera vers une approche de programme durable, avec un accent particulier sur l'autonomie au Mozambique et les partenariats pour des interventions de développement en République du Congo, au Malawi et en Zambie. En République démocratique du Congo, l'accent devrait désormais être mis sur les solutions pour les personnes retournées. L'augmentation du budget au titre du domaine d'impact 2 s'explique par le fait que le bureau du HCR en Afrique du Sud supervise les opérations-pays qui interviennent dans des contextes complexes pour satisfaire les besoins d'assistance et promouvoir l'autonomie, en collaboration avec les partenaires. Grâce à l'application de l'approche axée sur les itinéraires, le HCR continuera de collaborer avec les États et les organisations nationales et internationales pour faire face aux mouvements mixtes et secondaires de réfugiés et de demandeurs d'asile. Malgré les défis, le HCR demeure engagé en faveur de solutions durables, inclusives et adaptées aux contextes locaux.

4. Moyen-Orient et Afrique du Nord

Tableau II.4

Budget actuel de 2024 et projet de budget de 2025 - pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord

(en milliers de dollars des États-Unis)

	Budget actuel	Projet de budget	Écart projet de budget de 2025 et budget de 2024	
	2024	2025	Montant	Écart en pourcentage
	Montant	Montant	Montant	
Total Moyen-Orient et Afrique du Nord	2 341 761	2 122 341	(219 419)	-9 %

69. Le projet de budget de 2025 diminue de 219,4 millions de dollars E.-U., soit de 9 % par rapport au budget actuel de 2024. À fin 2025, le nombre de personnes déplacées de force ou apatrides dans la région devrait rester relativement stable à 17 millions. Dans la région, la transition de l'assistance vitale à la protection sociale à plus long terme et aux solutions se poursuivra. Le HCR promouvra les solutions comme la réinstallation, les voies complémentaires et le rapatriement volontaire. En Égypte, l'appui à la protection pour les réfugiés soudanais sera associé aux efforts pour les inclure dans les systèmes nationaux de protection sociale. En Tunisie, le HCR continuera de promouvoir une approche axée sur les itinéraires, et renforcera les possibilités d'autonomie. La diminution dans cette région du budget s'explique par le recentrage des programmes pour les déplacés internes en Libye, en République arabe syrienne et au Yémen, ainsi que par le désengagement envisagé concernant les déplacés internes en Iraq. Ces changements se traduisent par la diminution du projet de budget aux domaines d'impact 2 et 3, et par des augmentations au domaine d'impact 1 concernant l'Égypte, le Liban et la Tunisie et au domaine d'impact 4 concernant l'Iraq et la République arabe syrienne pour l'appui aux réfugiés rapatriés et aux déplacés internes retournés.

5. Asie et Pacifique

Tableau II.5

Budget actuel de 2024 et projet de budget de 2025 – pour la région Asie et Pacifique

(en milliers de dollars E.-U.)

	Budget actuel	Projet de budget	Écart projet de budget de 2025 et budget de 2024	
	2024	2025	Montant	Écart en pourcentage
	Montant	Montant	Montant	
Total Asie et Pacifique	993 215	957 947	(35 268)	-4 %

70. Le projet de budget de 2025 diminue de 35,3 millions de dollars E.-U., soit 4 %, par rapport au budget actuel de 2024. À fin 2025, le nombre de personnes déplacées de force ou apatrides devrait augmenter de 16 % pour atteindre 18,9 millions. Le changement observé dans le budget s'explique par un regroupement des activités, surtout au Bangladesh et au Myanmar. Au Bangladesh, le transfert des activités de santé et de nutrition à des partenaires marque une transition vers des programmes durables. Au Myanmar, l'insécurité rend l'accès humanitaire difficile, ce qui retarde les interventions. Si les budgets pour les opérations en Afghanistan et en Iran (République islamique d') sont restés inchangés, une réallocation stratégique traduit l'augmentation de l'appui pour l'assistance en Iran (République islamique d'), et pour les solutions en faveur des personnes retournées en Afghanistan. L'exécution avec succès de la stratégie pluriannuelle de désengagement entraînera la fermeture du bureau national au Sri Lanka. Un responsable de liaison continuera d'apporter de l'appui au Gouvernement. Ces changements au niveau de l'approche stratégique se traduisent par des

diminutions budgétaires aux domaines d'impact 1, 2 et 3, et par des augmentations au domaine d'impact 4. Les programmes se focaliseront sur les solutions et l'approche de programme durable.

6. Europe

Tableau II.6

Budget actuel de 2024 et projet de budget de 2025 – pour l'Europe

(en milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Budget actuel</i>	<i>Projet de budget</i>	<i>Écart projet de budget de 2025</i>	
	<i>2024</i>	<i>2025</i>	<i>et budget de 2024</i>	
	<i>Montant</i>	<i>Montant</i>	<i>Montant</i>	<i>Écart en</i>
				<i>pourcentage</i>
Total Europe	1 466 193	1 247 124	(219 068)	-15 %

71. Le projet de budget de 2025 connaît une diminution de 219,1 millions de dollars E.-U., soit 15 %, ce qui représente la diminution la plus importante dans l'ensemble. Le nombre de personnes déplacées de force ou apatrides devrait se situer à 25,6 millions, ce qui représente une diminution de 5 % par rapport à 2024. La réduction du budget s'explique surtout par la réduction de l'empreinte opérationnelle en Ukraine et dans les pays voisins. Le HCR continuera d'apporter de l'assistance dans les régions de la ligne de front et aux déplacés internes vulnérables en Ukraine. En collaboration avec le gouvernement et les acteurs du développement, il assurera des services de protection et contribuera au renforcement des systèmes nationaux, notamment pour les réfugiés rapatriés et les déplacés internes retournés. Conformément à l'approche axée sur les itinéraires, il collaborera avec les États et d'autres parties prenantes pour assurer une gestion plus efficace des mouvements mixtes, en particulier les voies de la Méditerranée et de l'Atlantique. Ces changements dans l'approche stratégique se traduisent par des diminutions budgétaires aux domaines d'impact 1, 2 et 3, et par une augmentation budgétaire au domaine d'impact 4, en raison de la focalisation des programmes sur les solutions.

7. Les Amériques

Tableau II.7

Budget actuel de 2024 et projet de budget de 2025 – pour les Amériques

(en milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Budget actuel</i>	<i>Projet de budget</i>	<i>Écart projet de budget de 2025</i>	
	<i>2024</i>	<i>2025</i>	<i>et budget de 2024</i>	
	<i>Montant</i>	<i>Montant</i>	<i>Montant</i>	<i>Écart en</i>
				<i>pourcentage</i>
Total Europe	834 571	815 172	(19 399)	-2 %

72. Le projet de budget de 2025 devrait diminuer de 19,4 millions de dollars E.-U., soit 2 %, par rapport au budget actuel de 2024. À fin 2025, le nombre de personnes déplacées de force ou apatrides devrait se situer à 23,6 millions, ce qui représente une diminution de 4 % par rapport à 2024. Le HCR poursuivra le plaidoyer afin de préserver l'espace d'asile, favorisera l'inclusion et élargira les possibilités de réinstallation et d'autres voies légales d'admission, surtout en Colombie, en Équateur, en El Salvador et au Mexique. Le budget au titre du domaine d'impact 2 connaît une diminution en raison de la transition dans quelques secteurs visant à assurer l'inclusion dans les systèmes nationaux. Les augmentations budgétaires les plus importantes sont prévues pour le domaine d'impact 4 et 1, l'accent étant mis sur l'exécution de l'approche axée sur les itinéraires. Ces augmentations traduisent le fait que les efforts portent désormais sur la protection et le renforcement des mécanismes de coordination pour atteindre les solutions.

8. Appui technique aux opérations-pays

Tableau II.8

Budget actuel de 2024 et projet de budget de 2025 – Appui technique aux opérations-pays

(en milliers de dollars des États-Unis)

	Budget actuel 2024	Projet de budget 2025	Écart projet de budget de 2025 et budget de 2024	
	Montant	Montant	Montant	Écart en pourcentage
Total Appui technique aux opérations-pays	160 033	155 057	(4 976)	-3 %

73. Pour ce qui est de l'appui technique aux opérations-pays, le projet de budget devrait diminuer de 5 millions de dollars E.-U., soit de 3 %. Cette diminution budgétaire s'explique surtout par la rationalisation de la gestion de la chaîne d'approvisionnement dans le cadre d'un modèle opérationnel récemment introduit et par le renforcement des équipes d'approvisionnement au niveau des bureaux régionaux.

9. Bureaux régionaux

74. Le projet de budget-programme de 2025 pour les bureaux régionaux, chiffrés à 158,7 millions de dollars E.-U. pour les bureaux régionaux, connaît une diminution de 31,8 millions de dollars E.-U., soit 17 %, par rapport au budget actuel de 2024 qui s'élève à 190,5 millions de dollars E.-U. Les bureaux régionaux ont proposé une diminution de leur budget de 2025, après la révision de la structure de leurs effectifs.

B. Siège et programmes globaux

75. Le budget actuel de 2024 et le projet de budget de 2025 sont présentés au tableau II.9 ci-dessous.

1. Siège

76. Le projet de budget de 2025 pour le Siège, chiffré à 255,5 millions de dollars E.-U., connaît une augmentation nette de 6,4 millions de dollars E.-U., soit 3 %, par rapport au budget actuel de 2024 qui s'élève à 249 millions de dollars E.-U. Les principaux écarts entre le budget actuel de 2024 et le projet de budget de 2025 sont décrits ci-dessous :

a) La suppression du Service de transformation et du changement et son remplacement par le Service de conception et de développement ont entraîné une augmentation budgétaire de 1,8 million de dollars E.-U., dans le cadre des retouches et de l'élargissement de l'ancien Service. Ce nouveau service vise à affiner l'architecture du HCR afin d'améliorer les services ;

b) Une augmentation de 4,8 millions de dollars E.-U., soit de 10 %, est prévue pour la Division des ressources humaines, en raison d'un transfert du budget des programmes globaux au Siège afin d'améliorer l'alignement fonctionnel et de mieux renforcer la gestion et le contrôle. Sont également prévues, la planification et l'amélioration des effectifs ainsi que le renforcement de la réponse à l'exploitation, aux abus et au harcèlement sexuels. Il convient de noter que la capacité des bureaux régionaux a été renforcée pour apporter de l'appui à cet égard ;

c) Une augmentation de 1,5 million de dollars E.-U., soit de 5 %, pour la Division de la gestion administrative et financière vise à améliorer davantage le traitement des transactions, pour plus d'efficacité en fin de compte ;

d) Une augmentation de 1,6 million de dollars E.-U., soit de 9 %, pour la Division de la protection internationale s'explique par la création de la Section de la migration pour l'asile afin d'améliorer le leadership technique sur les approches axées sur les itinéraires ;

e) Une diminution de 2,3 millions de dollars E.-U., soit de 7 %, pour la Division des relations extérieures vise à assurer une meilleure complémentarité entre les fonctions de collecte de fonds et les fonctions des relations extérieures ;

f) Une diminution de 1,8 million de dollars E.-U., soit de 6 %, pour la Division des systèmes d'information et des télécommunications s'explique par la fermeture du bureau de gestion du programme de transformation institutionnelle et par les gains d'efficacité liés aux investissements antérieurs dans les infrastructures ;

g) L'augmentation de 1,1 million de dollars E.-U., soit de 9 %, pour les unités de gestion des centres mondiaux de services à Budapest et à Copenhague s'explique par l'augmentation des coûts du loyer et de la maintenance ;

h) Une augmentation de 0,8 million de dollars E.-U., soit de 67 %, a été accordée au Conseil du personnel pour soutenir les activités devant contribuer au développement des structures régionales, assurer le bien-être et garantir les droits de tous les membres du personnel et veiller à leur participation aux processus décisionnels.

2. Programmes globaux

77. Les programmes globaux comprennent les activités de leadership général et d'engagement stratégique. Le projet de budget de 2025 pour les programmes globaux, chiffré à 385,5 millions de dollars E.-U., connaît une diminution nette de 21,5 millions de dollars E.-U., soit 5 %, par rapport au budget actuel de 2024 qui s'élève à 407 millions de dollars E.-U. Les principaux écarts entre le budget actuel de 2024 et le projet de budget de 2025 sont liés aux éléments ci-après :

a) Divisions et entités :

i) Une diminution de 3,2 millions de dollars E.-U., soit de 5 % est attendue pour la Division des relations extérieures, car les investissements dans les campagnes mondiales s'achèvent ;

ii) La Division de la protection internationale devrait connaître une diminution de 4,1 millions de dollars E.-U., soit de 30 % en raison de la consolidation du système de gestion de la population et de l'identité connue sous l'acronyme PRIMES et de l'appui à la protection des données dans le cadre du Service mondial des données ;

iii) Une diminution de 3,5 millions de dollars E.-U., soit de 11 % est envisagée à la Division de la résilience et des solutions en raison des initiatives conjointes d'harmonisation et de la gestion des partenariats ;

iv) À la Division des ressources humaines, une diminution de 4,6 millions de dollars E.-U., soit de 28 %, est attendue en raison de la rationalisation des approches d'apprentissage et de perfectionnement au Centre mondial d'apprentissage et de perfectionnement, et du réalignement des liens hiérarchiques ;

v) À la Division de la gestion administrative et financière, une diminution de 1,4 million de dollars E.-U., soit de 20 %, est attendue en raison de la fin des études de faisabilité pour l'écologisation des infrastructures .

b) Activités programmées :

i) Une diminution de 9,8 millions de dollars E.-U. s'explique par la rationalisation des services d'appui pour les partenariats avec le secteur privé ;

ii) Une augmentation de 5,6 millions de dollars E.-U. permettra d'appuyer les projets de protection liés à l'approche axée sur les itinéraires, de soutenir les experts déployés dans les opérations si nécessaire, de contribuer aux engagements en faveur de l'Alliance mondiale pour mettre fin à l'apatridie et d'effectuer des améliorations dans les outils numériques pour l'engagement communautaire ;

iii) Une augmentation de 2,1 millions de dollars E.-U. est prévue pour l'enregistrement et la gestion des données et des connaissances, avec le transfert de PRIMES au Service mondial des données et des investissements dans le libre-service

pour les déplacés internes et les apatrides dans le cadre du projet connu sous l'appellation « portail numérique » ;

iv) Une diminution de 0,2 million de dollars E.-U., soit de 29 %, concernant les projets pour l'environnement à la suite du lancement du plan stratégique du HCR 2024-2030 pour l'action climatique.

Tableau II.9
Programmes globaux et Siège : budget actuel de 2024 et projet de budget de 2025
(en milliers de dollars des États-Unis)

Division et entités*	Budget actuel de 2024			Projet de budget de 2025			Écart entre 2025 et 2024					
	Siège	Programmes globaux	Total	Siège	Programmes globaux	Total	Siège	Programmes globaux	Total	Siège	Programmes globaux	Total
Direction exécutive et gestion												
Bureau exécutif	7 102	-	7 102	6 693	-	6 693	(409)	-	(409)	-6 %	0 %	-6 %
Bureau de liaison à New York	4 774	-	4 774	4 570	-	4 570	(203)	-	(203)	-4 %	0 %	-4 %
Bureau de l'inspecteur général, y compris les services d'audit	9 871	-	9 871	10 213	-	10 213	342	-	342	3 %	0 %	3 %
Service des affaires juridiques	4 068	-	4 068	4 211	-	4 211	143	-	143	4 %	0 %	4 %
Bureau de l'Ombudsman	1 789	-	1 789	1 686	-	1 686	(103)	-	(103)	-6 %	0 %	-6 %
Bureau de la déontologie	2 120	-	2 120	2 199	-	2 199	79	-	79	4 %	0 %	4 %
Gestion globale des risques	1 961	3 472	5 433	1 880	3 353	5 233	(81)	(119)	(200)	-4 %	-3 %	-4 %
Bureau l'évaluation	2 571	1 300	3 871	2 489	1 094	3 583	(83)	(205)	(288)	-3 %	-16 %	-7 %
Service de transformation et du changement	3 767	-	3 767	-	-	-	(3 767)	-	(3 767)	-100 %	0 %	-100 %
Service de développement de l'Organisation	-	-	-	5 561	-	5 561	5 561	-	5 561	0 %	0 %	0 %
Service de la gouvernance	2 885	-	2 885	2 899	-	2 899	15	-	15	1 %	0 %	1 %
Innovation au HCR	-	4 349	4 349	-	4 154	4 154	-	(195)	(195)	0 %	-4 %	-4 %
Service mondial des données	-	20 620	20 620	-	18 311	18 311	-	(2 310)	(2 310)	0 %	-11 %	-11 %
Sous-total												
Direction exécutive et gestion	40 908	29 741	70 649	42 402	26 912	69 314	1 494	(2 828)	(1 335)	4 %	-10 %	-2 %
Division des relations extérieures	32 830	69 400	102 230	30 483	66 191	96 673	(2 347)	(3 209)	(5 556)	-7 %	-5 %	-5 %
Division de la protection internationale	18 094	13 850	31 944	19 672	9 715	29 387	1 577	(4 135)	(2 557)	9 %	-30 %	-8 %
Division de la résilience et des solutions	3 335	30 754	34 090	3 172	27 225	30 396	(164)	(3 530)	(3 694)	-5 %	-11 %	-11 %
Division des urgences, de la sécurité et de l'approvisionnement	6 379	-	6 379	6 257	-	6 257	(123)	-	(123)	-2 %	0 %	-2 %
Division de la planification stratégique et des résultats	21 258	-	21 258	20 981	-	20 981	(277)	-	(277)	-1 %	0 %	-1 %
Division des systèmes d'information et des télécommunications	29 984	3 474	33 458	28 160	3 341	31 502	(1 824)	(133)	(1 956)	-6 %	-4 %	-6 %
Division des ressources humaines	49 090	16 250	65 340	53 854	11 636	65 489	4 763	(4 614)	149	10 %	-28 %	0 %

Division et entités*	Budget actuel de 2024			Projet de budget de 2025			Écart entre 2025 et 2024					
	Siège	Programmes globaux	Total	Siège	Programmes globaux	Total	Siège	Programmes globaux	Total	Siège	Programmes globaux	Total
Division de la gestion administrative et financière	33 677	7 060	40 736	35 206	5 615	40 821	1 530	(1 445)	85	5 %	-20 %	0 %
Unité de gestion du Centre mondial de services uniquement à Budapest	6 434	-	6 434	7 204	-	7 204	769	-	769	12 %	0 %	12 %
Unité de gestion du Centre mondial de services uniquement à Copenhague	5 960	-	5 960	6 244	-	6 244	284	-	284	5 %	0 %	5 %
Conseil du personnel	1 116	-	1 116	1 868	-	1 868	751	-	751	67 %	0 %	67 %
Sous-total												
Siège et programmes globaux												
Division et entités	249 067	170 529	419 596	255 501	150 635	406 136	6 434	(19 894)	(13 460)	3%	-12 %	-3 %
Activités programmées												
Projets éducatifs	-	7 089	7 089	-	6 300	6 300	-	(789)	(789)	-	0 %	0 %
Projets relatifs à l'environnement	-	609	609	-	430	430	-	(178)	(178)	-	-29 %	-29 %
Projets relatifs à la santé	-	3 322	3 322	-	3 400	3 400	-	78	78	-	0 %	0 %
Technologies de l'information et de la communication	-	368	368	-	368	368	-	(0)	(0)	-	0 %	0 %
Innovation	-	10 411	10 411	-	11 179	11 179	-	768	768	-	7 %	7 %
Partenariats avec le secteur privé	-	166 336	166 336	-	156 538	156 538	-	(9 798)	(9 798)	-	-6 %	-6 %
Relatifs à la protection	-	14 376	14 376	-	19 937	19 937	-	5 561	5 561	-	39 %	39 %
Projets relatifs à l'information et aux médias	-	11 744	11 744	-	12 331	12 331	-	587	587	-	5 %	5 %
Enregistrement, gestion des données et des connaissances	-	14 940	14 940	-	17 002	17 002	-	2 063	2 063	-	14 %	14 %
Recherche, évaluation et documentation	-	5 772	5 772	-	6 060	6 060	-	288	288	-	5 %	5 %
Voies complémentaires et réinstallation	-	611	611	-	568	568	-	(43)	(43)	-	-7 %	-7 %
Projets relatifs à la formation	-	898	898	-	748	748	-	(150)	(150)	-	-17 %	-17 %
Sous-total												
Programmes globaux	-	236 473	236 473	-	234 860	234 860	-	(1 613)	(1 613)	-	-1 %	-1 %
Total												
Siège et programmes globaux	249 067	407 002	656 069	255 501	385 495	640 996	6 434	(21 508)	(15 073)	3%	-5 %	-2 %

* Le terme « Division » désigne tous les centres de dépenses indépendamment du lieu.

3. Budget ordinaire des Nations Unies

78. Les dotations des Nations Unies pour le HCR couvrent les coûts des postes permanents de Haut-Commissaire, de Haut-Commissaire adjoint, de 218 autres postes de gestion et d'administration au Siège et une partie des dépenses administratives récurrentes non liées aux postes au Siège. Le tableau 4 de l'annexe I fournit des détails sur les 220 postes de gestion et d'administration financés par le budget ordinaire des Nations Unies.

79. La dotation des Nations Unies dans le budget-programme de 2025 s'élève à 47,2 millions de dollars E.-U., c'est-à-dire au même niveau qu'en 2024, avant l'actualisation des coûts. La part de la contribution des Nations Unies aux dépenses administratives et de gestion du HCR devrait être de 22 % en 2025. À titre de comparaison, elle était de 37 % dans le budget biennal 2010-2011.

4. Structure de l'Organisation

80. La structure de l'Organisation au 31 mai 2024 est présentée dans l'annexe IV. Une description sommaire en est également faite ci-dessous.

81. Les bureaux et les divisions au Siège comprennent les membres du personnel à Budapest, Copenhague, Genève et New York qui assument les fonctions d'appui aux programmes, ainsi que de gestion et d'administration. Le Bureau exécutif relève du Haut-Commissaire. Il assure un leadership efficace, la gestion et l'obligation redditionnelle, détermine la vision de l'Organisation et fixe ses priorités et stratégies opérationnelles. Il comprend le Haut-Commissaire, le Haut-Commissaire adjoint, le Haut-Commissaire assistant chargé de la protection, le Haut-Commissaire assistant chargé des opérations, le Chef de Cabinet et leurs équipes, le Bureau de l'inspecteur général et le Bureau du Directeur du changement. Le Bureau de la déontologie, le Bureau de l'évaluation, le Service de la gouvernance, le Bureau à New York, le Service mondial des données, le Conseiller spécial pour le développement et l'Envoyé spécial pour la situation en Méditerranée centrale relèvent du Chef de Cabinet. D'autres changements structurels seront apportés en 2025.

82. Relèvent du Haut-Commissaire adjoint : la Division de la gestion administrative et financière, la Division des relations extérieures, la Division des ressources humaines, la Division des systèmes d'information et des télécommunications, la Division de la planification stratégique et des résultats, le Service des affaires juridiques, le Bureau de l'Ombudsman, l'Unité de gestion globale des risques, les Centres mondiaux de services à Budapest et Copenhague, le Service de transformation et du changement, le Service de l'innovation, le Conseiller principal chargé des politiques sur les initiatives corporatives et la Conseillère en chef pour la prévention et la lutte contre l'exploitation, les abus et le harcèlement sexuels.

83. Le Haut-Commissaire assistant chargé de la protection est responsable de la Division de la protection internationale, ainsi que des équipes multipartites d'engagement pour la coordination en faveur du Pacte mondial sur les réfugiés.

84. La Division des urgences, de la sécurité et de l'approvisionnement, la Division de la résilience et des solutions, les bureaux régionaux, les opérations-pays, le Conseiller principal sur le déplacement interne et le Conseiller spécial sur l'action climatique relèvent du Haut-Commissaire assistant chargé des opérations.

III. Effectifs du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

A. Personnel

85. Le personnel du HCR comprend : a) les fonctionnaires sur postes permanents à longue et à courte durée, y compris les personnes travaillant dans le cadre d'arrangements ; et b) les administrateurs auxiliaires. Les postes permanents comprennent les postes financés par le budget ordinaire des Nations Unies.

86. Les dépenses liées aux postes permanents sont réparties en dépenses de programme (uniquement dans les bureaux régionaux et les opérations), dépenses d'appui aux programmes (au Siège, dans les bureaux régionaux, les opérations et au titre de l'appui technique aux opérations-pays) et dépenses de gestion et d'administration (uniquement au Siège), selon la classification des dépenses au HCR.

87. Le tableau III.1 présente le récapitulatif des postes pour les programmes régionaux et nationaux, les programmes globaux et le Siège au titre du budget actuel de 2024 et du projet de budget de 2025, avec au total 17 032 postes au 31 mai 2024. Les besoins pour 2025 se chiffrent à 16 276 postes, ce qui représente une diminution nette de 756 postes, soit de 4 %, par rapport à 2024.

Tableau III.1

Récapitulatif des postes en 2024 et 2025 - selon les composantes budgétaires

(en années-personnes)

	<i>Budget actuel 2024</i>		<i>Projet de budget 2025</i>		<i>Écart entre 2025 et 2024</i>	
	<i>Postes</i>	<i>Pourcentage du total</i>	<i>Postes</i>	<i>Pourcentage du total</i>	<i>Postes</i>	<i>Écart en pourcentage</i>
Afrique occidentale et centrale	2 105	12 %	1 999	12 %	(106)	-5 %
Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands Lacs	3 714	22 %	3 641	22 %	(73)	-2 %
Afrique australe	1 052	6 %	929	6 %	(123)	-12 %
Moyen-Orient et Afrique du Nord	2 685	16 %	2 562	16 %	(123)	-5 %
Asie et Pacifique	1 956	11 %	1 987	12 %	31	2 %
Europe	1 994	12 %	1 893	12 %	(101)	-5 %
Les Amériques	1 798	11 %	1 623	10 %	(175)	-10 %
Appui technique aux opérations-pays ^a	155	1 %	144	1 %	(11)	-7 %
Sous-total						
Programmes nationaux et régionaux	15 459	91 %	14 778	91 %	(681)	-4 %
Programmes globaux ^b	671	4 %	603	4 %	(68)	-10 %
Siège ^c	902	5 %	895	5 %	(7)	-1 %
Total	17 032	100 %	16 276	100 %	(756)	-4 %

^a Il s'agit des postes dans les divisions qui fournissent un appui direct aux opérations nationales et régionales.

^b Il s'agit des postes prévus pour les programmes nationaux et régionaux.

^c Il s'agit des postes logés à Genève, Budapest, Copenhague et New York.

88. Les écarts au niveau du nombre de postes entre le budget actuel de 2024 et le projet de budget de 2025 sont expliqués ci-dessous :

a) Dans les Amériques, la diminution de postes explique par les efforts fournis pour les nationaliser, regrouper les fonctions et rationaliser l'empreinte opérationnelle ;

b) Dans la région Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands Lacs, les diminutions résultent d'un meilleur réalignement de l'empreinte opérationnelle et de la mise en œuvre des programmes durables. Les plus importantes sont attendues au Kenya, au Rwanda et en Ouganda. Elles seront compensées par une augmentation au Soudan du Sud ;

c) En Afrique occidentale et centrale, le nombre de postes dans toutes les opérations devrait diminuer sauf au Tchad, où une augmentation est attendue pour faire face aux arrivées de réfugiés soudanais ;

d) En Asie-Pacifique, l'augmentation envisagée s'explique surtout par les postes supplémentaires nécessaires en Iran (République islamique d') pour renforcer la capacité de traitement des cas et pour l'accueil, les solutions durables et l'enregistrement ;

e) Le nombre de postes pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord connaît une diminution, le Liban devant subir la plus importante conformément aux priorités

opérationnelles. Une légère augmentation est prévue pour l'Iraq afin de renforcer les services d'enregistrement et de protection pour les populations réfugiées dans le pays ;

f) En Europe, le nombre de postes diminuera, surtout en Ukraine, résultant des changements au niveau des structures des bureaux. En Türkiye, la réduction du nombre de postes s'explique par le changement attendu au niveau des données démographiques ;

g) En Afrique australe, la diminution du nombre de postes est surtout due au changement en faveur des programmes durables et à la réduction de l'empreinte opérationnelle ;

h) Au Siège, une diminution de 1 % dans l'ensemble et de 10 % au niveau des postes des programmes globaux, s'explique par la restructuration, le regroupement et la rationalisation des fonctions au sein des divisions et entre celles-ci ;

i) Concernant les effectifs d'appui technique aux opérations-pays, une diminution de 7 % est prévue. Cette diminution s'explique principalement par le regroupement des structures à la Division des urgences, de la sécurité et de l'approvisionnement, notamment l'intégration des fonctions d'approvisionnement aux bureaux régionaux.

89. Le tableau III.2 ci-dessous dresse le récapitulatif des postes en 2023, 2024 et 2025 par groupe de grades. Il ressort du tableau que pour la réduction des effectifs dans les programmes nationaux et régionaux, les fonctionnaires recrutés sur le plan international représentent environ 56 % des 681 fonctionnaires concernés. Pour les programmes globaux, la diminution du nombre de fonctionnaires recrutés sur le plan international représente 79 % des 68 fonctionnaires concernés. Pour le Siège, les diminutions observées pour les catégories des fonctionnaires recrutés sur le plan international, des services généraux et du service mobile sont en partie compensées par une augmentation du nombre de fonctionnaires recrutés sur le plan national.

Tableau III.2

Récapitulatif des postes en 2023, 2024 et 2025 - selon les composantes budgétaires

(en années-personnes)

	Année	Nombre de postes						Écart					Écart en pourcentage	
		USG/ ASG	D	P	NO	GS/ FS	Total	USG/ ASG	D	P	NO	GS/ FS		Total
Programmes nationaux et régionaux	2023	-	128	3 790	1 708	9 781	15 407	-	-	-	-	-	-	-
	2024	-	126	3 654	1 805	9 874	15 459	-	(2)	(136)	97	93	52	0 %
	2025	-	126	3 270	1 788	9 594	14 778	-	0	(384)	(17)	(280)	(681)	-4 %
Programmes globaux	2023	-	11	332	65	153	561	-	-	-	-	-	-	-
	2024	-	11	376	74	210	671	-	-	44	9	57	110	20 %
	2025	-	6	327	71	199	603	-	(5)	(49)	(3)	(11)	(68)	-10 %
Siège	2023	4	45	471	46	357	923	-	-	-	-	-	-	-
	2024	4	46	484	40	328	902	-	1	13	(6)	(29)	(21)	-2 %
	2025	4	43	477	56	315	895	-	(3)	(7)	16	(13)	(7)	-1 %
Total	2023	4	184	4 593	1 819	10 291	16 891	-	-	-	-	-	-	-
	2024	4	183	4 514	1 919	10 412	17 032	-	(1)	(79)	100	121	141	1 %
	2025	4	175	4 074	1 915	10 108	16 276	-	(8)	(440)	(4)	(304)	(756)	-4 %

Abréviations : USG : Secrétaire général adjoint ; ASG : Sous-Secrétaire général ; D : Directeur ; P : Administrateur ; NO : Administrateur national ; GS : Services généraux ; FS : Services mobiles.

90. Le tableau III.3 compare la répartition des postes au titre du budget actuel de 2024 avec celle du projet de budget de 2025, par catégorie de dépenses. Les diminutions observées dans les catégories programme et appui aux programmes résultent de la restructuration, du regroupement et de l'intégration des fonctions dans les régions et au sein des divisions du Siège, comme décrit ci-dessus.

Tableau III.3

Récapitulatif des postes pour 2024-2025 – par catégorie de dépenses

(en années-personnes)

	<i>Budget actuel 2024</i>		<i>Projet de budget 2025</i>		<i>Écart entre 2025 et 2024</i>	
	<i>Postes</i>	<i>Pourcentage du total</i>	<i>Postes</i>	<i>Pourcentage du total</i>	<i>Postes</i>	<i>Écart en pourcentage</i>
Programme	8 669	51 %	8 216	50%	(453)	-5 %
Appui aux programmes	7 573	44 %	7 273	45%	(300)	-4 %
Gestion et administration	790	5 %	787	5%	(3)	0 %
Total	17 032	100 %	16 276	100%	(756)	-4 %

91. Une présentation détaillée des postes par grade, catégorie et région, et pour les programmes globaux et le Siège, figure au tableau 3 de l'annexe I.

92. Le terme « fonctionnaires en attente d'affectation » désigne les fonctionnaires qui ont terminé leur mission et qui n'ont pas encore été réaffectés. La politique sur le recrutement et les affectations prévoit un délai de neuf mois pour les fonctionnaires en attente d'affectation. Au 31 mai 2024, 100 fonctionnaires étaient en attente d'affectation, dont 2 au grade D-1, 18 au grade P-5 et 35 au grades P-4, 34 au grade P-3 et 11 au grade P-2.

93. Au 31 mai 2024, il y avait 56 administrateurs auxiliaires, dont 42 dans les programmes nationaux et régionaux et 14 au Siège.

B. Personnel associé

94. Cette catégorie comprend les volontaires des Nations Unies, les agents déployés (toute personne déployée ou détachée au HCR) et les consultants. Au 31 mai 2024, il y avait 560 volontaires des Nations Unies. Un groupe de 123 consultants ont été recrutés pour fournir de l'expertise dans les domaines comme la performance et l'évolution des carrières, la stratégie, les statistiques et l'analyse des données.

Detailed tables

Table 1

Overall budget summary by cost category: 2023 expenditure, 2024 current budget and 2025 proposed budget

(in thousands of United States dollars)

	2023 expenditure		2024 current budget		2025 proposed budget		Variance 2025 vs 2024	
	Amount	% over total	Amount	% over total	Amount	% over total	Amount	% change
Programme								
Country and regional programmes	3,862,639	75%	8,626,386	80%	8,188,928	80%	(437,458)	-5%
Global programmes	232,898	5%	236,473	2%	234,860	2%	(1,613)	-1%
Country operational technical support	-	0%	95,329	1%	93,102	1%	(2,227)	-2%
Subtotal programme	4,095,537	79%	8,958,188	83%	8,516,890	83%	(441,298)	-5%
Programme support								
Country and regional programmes	624,337	12%	805,694	7%	763,120	7%	(42,574)	-5%
Global programmes	193,113	4%	170,529	2%	150,635	1%	(19,894)	-12%
Country operational technical support	-	0%	64,704	1%	61,956	1%	(2,748)	-4%
Headquarters: support divisions/services	59,297	1%	40,276	0%	39,925	0%	(351)	-1%
Subtotal programme support	876,747	17%	1,081,202	10%	1,015,635	10%	(65,568)	-6%
Management and administration								
Headquarters: annual budget	142,039	3%	161,616	2%	168,401	2%	6,785	4%
Headquarters: United Nations regular budget	44,664	1%	47,176	0%	47,176	0%	-	0%
Subtotal management and administration	186,704	4%	208,791	2%	215,577	2%	6,785	3%
Subtotal programmed activities	5,158,988	100%	10,248,182	95%	9,748,101	95%	(500,081)	-5%
Operational reserve	-	0%	505,222	5%	487,405	5%	(17,817)	-4%
Subtotal programmed activities and operational reserve	5,158,988	100%	10,753,404	100%	10,235,506	100%	(517,898)	-5%

	<i>2023 expenditure</i>		<i>2024 current budget</i>		<i>2025 proposed budget</i>		<i>Variance 2025 vs 2024</i>	
Junior Professional Officers	7,567	0%	12,000	0%	12,000	0%	-	0%
Total	5,166,555	100%	10,765,404	100%	10,247,506	100%	(517,898)	-5%

Table 2a
2024 current budget and 2025 proposed budget by budget component
(in thousands of United States dollars)

Region / subregion / operation	2024 current budget					2025 proposed budget				
	Attaining Favourable Protection Environments	Realizing Basic Rights in Safe Environments	Empowering Communities and Achieving Gender Equality	Securing Solutions	Total	Attaining Favourable Protection Environments	Realizing Basic Rights in Safe Environments	Empowering Communities and Achieving Gender Equality	Securing Solutions	Total
West and Central Africa										
Regional Bureau for West and Central Africa	6,545	12,298	3,388	2,892	25,123	5,526	9,440	2,911	2,910	20,787
Burkina Faso	32,035	49,161	27,853	10,575	119,623	30,243	48,092	22,857	9,213	110,404
Cameroon multi-country office	52,627	25,749	25,920	31,405	135,702	49,894	26,082	25,910	33,815	135,702
Central African Republic	10,626	52,508	35,826	15,847	114,807	9,194	40,748	37,484	20,054	107,480
Chad	61,637	172,294	72,980	12,622	319,534	99,222	200,082	92,430	17,653	409,387
Côte d'Ivoire	48,212	-	10,165	8,148	66,524	43,123	-	5,811	8,521	57,456
Mali	6,554	38,248	13,435	16,010	74,248	8,137	39,512	22,352	16,059	86,061
Niger	81,100	36,596	10,175	9,731	137,602	60,581	48,087	19,687	9,620	137,975
Nigeria	28,176	49,064	14,011	15,833	107,083	44,400	30,911	20,891	15,043	111,245
Senegal multi-country office	7,749	-	-	7,142	14,891	7,435	-	-	7,095	14,530
Subtotal West and Central Africa	335,260	435,918	213,753	130,206	1,115,137	357,756	442,954	250,333	139,984	1,191,027
East and Horn Africa and the Great Lakes										
Regional Bureau for the East and Horn Africa and the Great Lakes	7,735	14,535	4,004	3,417	29,692	7,296	12,465	3,843	3,842	27,446
Other operations in Africa	4,455	449	-	484	5,388	4,289	377	-	412	5,078
Burundi	8,758	53,226	17,300	18,998	98,282	6,640	54,179	20,412	19,965	101,197
Djibouti	6,164	8,239	6,802	1,026	22,231	6,225	7,041	6,362	933	20,562
Eritrea	780	-	5,496	-	6,276	759	-	4,994	-	5,753
Ethiopia	89,400	311,093	15,520	9,987	426,000	88,415	281,831	48,184	16,090	434,520
Kenya	21,056	89,523	28,627	26,768	165,975	18,158	78,615	34,682	26,453	157,908
Rwanda	14,972	37,644	24,603	14,505	91,724	17,115	32,570	22,037	13,078	84,800
Somalia	33,735	70,410	27,968	44,893	177,006	29,307	54,654	25,940	47,247	157,148

Region / subregion / operation	2024 current budget					2025 proposed budget				
	Attaining Favourable Protection Environments	Realizing Rights in Safe Environments	Empowering Communities and Achieving Gender Equality	Securing Solutions	Total	Attaining Favourable Protection Environments	Realizing Rights in Safe Environments	Empowering Communities and Achieving Gender Equality	Securing Solutions	Total
South Sudan	43,568	109,419	108,063	23,440	284,490	54,900	106,589	109,257	27,969	298,714
Sudan	128,121	241,768	25,881	28,195	423,964	126,919	233,781	25,598	30,366	416,664
Uganda	92,099	187,791	48,205	15,299	343,393	109,806	195,814	26,212	11,548	343,380
United Republic of Tanzania	39,546	55,473	-	19,610	114,629	45,384	50,211	-	18,384	113,979
Subtotal East and Horn Africa and the Great Lakes	490,389	1,179,570	312,469	206,621	2,189,050	515,213	1,108,126	327,524	216,286	2,167,149
Southern Africa										
Regional Bureau for South Africa	4,790	9,001	2,480	2,116	18,387	3,788	6,471	1,995	1,995	14,249
Angola	8,528	-	-	21,169	29,697	17,528	-	-	11,968	29,496
Congo (Republic of)	24,539	-	8,588	7,142	40,269	23,162	-	5,438	4,094	32,695
Democratic Republic of the Congo	65,129	94,551	34,338	55,729	249,748	47,734	94,353	37,934	55,431	235,451
Malawi	7,798	-	20,087	-	27,885	10,641	-	15,667	-	26,308
Mozambique	16,645	14,996	12,605	5,065	49,311	14,623	11,519	10,664	5,896	42,702
South Africa multi-country office	18,591	-	11,841	8,336	38,768	7,095	11,861	14,023	-	32,979
Zambia	25,414	-	-	-	25,414	14,426	-	-	11,700	26,126
Zimbabwe	-	9,618	3,056	-	12,674	1,899	6,756	2,159	466	11,279
Subtotal Southern Africa	171,435	128,166	92,995	99,557	492,154	140,896	130,959	87,881	91,550	451,286
Middle East and North Africa										
Regional Bureau for the Middle East and North Africa	9,517	17,884	4,927	4,205	36,532	8,202	14,012	4,321	4,319	30,854
Subtotal Middle East and North Africa overall	9,517	17,884	4,927	4,205	36,532	8,202	14,012	4,321	4,319	30,854
Middle East										
Other operations in Middle East	8,532	15,491	-	464	24,487	5,992	17,380	4,476	984	28,832
Iraq	34,600	93,800	12,428	62,774	203,602	21,142	-	-	137,358	158,500

Region / subregion / operation	2024 current budget					2025 proposed budget				
	Attaining Favourable Protection Environments	Realizing Rights in Safe Environments	Empowering Communities and Achieving Gender Equality	Securing Solutions	Total	Attaining Favourable Protection Environments	Realizing Rights in Safe Environments	Empowering Communities and Achieving Gender Equality	Securing Solutions	Total
Israel	6,973	-	-	1,481	8,454	7,118	-	-	1,323	8,441
Jordan	45,508	266,503	55,859	6,917	374,787	45,375	242,718	57,289	6,706	352,087
Lebanon	71,015	437,535	26,842	9,805	545,198	73,235	414,179	24,912	7,731	520,057
Saudi Arabia multi-country office	8,414	3,910	-	-	12,324	8,468	3,856	-	-	12,324
Syrian Arab Republic	37,706	337,977	86,652	4,296	466,631	37,122	274,128	74,630	13,121	399,000
Yemen	21,163	304,034	16,866	12,366	354,428	21,142	254,752	16,620	12,486	305,000
Subtotal Middle East	233,911	1,459,250	198,646	98,104	1,989,911	219,593	1,207,013	177,926	179,708	1,784,241
North Africa										
Algeria	4,411	28,085	8,970	782	42,248	3,208	27,686	7,653	282	38,829
Egypt	70,915	41,524	18,744	3,489	134,672	102,466	22,983	10,513	1,753	137,714
Libya	19,684	34,838	8,361	4,663	67,547	18,812	22,719	4,818	5,185	51,535
Mauritania	8,946	25,137	8,731	2,751	45,565	9,041	23,806	9,896	2,787	45,531
Morocco	3,069	5,994	2,237	-	11,300	2,966	6,614	2,269	-	11,850
Tunisia	7,188	-	2,336	-	9,524	13,891	-	3,412	-	17,304
Western Sahara confidence-building measures	-	2,516	1,947	-	4,464	-	2,182	2,302	-	4,484
Subtotal North Africa	114,213	138,093	51,326	11,685	315,318	150,385	105,990	40,863	10,008	307,247
Subtotal Middle East and North Africa	357,641	1,615,226	254,900	113,994	2,341,761	378,181	1,327,016	223,110	194,035	2,122,341
Asia and the Pacific										
Regional Bureau for Asia and the Pacific	6,136	11,530	3,177	2,711	23,554	5,308	9,068	2,796	2,795	19,967
Subtotal Asia overall	6,136	11,530	3,177	2,711	23,554	5,308	9,068	2,796	2,795	19,967

Region / subregion / operation	2024 current budget					2025 proposed budget				
	Attaining Favourable Protection Environments	Realizing Basic Rights in Safe Environments	Empowering Communities and Achieving Gender Equality	Securing Solutions	Total	Attaining Favourable Protection Environments	Realizing Basic Rights in Safe Environments	Empowering Communities and Achieving Gender Equality	Securing Solutions	Total
South-West Asia										
Afghanistan	24,445	106,758	45,455	39,226	215,883	42,218	81,796	29,225	63,380	216,620
Iran (Islamic Republic of)	14,621	106,755	6,165	12,462	140,002	9,420	123,315	-	7,265	140,000
Pakistan	18,781	-	89,612	11,818	120,210	16,746	-	85,193	18,240	120,180
Subtotal South-West Asia	57,846	213,513	141,231	63,505	476,095	68,385	205,111	114,419	88,884	476,799
Central Asia										
Kazakhstan Regional Representation	4,151	-	-	2,258	6,410	5,097	-	-	4,469	9,566
Tajikistan	841	1,761	-	1,023	3,624	-	-	-	-	-
Subtotal Central Asia	4,992	1,761	-	3,281	10,034	5,097	-	-	4,469	9,566
South Asia										
India	18,847	-	-	2,850	21,697	15,936	-	-	1,382	17,317
Nepal	984	-	-	2,904	3,888	994	-	-	2,915	3,909
Sri Lanka	264	429	-	457	1,151	-	-	-	-	-
Subtotal South Asia	20,096	429	-	6,210	26,735	16,930	-	-	4,297	21,226
South-East Asia										
Bangladesh	51,165	179,153	35,926	8,756	275,000	46,893	169,916	31,534	7,191	255,534
Indonesia	2,692	6,626	2,571	1,687	13,576	3,412	9,312	2,720	1,747	17,191
Malaysia	7,868	6,123	6,215	2,201	22,407	7,126	5,606	8,247	859	21,839
Myanmar	95,858	-	-	-	95,858	65,125	-	23,211	-	88,336
Philippines	445	697	450	3,006	4,598	486	535	218	3,235	4,474
Thailand multi-country office	9,093	9,703	4,505	3,390	26,691	9,510	8,797	3,224	3,891	25,422
Subtotal South-East Asia	167,121	202,302	49,668	19,040	438,131	132,552	194,167	69,153	16,923	412,795

Region / subregion / operation	2024 current budget					2025 proposed budget				
	Attaining Favourable Protection Environments	Realizing Rights in Safe Environments	Empowering Communities and Achieving Gender Equality	Securing Solutions	Total	Attaining Favourable Protection Environments	Realizing Rights in Safe Environments	Empowering Communities and Achieving Gender Equality	Securing Solutions	Total
East Asia and the Pacific										
Australia multi-country office	3,056	-	813	1,917	5,786	2,719	-	732	1,397	4,847
China	2,802	1,389	-	507	4,699	3,062	1,339	-	483	4,884
Japan	4,385	-	-	-	4,385	4,230	-	-	-	4,230
Republic of Korea	2,646	-	580	570	3,796	2,631	-	477	523	3,631
Subtotal East Asia and the Pacific	12,888	1,389	1,393	2,994	18,666	12,641	1,339	1,209	2,403	17,593
Subtotal Asia and the Pacific	269,079	430,924	195,469	97,742	993,215	240,913	409,685	187,578	119,771	957,947
Europe										
Regional Bureau for Europe	8,892	16,710	4,604	3,929	34,135	7,444	12,716	3,921	3,919	28,000
Other operations in Europe	5,350	-	-	-	5,350	5,480	-	-	-	5,480
Subtotal Europe overall	14,243	16,710	4,604	3,929	39,486	12,923	12,716	3,921	3,919	33,480
Eastern Europe										
Armenia	2,003	-	-	12,611	14,614	2,075	-	-	9,180	11,254
Azerbaijan	408	-	3,311	4,318	8,038	419	-	2,618	4,063	7,100
Georgia	1,352	-	5,327	-	6,679	951	-	5,318	-	6,269
Russian Federation	2,274	-	-	4,688	6,962	2,602	-	-	4,551	7,153
Turkey	93,690	120,164	96,358	19,067	329,279	82,602	97,158	76,134	24,106	280,000
Ukraine	74,631	471,534	-	52,774	598,939	68,858	374,129	-	107,013	550,000
Subtotal Eastern Europe	174,359	591,698	104,997	93,458	964,511	157,506	471,287	84,070	148,913	861,776
South-eastern Europe										
Albania	1,901	-	-	1,599	3,500	1,862	-	-	1,638	3,500
Bosnia and Herzegovina	5,297	-	-	2,682	7,979	4,825	-	-	2,477	7,301

Region / subregion / operation	2024 current budget					2025 proposed budget				
	Attaining Favourable Protection Environments	Realizing Rights in Safe Environments	Empowering Communities and Achieving Gender Equality	Securing Solutions	Total	Attaining Favourable Protection Environments	Realizing Rights in Safe Environments	Empowering Communities and Achieving Gender Equality	Securing Solutions	Total
Kosovo (S/RES/1244 (1999))	2,731	-	-	629	3,360	2,717	-	-	643	3,360
Montenegro	1,958	-	-	964	2,922	1,807	-	-	1,115	2,922
North Macedonia	3,784	-	-	-	3,784	3,902	-	-	-	3,902
Serbia	3,881	-	5,280	-	9,161	5,606	-	2,894	-	8,500
Subtotal South-eastern Europe	19,552	-	5,280	5,874	30,706	20,719	-	2,894	5,872	29,485
Northern, western, central and southern Europe										
Belarus	4,546	-	-	-	4,546	4,000	-	-	-	4,000
Belgium multi-country office	12,244	-	-	-	12,244	12,248	-	-	-	12,248
Bulgaria	11,762	-	-	5,191	16,953	9,874	-	-	4,626	14,500
Croatia	1,379	-	-	966	2,345	1,405	-	-	940	2,345
Cyprus	3,187	-	-	-	3,187	3,187	-	-	-	3,187
France	4,337	-	-	-	4,337	3,794	-	-	-	3,794
Germany	2,637	-	-	-	2,637	2,537	-	-	-	2,537
Greece	25,747	-	-	21,144	46,891	23,602	-	-	15,398	39,000
Hungary multi-country office	28,000	-	-	20,035	48,035	19,165	-	-	15,835	35,000
Italy multi-country office	12,046	-	-	10,075	22,122	12,825	-	-	9,347	22,172
Malta	2,176	-	-	-	2,176	2,280	-	-	-	2,280
Moldova	90,413	-	-	12,397	102,810	69,284	-	-	11,030	80,314
Poland	70,495	-	-	14,505	85,000	33,534	-	-	8,466	42,000
Romania	42,537	-	-	11,716	54,253	28,553	-	-	10,447	39,000
Spain	5,459	-	-	1,347	6,806	5,509	-	-	1,297	6,806
Sweden multi-country office	12,525	-	-	1,498	14,023	6,579	-	-	3,421	10,000
United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland	3,125	-	-	-	3,125	3,200	-	-	-	3,200

Region / subregion / operation	2024 current budget					2025 proposed budget				
	Attaining Favourable Protection Environments	Realizing Rights in Safe Environments	Empowering Communities and Achieving Gender Equality	Securing Solutions	Total	Attaining Favourable Protection Environments	Realizing Rights in Safe Environments	Empowering Communities and Achieving Gender Equality	Securing Solutions	Total
Subtotal Northern, western, central and southern Europe	332,615	-	-	98,876	431,490	241,577	-	-	80,807	322,384
Subtotal Europe	540,768	608,408	114,880	202,136	1,466,193	432,725	484,003	90,885	239,511	1,247,124
Americas										
Regional Bureau for Americas	6,019	11,310	3,116	2,659	23,104	4,625	7,901	2,436	2,435	17,397
Other operations in the Americas	1,643	3,087	850	726	6,306	-	-	-	6,306	6,306
Subtotal Americas overall	7,661	14,397	3,966	3,385	29,409	4,625	7,901	2,436	8,741	23,703
North America and the Caribbean										
Canada	854	1,196	-	1,059	3,110	874	1,186	-	1,049	3,110
United States of America multi-country office	21,794	7,570	7,506	10,359	47,229	21,561	7,947	9,254	10,575	49,337
Subtotal North America and the Caribbean	22,648	8,766	7,506	11,419	50,339	22,435	9,133	9,254	11,625	52,447
Latin America										
Argentina multi-country office	22,156	11,151	12,802	10,123	56,231	20,966	10,752	12,778	11,499	55,995
Brazil	7,678	21,829	12,575	10,392	52,473	7,480	19,245	14,186	11,563	52,473
Colombia	68,101	20,783	12,099	21,115	122,099	75,708	7,607	14,263	20,682	118,260
Costa Rica	7,933	18,690	3,823	9,981	40,427	18,637	-	-	21,790	40,427
Ecuador	25,488	18,517	-	29,295	73,300	32,250	16,227	-	24,823	73,300
El Salvador	3,362	10,548	5,440	9,215	28,565	3,566	8,866	4,726	11,406	28,565
Guatemala	9,205	7,689	5,605	15,394	37,894	9,165	7,192	5,670	15,866	37,894
Honduras	6,154	7,656	7,374	9,586	30,771	6,201	7,798	6,999	9,701	30,699
Mexico	75,475	-	2,322	43,146	120,943	74,403	-	-	43,539	117,943
Panama multi-country office	19,162	-	-	36,964	56,126	19,217	-	-	34,226	53,443
Peru	15,492	26,980	25,701	3,605	71,778	18,710	22,456	25,433	3,893	70,492

Region / subregion / operation	2024 current budget					2025 proposed budget				
	Attaining Favourable Protection Environments	Realizing Basic Rights in Safe Environments	Empowering Communities and Achieving Gender Equality	Securing Solutions	Total	Attaining Favourable Protection Environments	Realizing Basic Rights in Safe Environments	Empowering Communities and Achieving Gender Equality	Securing Solutions	Total
Venezuela (Bolivarian Republic of)	20,728	13,819	-	29,670	64,217	18,688	8,800	-	32,045	59,533
Subtotal Latin America	280,933	157,662	87,742	228,486	754,823	304,992	108,942	84,057	241,032	739,023
Subtotal Americas	311,242	180,825	99,214	243,290	834,571	332,052	125,975	95,747	261,398	815,172
Country operational technical support	25,030	110,986	12,958	11,059	160,033	24,965	103,797	13,151	13,145	155,057
Subtotal Country and regional programmes	2,500,845	4,690,023	1,296,638	1,104,606	9,592,112	2,422,702	4,132,516	1,276,208	1,275,679	9,107,105
Global programmes	106,026	199,239	54,892	46,845	407,002	102,480	175,070	53,984	53,961	385,495
Headquarters	63,221	125,182	32,731	27,933	249,067	66,259	119,449	34,904	34,889	255,501
Subtotal Programmed activities	2,670,093	5,014,444	1,384,261	1,179,384	10,248,182	2,591,441	4,427,036	1,365,095	1,364,529	9,748,101
Operational reserve	-	-	-	-	505,222	-	-	-	-	487,405
Subtotal Programmed activities and operational reserve	2,670,093	5,014,444	1,384,261	1,179,384	10,753,404	2,591,441	4,427,036	1,365,095	1,364,529	10,235,506
Junior Professional Officers	-	-	-	-	12,000	-	-	-	-	12,000
Total	2,670,093	5,014,444	1,384,261	1,179,384	10,765,404	2,591,441	4,427,036	1,365,095	1,364,529	10,247,506

Table 2b
2024 current budget and 2025 proposed budget by budget component: variances
(in thousands of United States dollars)

Region subregion/operation	Variance 2025 vs 2024					Variance 2025 vs 2024				
	Amount					Percentage				
	Attaining Favourable Protection Environments	Realizing Rights in Safe Environments	Empowering Communities and Achieving Gender Equality	Securing Solutions	Total	Attaining Favourable Protection Environments	Realizing Rights in Safe Environments	Empowering Communities and Achieving Gender Equality	Securing Solutions	Total
West and Central Africa										
Regional Bureau for West and Central Africa	(1,019)	(2,858)	(477)	18	(4,336)	-16%	-23%	-14%	1%	-17%
Burkina Faso	(1,792)	(1,069)	(4,996)	(1,362)	(9,219)	-6%	-2%	-18%	-13%	-8%
Cameroon multi-country office	(2,733)	333	(10)	2,410	(0)	-5%	1%	0%	8%	0%
Central African Republic	(1,432)	(11,760)	1,658	4,206	(7,327)	-13%	-22%	5%	27%	-6%
Chad	37,585	27,788	19,449	5,031	89,853	61%	16%	27%	40%	28%
Côte d'Ivoire	(5,088)	0	(4,353)	374	(9,068)	-11%	0%	-43%	5%	-14%
Mali	1,583	1,264	8,917	49	11,813	24%	3%	66%	0%	16%
Niger	(20,519)	11,492	9,512	(111)	373	-25%	31%	93%	-1%	0%
Nigeria	16,224	(18,153)	6,880	(790)	4,162	58%	-37%	49%	-5%	4%
Senegal multi-country office	(314)	0	0	(47)	(361)	-4%	0%	0%	-1%	-2%
Subtotal West and Central Africa	22,496	7,036	36,581	9,778	75,890	7%	2%	17%	8%	7%
East and Horn Africa and the Great Lakes										
Regional Bureau for East and Horn Africa and the Great Lakes	(438)	(2,070)	(161)	424	(2,245)	-6%	-14%	-4%	12%	-8%
Other operations in Africa	(165)	(72)	0	(72)	(310)	-4%	-16%	0%	-15%	-6%
Burundi	(2,118)	953	3,112	967	2,914	-24%	2%	18%	5%	3%
Djibouti	61	(1,198)	(440)	(92)	(1,669)	1%	-15%	-6%	-9%	-8%
Eritrea	(22)	0	(502)	0	(523)	-3%	0%	-9%	0%	-8%
Ethiopia	(985)	(29,263)	32,664	6,103	8,520	-1%	-9%	210%	61%	2%
Kenya	(2,899)	(10,909)	6,055	(315)	(8,067)	-14%	-12%	21%	-1%	-5%

Region subregion/operation	Variance 2025 vs 2024					Variance 2025 vs 2024				
	Amount					Percentage				
	Attaining Favourable Protection Environments	Realizing Rights in Safe Environments	Empowering Communities and Achieving Gender Equality	Securing Solutions	Total	Attaining Favourable Protection Environments	Realizing Rights in Safe Environments	Empowering Communities and Achieving Gender Equality	Securing Solutions	Total
Rwanda	2,143	(5,074)	(2,565)	(1,426)	(6,924)	14%	-13%	-10%	-10%	-8%
Somalia	(4,427)	(15,756)	(2,028)	2,354	(19,858)	-13%	-22%	-7%	5%	-11%
South Sudan	11,332	(2,830)	1,195	4,528	14,224	26%	-3%	1%	19%	5%
Sudan	(1,202)	(7,987)	(282)	2,171	(7,300)	-1%	-3%	-1%	8%	-2%
Uganda	17,707	8,023	(21,992)	(3,750)	(13)	19%	4%	-46%	-25%	0%
United Republic of Tanzania	5,838	(5,262)	0	(1,227)	(650)	15%	-9%	0%	-6%	-1%
Subtotal East and Horn Africa and the Great Lakes	24,824	(71,444)	15,055	9,664	(21,901)	5%	-6%	5%	5%	-1%
Southern Africa										
Regional Bureau for South Africa	(1,002)	(2,530)	(484)	(122)	(4,138)	-21%	-28%	-20%	-6%	-23%
Angola	9,000	0	0	(9,201)	(201)	106%	0%	0%	-43%	-1%
Congo (Republic of)	(1,377)	0	(3,149)	(3,048)	(7,574)	-6%	0%	-37%	-43%	-19%
Democratic Republic of the Congo	(17,396)	(198)	3,596	(299)	(14,297)	-27%	0%	10%	-1%	-6%
Malawi	2,843	0	(4,420)	0	(1,577)	36%	0%	-22%	0%	-6%
Mozambique	(2,022)	(3,477)	(1,942)	832	(6,610)	-12%	-23%	-15%	16%	-13%
South Africa multi-country office	(11,496)	11,861	2,182	(8,336)	(5,789)	-62%	0%	18%	-100%	-15%
Zambia	(10,988)	0	0	11,700	712	-43%	0%	0%	0%	3%
Zimbabwe	1,899	(2,862)	(897)	466	(1,394)	0%	-30%	-29%	0%	-11%
Subtotal Southern Africa	(30,539)	2,793	(5,114)	(8,007)	(40,867)	-18%	2%	-5%	-8%	-8%

Region subregion/operation	Variance 2025 vs 2024					Variance 2025 vs 2024				
	Amount					Percentage				
	Attaining Favourable Protection Environments	Realizing Rights in Safe Environments	Empowering Communities and Achieving Gender Equality	Securing Solutions	Total	Attaining Favourable Protection Environments	Realizing Rights in Safe Environments	Empowering Communities and Achieving Gender Equality	Securing Solutions	Total
Middle East and North Africa										
Regional Bureau for Middle East and North Africa	(1,315)	(3,871)	(606)	114	(5,678)	-14%	-22%	-12%	3%	-16%
Subtotal Middle East and North Africa overall	(1,315)	(3,871)	(606)	114	(5,678)	-14%	-22%	-12%	3%	-16%
Middle East										
Other Operations in Middle East	(2,540)	1,889	4,476	519	4,345	-30%	12%	0%	112%	18%
Iraq	(13,458)	(93,800)	(12,428)	74,584	(45,102)	-39%	-100%	-100%	119%	-22%
Israel	145	0	0	(158)	(13)	2%	0%	0%	-11%	0%
Jordan	(133)	(23,785)	1,430	(212)	(22,700)	0%	-9%	3%	-3%	-6%
Lebanon	2,220	(23,356)	(1,930)	(2,074)	(25,140)	3%	-5%	-7%	-21%	-5%
Saudi Arabia multi-country office	54	(54)	0	0	(0)	1%	-1%	0%	0%	0%
Syrian Arab Republic	(584)	(63,849)	(12,023)	8,825	(67,631)	-2%	-19%	-14%	205%	-14%
Yemen	(20)	(49,281)	(246)	120	(49,428)	0%	-16%	-1%	1%	-14%
Subtotal Middle East	(14,317)	(252,236)	(20,720)	81,604	(205,670)	-6%	-17%	-10%	83%	-10%
North Africa										
Algeria	(1,203)	(399)	(1,317)	(500)	(3,418)	-27%	-1%	-15%	-64%	-8%
Egypt	31,551	(18,541)	(8,231)	(1,736)	3,042	44%	-45%	-44%	-50%	2%
Libya	(871)	(12,119)	(3,543)	522	(16,011)	-4%	-35%	-42%	11%	-24%
Mauritania	95	(1,330)	1,165	36	(34)	1%	-5%	13%	1%	0%

Region subregion/operation	Variance 2025 vs 2024					Variance 2025 vs 2024				
	Amount					Percentage				
	Attaining Favourable Protection Environments	Realizing Rights in Safe Environments	Empowering Communities and Achieving Gender Equality	Securing Solutions	Total	Attaining Favourable Protection Environments	Realizing Rights in Safe Environments	Empowering Communities and Achieving Gender Equality	Securing Solutions	Total
Morocco	(103)	621	32	0	550	-3%	10%	1%	0%	5%
Tunisia	6,703	0	1,077	0	7,780	93%	0%	46%	0%	82%
Western Sahara confidence-building measures	0	(334)	354	0	20	0%	-13%	18%	0%	0%
Subtotal North Africa	36,172	(32,102)	(10,463)	(1,678)	(8,071)	32%	-23%	-20%	-14%	-3%
Subtotal Middle East and North Africa	20,540	(288,210)	(31,790)	80,040	(219,419)	6%	-18%	-12%	70%	-9%
Asia and the Pacific										
Regional Bureau for Asia and the Pacific	(828)	(2,462)	(381)	84	(3,587)	-13%	-21%	-12%	3%	-15%
Subtotal Asia overall	(828)	(2,462)	(381)	84	(3,587)	-13%	-21%	-12%	3%	-15%
South-West Asia										
Afghanistan	17,774	(24,962)	(16,229)	24,154	736	73%	-23%	-36%	62%	0%
Iran (Islamic Republic of)	(5,201)	16,560	(6,165)	(5,197)	(2)	-36%	16%	-100%	-42%	0%
Pakistan	(2,035)	0	(4,418)	6,422	(30)	-11%	0%	-5%	54%	0%
Subtotal South-West Asia	10,539	(8,402)	(26,812)	25,379	704	18%	-4%	-19%	40%	0%
Central Asia										
Kazakhstan multi-country office	946	0	0	2,211	3,156	23%	0%	0%	98%	49%
Tajikistan	(841)	(1,761)	0	(1,023)	(3,624)	-100%	-100%	0%	-100%	-100%
Subtotal Central Asia	104	(1,761)	0	1,188	(468)	2%	-100%	0%	36%	-5%
South Asia										
India	(2,912)	0	0	(1,468)	(4,380)	-15%	0%	0%	-52%	-20%

Region subregion/operation	Variance 2025 vs 2024					Variance 2025 vs 2024				
	Amount					Percentage				
	Attaining Favourable Protection Environments	Realizing Rights in Safe Environments	Empowering Communities and Achieving Gender Equality	Securing Solutions	Total	Attaining Favourable Protection Environments	Realizing Rights in Safe Environments	Empowering Communities and Achieving Gender Equality	Securing Solutions	Total
Nepal	10	0	0	11	21	1%	0%	0%	0%	1%
Sri Lanka	(264)	(429)	0	(457)	(1,151)	-100%	-100%	0%	-100%	-100%
Subtotal South Asia	(3,166)	(429)	0	(1,914)	(5,509)	-16%	-100%	0%	-31%	-21%
South-East Asia										
Bangladesh	(4,272)	(9,237)	(4,392)	(1,565)	(19,466)	-8%	-5%	-12%	-18%	-7%
Indonesia	720	2,686	149	60	3,615	27%	41%	6%	4%	27%
Malaysia	(742)	(516)	2,032	(1,342)	(568)	-9%	-8%	33%	-61%	-3%
Myanmar	(30,734)	0	23,211	0	(7,523)	-32%	0%	0%	0%	-8%
Philippines	41	(162)	(232)	229	(124)	9%	-23%	-52%	8%	-3%
Thailand multi-country office	417	(906)	(1,281)	501	(1,269)	5%	-9%	-28%	15%	-5%
Subtotal South-East Asia	(34,568)	(8,135)	19,486	(2,117)	(25,335)	-21%	-4%	39%	-11%	-6%
East Asia and the Pacific										
Australia multi-country office	(337)	0	(81)	(521)	(939)	-11%	0%	-10%	-27%	-16%
China	260	(50)	0	(24)	185	9%	-4%	0%	-5%	4%
Japan	(154)	0	0	0	(154)	-4%	0%	0%	0%	-4%
Republic of Korea	(15)	0	(103)	(46)	(165)	-1%	0%	-18%	-8%	-4%
Subtotal East Asia and the Pacific	(247)	(50)	(184)	(591)	(1,073)	-2%	-4%	-13%	-20%	-6%
Subtotal Asia and the Pacific	(28,166)	(21,239)	(7,891)	22,029	(35,268)	-10%	-5%	-4%	23%	-4%
Europe										
Regional Bureau for Europe	(1,449)	(3,994)	(683)	(9)	(6,135)	-16%	-24%	-15%	0%	-18%

Region subregion/operation	Variance 2025 vs 2024					Variance 2025 vs 2024				
	Amount					Percentage				
	Attaining Favourable Protection Environments	Realizing Rights in Safe Environments	Empowering Communities and Achieving Gender Equality	Securing Solutions	Total	Attaining Favourable Protection Environments	Realizing Rights in Safe Environments	Empowering Communities and Achieving Gender Equality	Securing Solutions	Total
Other operations in Europe	129	0	0	0	129	2%	0%	0%	0%	2%
Subtotal Europe overall	(1,320)	(3,994)	(683)	(9)	(6,006)	-9%	-24%	-15%	0%	-15%
Eastern Europe										
Armenia	71	0	0	(3,431)	(3,360)	4%	0%	0%	-27%	-23%
Azerbaijan	11	0	(693)	(255)	(938)	3%	0%	-21%	-6%	-12%
Georgia	(401)	0	(9)	0	(410)	-30%	0%	0%	0%	-6%
Russian Federation	328	0	0	(137)	191	14%	0%	0%	-3%	3%
Turkey	(11,088)	(23,006)	(20,225)	5,039	(49,279)	-12%	-19%	-21%	26%	-15%
Ukraine	(5,773)	(97,405)	0	54,239	(48,939)	-8%	-21%	0%	103%	-8%
Subtotal Eastern Europe	(16,852)	(120,410)	(20,927)	55,455	(102,735)	-10%	-20%	-20%	59%	-11%
South-eastern Europe										
Albania	(39)	0	0	39	0	-2%	0%	0%	2%	0%
Bosnia and Herzegovina	(473)	0	0	(205)	(678)	-9%	0%	0%	-8%	-8%
Kosovo (S/RES/1244 (1999))	(14)	0	0	14	0	0%	0%	0%	2%	0%
Montenegro	(151)	0	0	151	0	-8%	0%	0%	16%	0%
North Macedonia	118	0	0	0	118	3%	0%	0%	0%	3%
Serbia	1,725	0	(2,386)	0	(661)	44%	0%	-45%	0%	-7%
Subtotal South-eastern Europe	1,167	0	(2,386)	(2)	(1,221)	6%	0%	-45%	0%	-4%
Northern, western, central and southern Europe										
Belarus	(546)	0	0	0	(546)	-12%	0%	0%	0%	-12%
Belgium multi-country office	5	0	0	0	5	0%	0%	0%	0%	0%

Region subregion/operation	Variance 2025 vs 2024					Variance 2025 vs 2024				
	Amount					Percentage				
	Attaining Favourable Protection Environments	Realizing Rights in Safe Environments	Empowering Communities and Achieving Gender Equality	Securing Solutions	Total	Attaining Favourable Protection Environments	Realizing Rights in Safe Environments	Empowering Communities and Achieving Gender Equality	Securing Solutions	Total
Bulgaria	(1,889)	0	0	(565)	(2,453)	-16%	0%	0%	-11%	-14%
Croatia	26	0	0	(26)	0	2%	0%	0%	-3%	0%
Cyprus	0	0	0	0	0	0%	0%	0%	0%	0%
France	(542)	0	0	0	(542)	-13%	0%	0%	0%	-13%
Germany	(100)	0	0	0	(100)	-4%	0%	0%	0%	-4%
Greece	(2,145)	0	0	(5,747)	(7,891)	-8%	0%	0%	-27%	-17%
Hungary multi-country office	(8,835)	0	0	(4,200)	(13,035)	-32%	0%	0%	-21%	-27%
Italy multi-country office	779	0	0	(729)	50	6%	0%	0%	-7%	0%
Malta	104	0	0	0	104	5%	0%	0%	0%	5%
Moldova	(21,129)	0	0	(1,366)	(22,496)	-23%	0%	0%	-11%	-22%
Poland	(36,961)	0	0	(6,039)	(43,000)	-52%	0%	0%	-42%	-51%
Romania	(13,983)	0	0	(1,270)	(15,253)	-33%	0%	0%	-11%	-28%
Spain	50	0	0	(50)	0	1%	0%	0%	-4%	0%
Sweden multi-country office	(5,946)	0	0	1,923	(4,023)	-47%	0%	0%	128%	-29%
United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland	75	0	0	0	75	2%	0%	0%	0%	2%
Subtotal Northern, western, central and southern Europe	(91,038)	0	0	(18,069)	(109,106)	-27%	0%	0%	-18%	-25%
Subtotal Europe	(108,043)	(124,405)	(23,995)	37,375	(219,068)	-20%	-20%	-21%	18%	-15%
Americas										
Regional Bureau for the Americas	(1,394)	(3,409)	(680)	(224)	(5,706)	-23%	-30%	-22%	-8%	-25%
Other operations in the Americas	(1,643)	(3,087)	(850)	5,580	(0)	-100%	-100%	-100%	769%	0%
Subtotal Americas overall	(3,036)	(6,496)	(1,530)	5,356	(5,706)	-40%	-45%	-39%	158%	-19%

Region subregion/operation	Variance 2025 vs 2024					Variance 2025 vs 2024				
	Amount					Percentage				
	Attaining Favourable Protection Environments	Realizing Rights in Safe Environments	Empowering Communities and Achieving Gender Equality	Securing Solutions	Total	Attaining Favourable Protection Environments	Realizing Rights in Safe Environments	Empowering Communities and Achieving Gender Equality	Securing Solutions	Total
North America and the Caribbean										
Canada	20	(10)	0	(10)	0	2%	-1%	0%	-1%	0%
United States of America multi-country office	(233)	377	1,748	216	2,108	-1%	5%	23%	2%	4%
Subtotal North America and the Caribbean	(213)	367	1,748	206	2,108	-1%	4%	23%	2%	4%
Latin America										
Argentina multi-country office	(1,190)	(399)	(24)	1,376	(237)	-5%	-4%	0%	14%	0%
Brazil	(198)	(2,583)	1,611	1,170	(0)	-3%	-12%	13%	11%	0%
Colombia	7,607	(13,176)	2,164	(434)	(3,839)	11%	-63%	18%	-2%	-3%
Costa Rica	10,704	(18,690)	(3,823)	11,809	0	135%	-100%	-100%	118%	0%
Ecuador	6,763	(2,291)	0	(4,472)	0	27%	-12%	0%	-15%	0%
El Salvador	204	(1,682)	(714)	2,192	0	6%	-16%	-13%	24%	0%
Guatemala	(40)	(497)	65	472	0	0%	-6%	1%	3%	0%
Honduras	47	141	(374)	115	(71)	1%	2%	-5%	1%	0%
Mexico	(1,071)	0	(2,322)	393	(3,000)	-1%	0%	-100%	1%	-2%
Panama multi-country office	55	0	0	(2,739)	(2,683)	0%	0%	0%	-7%	-5%
Peru	3,218	(4,524)	(268)	287	(1,287)	21%	-17%	-1%	8%	-2%
Venezuela (Bolivarian Republic of)	(2,040)	(5,019)	0	2,375	(4,684)	-10%	-36%	0%	8%	-7%
Subtotal Latin America	24,059	(48,720)	(3,685)	12,545	(15,800)	9%	-31%	-4%	5%	-2%
Subtotal Americas	20,810	(54,849)	(3,467)	18,107	(19,399)	7%	-30%	-3%	7%	-2%
Country operational technical support	(65)	(7,189)	192	2,086	(4,976)	0%	-6%	1%	19%	-3%

Region subregion/operation	Variance 2025 vs 2024					Variance 2025 vs 2024				
	Amount					Percentage				
	Attaining Favourable Protection Environments	Realizing Rights in Safe Environments	Empowering Communities and Achieving Gender Equality	Securing Solutions	Total	Attaining Favourable Protection Environments	Realizing Rights in Safe Environments	Empowering Communities and Achieving Gender Equality	Securing Solutions	Total
Subtotal Country and regional programmes	(78,144)	(557,507)	(20,430)	171,073	(485,007)	-3%	-12%	-2%	15%	-5%
Global programmes	(3,546)	(24,169)	(908)	7,116	(21,508)	-3%	-12%	-2%	15%	-5%
Headquarters	3,038	(5,732)	2,172	6,956	6,434	5%	-5%	7%	25%	3%
Subtotal Programmed activities	(78,652)	(587,409)	(19,166)	185,145	(500,081)	-3%	-12%	-1%	16%	-5%
Operational reserve					(17,817)					-4%
Subtotal Programmed activities and operational reserve					(517,898)					-5%
Junior Professional Officers					0					0%
Total					(517,898)					-5%

Table 3

Posts in 2023, 2024 and 2025: summary of post levels by cost category and budget component

(in thousands of United States dollars)

	Programme									Programme support						Management and administration						Grand total					
	Year	D-2	D-1	P-5	P-4	P-1/ P-2	NO	GS/ FS	Total	D-2	D-1	P-5	P-4	P-1/ P-2	NO	GS/ FS	Total	USG / ASG	D-2	D-1	P-5		P-4	P-1/ P-2	NO	GS/ FS	Total
West and Central Africa ^b	2023	-	3	12	239	108	130	530	1,022	1	7	31	134	44	48	785	1,050	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2,072
	2024	-	2	13	237	105	144	555	1,056	1	8	27	145	44	51	773	1,049	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2,105
	2025	-	2	13	237	98	123	517	990	2	9	28	133	45	45	747	1,009	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,999
East and Horn of Africa and the Great Lakes ^b	2023	1	7	33	420	174	330	1,093	2,058	5	14	32	177	89	86	1,276	1,679	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3,737
	2024	1	5	29	411	161	337	1,098	2,042	5	11	32	165	89	95	1,275	1,672	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3,714
	2025	1	5	23	364	128	360	1,091	1,972	4	13	38	157	80	99	1,278	1,669	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3,641
Southern Africa ^b	2023	-	-	4	134	61	93	260	552	2	8	22	77	6	28	381	544	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,096
	2024	-	-	4	126	57	81	267	535	2	8	22	68	31	22	364	517	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,052
	2025	-	-	3	99	40	76	240	458	2	7	21	53	28	22	338	471	-	-	-	-	-	-	-	-	-	929
Middle East and North Africa ^b	2023	-	3	9	256	98	249	1,051	1,666	5	14	37	123	37	76	727	1,019	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2,685
	2024	-	3	10	244	105	248	1,065	1,675	5	14	36	122	36	77	720	1,010	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2,685
	2025	-	3	8	211	79	240	1,067	1,608	5	13	35	109	30	81	681	954	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2,562
Asia and the Pacific ^b	2023	-	1	11	228	76	160	659	1,135	4	16	28	89	32	66	516	751	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,886
	2024	-	1	10	222	71	175	683	1,162	4	16	30	92	31	78	543	794	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,956
	2025	-	1	10	198	73	173	754	1,209	4	16	28	81	29	76	544	778	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,987
Europe ^b	2023	-	2	16	189	58	176	705	1,146	2	13	37	134	29	89	612	916	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2,062
	2024	-	-	11	182	50	191	722	1,156	3	17	34	124	25	93	542	838	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,994
	2025	-	-	12	164	41	179	684	1,080	3	17	32	117	27	86	531	813	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,893
Americas ^b	2023	-	-	4	140	75	118	619	956	3	13	21	93	49	51	491	721	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,677
	2024	-	-	4	139	78	140	682	1,043	3	13	21	87	48	62	521	755	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,798
	2025	-	-	4	118	62	140	575	899	3	13	20	86	40	76	486	724	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,623
Country operational technical support ^c	2023	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4	20	76	8	8	76	192	-	-	-	-	-	-	-	-	-	192

Table 4
Posts^a funded from the 2025 United Nations regular budget

Organizational unit	USG /							GS		Total
	ASG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	PL	OL	
Executive direction and management										
Office of the High Commissioner		2			2			2	3	9
Inspector General's Office						1			1	2
Legal Affairs Service			1		4	2		1	2	10
Office of the Ombudsman			1						1	2
Ethics Office			1		1				2	4
Transformation and Change Service								1		1
Governance Service			1						4	5
Investigation Service								1		1
Evaluation Office								1	1	2
Division of External Relations										
Office of the Director		1		3		2	1	1	3	11
Donor Relations and Resource Mobilization Service			1	2	2	1	2	1	6	15
Global Communications Service				2		1		2	4	9
Partnership and Coordination Service			1		1			1	1	4
Records and Archives Section				1			1		5	7
Division of Information Systems and Telecommunications										
Office of the Director		1					1	1	5	8
Division of Human Resources Management										
Office of the Director		1	2		3	2			2	10
Assignments and Talent Mobilization Section				1	4	3	6	2	10	26
HR Operational Partnership				1	1	2			1	5
Headquarters and Compensation Unit									2	2
Staff Health and Well-being Service			1	2	2	1	1	2	5	14
Addressing Sexual Exploitation Abuse and Sexual Harassment								1		1
Division of Financial and Administrative Management										
Office of the Controller		1	1	2	4	3		1	2	14
Treasury Section			1	1	3	1		2	3	11
General Services Section				1		1		1	7	10
GE System Administration				1	1	1			1	4
Accounts and Financial Service									7	7
Infrastructure Unit									2	2
Division of Strategic Planning and Results										
Office of the Director								1	2	3
Annual Review and Budget Analysis Service			1	2	6	1		2	3	15
Implementation Management and Assurance Service			1	1	2	1		1		6
Total	2	4	13	20	36	23	12	25	85	220

Abbreviations: USG, Under-Secretary-General; ASG, Assistant Secretary-General; D, Director; P, Professional; GS, General Service; PL, Principal level; O, Other level.

^a Only the posts in the Under-Secretary-General/Assistant Secretary-General category (High Commissioner and Deputy High Commissioner) are authorized regular budget posts. The remaining 218 posts are funded through a lump-sum grant under the regular budget.

Table 5
Expenditure in 2022, 2023, 2024 (year to date and forecast), 2024 current budget and 2025 proposed budget by chapter of expenditure
(in thousands of United States dollars)

	2022 expenditure		2023 expenditure		2024 current expenditure year-to- date ^a		2024 forecasted expenditure		2024 current budget ^a		2025 proposed budget		Variance 2024 vs 2025	
	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%
A. Programme^b														-
Staff costs ^c	631,194	11%	659,910	13%	259,344	11%	605,431	15%	828,288	8%	740,551	7%	-87,737	11%
Other staff costs ^d	27,794	0%	47,476	1%	2,353	0%	37,511	1%	45,447	0%	41,466	0%	-3,981	-9%
Consultants	31,422	1%	11,977	0%	12,448	1%	35,643	1%	52,954	0%	50,762	0%	-2,192	-4%
Travel	37,085	1%	50,890	1%	20,737	1%	36,052	1%	82,199	1%	76,320	1%	-5,879	-7%
Contractual services	1,317,728	24%	572,361	11%	253,345	11%	416,439	10%	1,789,639	17%	1,712,219	17%	-77,420	-4%
Operating expenses	273,737	5%	161,906	3%	88,426	4%	417,869	10%	427,018	4%	402,970	4%	-24,048	-6%
Supplies and materials	644,928	12%	316,399	6%	56,773	2%	73,632	2%	795,229	7%	761,201	7%	-34,028	-4%
Furniture and equipment	99,066	2%	91,721	2%	29,706	1%	38,350	1%	182,368	2%	173,195	2%	-9,173	-5%
Cash-based interventions	1,004,453	18%	727,769	14%	150,688	7%	377,887	9%	1,548,216	14%	1,484,512	14%	-63,704	-4%
Joint United Nations contributions	16,650	0%	2,660	0%	6,283	0%	9,688	0%	19,552	0%	17,901	0%	-1,650	-8%
Other expenditure ^e	464,853	8%	1,452,469	28%	984,014	42%	1,079,612	26%	3,187,277	30%	3,055,792	30%	-131,486	-4%
Subtotal programme	4,548,910	81%	4,095,537	79%	1,864,117	81%	3,128,114	77%	8,958,188	83%	8,516,890	83%	-441,298	-5%
B. Programme support														
Staff costs ^c	591,400	11%	614,686	12%	245,426	11%	567,895	14%	691,796	6%	646,879	6%	-44,917	-6%
Other staff costs ^d	64,941	1%	67,202	1%	8,922	0%	60,198	1%	75,397	1%	71,399	1%	-3,998	-5%
Consultants	3,512	0%	238	0%	146	0%	7,832	0%	1,993	0%	1,887	0%	-106	-5%
Travel	30,347	1%	34,402	1%	15,697	1%	22,986	1%	48,809	0%	46,220	0%	-2,588	-5%
Contractual services	54,174	1%	68,784	1%	40,371	2%	42,665	1%	106,922	1%	101,252	1%	-5,670	-5%
Operating expenses	52,613	1%	57,219	1%	32,043	1%	64,365	2%	91,007	1%	86,181	1%	-4,826	-5%

	2022 expenditure		2023 expenditure		2024 current expenditure year-to-date ^a		2024 forecasted expenditure		2024 current budget ^a		2025 proposed budget		Variance 2024 vs 2025	
	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%
Supplies and materials	15,232	0%	6,829	0%	4,419	0%	2,225	0%	15,920	0%	15,076	0%	-844	-5%
Furniture and equipment	25,821	0%	21,210	0%	7,109	0%	17,199	0%	31,247	0%	29,590	0%	-1,657	-5%
Cash-based interventions	-	0%	15	0%	-	0%	-	0%	8	0%	7	0%		
Joint United Nations contributions	12,220	0%	1,569	0%	4,188	0%	6,881	0%	11,570	0%	10,957	0%	-614	-5%
Other expenditure ^e	6,686	0%	4,592	0%	889	0%	4,332	0%	6,534	0%	6,187	0%	-346	-5%
Subtotal programme support	856,946	15%	876,747	17%	359,209	16%	796,578	19%	1,081,202	10%	1,015,635	10%	-65,567	-6%
C. Management and administration														
Staff costs ^c	114,801	2%	117,221	2%	60,093	3%	97,123	2%	134,308	1%	134,915	1%	607	0%
Other staff costs ^d	5,495	0%	10,502	0%	4,874	0%	20,517	1%	9,758	0%	10,568	0%	809	8%
Consultants	1,388	0%	114	0%	148	0%	3,312	0%	599	0%	648	0%	50	8%
Travel	2,700	0%	3,358	0%	2,087	0%	4,503	0%	3,736	0%	4,045	0%	310	8%
Contractual services	36,307	1%	31,896	1%	11,273	0%	12,708	0%	32,646	0%	35,353	0%	2,708	8%
Operating expenses	11,572	0%	14,075	0%	8,058	0%	10,400	0%	15,736	0%	17,041	0%	1,305	8%
Supplies and materials	12,785	0%	10	0%	16	0%	-	0%	4,050	0%	4,386	0%	336	8%
Furniture and equipment	3,500	0%	3,777	0%	1,806	0%	5,042	0%	4,037	0%	4,372	0%	335	8%
Joint United Nations contributions	4,445	0%	386	0%	2	0%	6,422	0%	1,542	0%	1,670	0%	128	8%
Other expenditure ^e	531	0%	5,363	0%	335	0%	1,620	0%	2,381	0%	2,579	0%	198	8%
Subtotal Management and administration	193,524	3%	186,704	4%	88,691	4%	161,648	4%	208,791	2%	215,577	2%	6,785	3%
Total Programmed activities	5,599,379	100%	5,158,988	100%	2,312,018	100%	4,086,340	100%	10,248,182	95%	9,748,101	95%	-500,080	-5%
Operational reserve	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%	505,222	5%	487,405	5%	-17,817	0%

	2022 expenditure		2023 expenditure		2024 current expenditure year-to-date ^a		2024 forecasted expenditure		2024 current budget ^a		2025 proposed budget		Variance 2024 vs 2025	
	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%
Subtotal														
Programmed activities and operational reserve	5,599,379	100%	5,158,988	100%	2,312,018	100%	4,086,340	100%	10,753,404	100%	10,235,506	100%	-517,898	-5%
Junior Professional Officers	7,704	0%	7,567	0%	3,547	0%	-	0%	12,000	0%	12,000	0%	-	0%
Staff costs ^c	7,585	0%	7,461	0%	3,521	0%	-	0%	11,853	0%	11,853	0%	-	0%
Travel	17	0%	18	0%	16	0%	-	0%	36	0%	36	0%	-	0%
Contractual services	102	0%	88	0%	10	0%	-	0%	111	0%	111	0%	-	0%
Total	5,607,083	100%	5,166,555	100%	2,315,564	100%	4,086,340	100%	10,765,404	100%	10,247,506	100%	-517,898	-5%

^a As of 31 May 2024.

^b Amounts under "programme" may change pending finalization of all reports from implementing partners.

^c Staff costs include salaries and allowances.

^d Other staff costs include temporary assistance and overtime.

^e Other expenditure includes advances to implementing partners and other miscellaneous expenditure.

Table 6
2024 supplementary budgets as at 31 May 2024
 (in thousands of United States dollars)

	<i>Region/subregion</i>	<i>Total</i>
The Sudan situation	East and Horn of Africa and the Great Lakes	40,000
	West and Central Africa	103,736
	Subtotal	143,736
Total		143,736

Annexe II

[Anglais et français uniquement]

Suivi des observations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur le budget-programme de 2024

1. La présente annexe fait une mise à jour sur les questions soulevées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires dans son rapport (A/AC.96/74/6) sur le budget-programme annuel de 2024 du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.

Paragraphe 6 : Le Comité consultatif note des fluctuations du niveau du budget général, des fonds disponibles en pourcentage du budget et du niveau du déficit financier, ainsi qu'une tendance générale pour le rythme d'accroissement du budget-programme basé sur les besoins à continuer de dépasser le niveau des fonds disponibles au cours de la décennie. Il note aussi la diminution des besoins en ressources du Siège pour 2024 par rapport aux programmes nationaux et régionaux, ainsi que l'augmentation des besoins prévus pour les programmes globaux. En termes de composition interne du budget, le Comité a jugé nécessaire de continuer d'évaluer les proportions entre les trois composantes, avec un accent particulier sur les dépenses d'administration et de gestion pour le Siège par rapport à celles des programmes globaux et des programmes nationaux et régionaux. Il espère que la mise au point des principaux indicateurs pour les domaines favorables permettra de disposer d'outils utiles pour la gestion des performances financières.

2. Le budget du HCR est basé sur les besoins. L'Organisation minimise l'impact de la diminution des fonds disponibles en œuvrant à l'atteinte des objectifs du Pacte mondial sur les réfugiés ; en amenant les partenaires du développement à mieux s'engager si possible ; en revoyant son empreinte opérationnelle ; en accordant la priorité à la protection et à l'assistance vitale ; et en renforçant la collaboration avec les partenaires, y compris les gouvernements. Le HCR adopte une approche engageant l'ensemble de la société et joue à cet égard un rôle de plaidoyer et de catalyseur.

3. Étant donné que la plupart des activités de l'Organisation sont directement menées par les opérations, la composante budgétaire pour les programmes nationaux et régionaux constitue la rubrique la plus importante du budget, demeurée constante à environ 93 % du total du budget-programme. Les besoins pour les programmes globaux et le Siège représentent les 7 % restants.

4. Les dépenses suivent la même tendance, avec les programmes nationaux et régionaux qui représentent 88 % du total, les programmes globaux environ 8 % et le Siège entre 4 et 5 %. Au fil des ans, ces parts relatives des dépenses sont demeurées stables parce qu'elles sont systématiquement contrôlées afin de veiller à ce que les ressources soient directement allouées aux personnes prises en charge. Le HCR suit ces proportions, et maintient constamment les budgets et les dépenses pour les programmes globaux et le Siège bas par rapport à leurs totaux respectifs.

5. Afin de suivre les fonctions d'appui et de gestion, le HCR a mis au point un ensemble d'indicateurs pour les domaines favorables. Il les a pilotés au cours du deuxième semestre de 2023, et il rendra compte des résultats dans le Rapport global de 2024. Les indicateurs définitifs figureront dans le budget-programme de 2025.

Paragraphe 10 : À partir des informations reçues, le Comité consultatif note que la classification des dépenses semble être déterminée surtout par la catégorisation des postes selon la fonction et l'allocation des postes aux centres de coûts, ce qui complique l'attribution de certaines catégories de dépenses opérationnelles, en particulier celles non directement liées aux postes, à la catégorie programme ou à la catégorie appui aux programmes. Le Comité note aussi que l'établissement d'un lien direct aux activités, qui aurait pu permettre de faire la différence entre les dépenses de programme et les dépenses d'appui aux programmes, est plus compliqué au niveau des bureaux

régionaux et les opérations-pays, car certains types de fonction sur le terrain sont actuellement classés comme relevant à la fois des catégories AP et P, en fonction du lieu sur le terrain (dans les capitales/hors des capitales). Le Comité souligne l'importance de l'application systématique des critères de classification de coûts pour les besoins de transparence budgétaire. Il espère que d'autres clarifications à ce sujet, ainsi que sur l'impact au niveau de l'allocation des ressources et des performances, seront fournies au Comité permanent et au Comité exécutif lors de l'examen du budget-programme.

6. La classification des postes budgétisés est le principal facteur permettant de faire la distinction entre les trois catégories de dépenses : programme, appui aux programmes, et administration et gestion.

7. Les postes sont enregistrés en fonction de la catégorie désignée de dépenses, selon le lieu et la fonction, conformément aux définitions arrêtées.

8. Lorsque les dépenses ne sont pas allouées, elles sont distribuées dans les trois catégories sur une base proportionnelle, en fonction de la répartition des dépenses de personnel à chaque centre de coûts.

9. La classification des dépenses a été appliquée de façon constante, comme l'indiquent les tendances au fil des ans liées aux catégories, présentées dans le rapport financier du HCR et dans les états financiers vérifiés¹.

Paragraphe 14 : Le Comité consultatif salue les efforts fournis dans le Rapport global du HCR pour assurer la transparence sur l'utilisation des ressources. Il encourage l'organisation à poursuivre la sensibilisation afin d'accroître les contributions non affectées. Le Comité consultatif espère recevoir d'autres mises à jour y relatives dans le prochain rapport sur le budget.

10. Le HCR demeure engagé à fournir de façon transparente des informations sur ses activités financières. En plus de fournir dans le Rapport global des informations sur la contribution et la sensibilisation des donateurs, le HCR utilise l'outil en ligne de l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide pour publier ses activités et ses flux de ressources selon les règles et les orientations de cette initiative. Des informations détaillées sont donc mises à la disposition du public en ligne.

11. En 2023, le secteur privé est devenu pour le HCR la deuxième source importante de fonds non affectés, contribuant 39 % du total des financements non affectés. Ce chiffre comprend les contributions de plus de 3 millions de donateurs individuels. Des efforts sont davantage fournis pour assurer la visibilité des donateurs grâce à des contenus multimédias, des récits sur Internet, des médias classiques et des médias sociaux.

12. Le HCR a continué de travailler pour la transparence et la redevabilité envers les donateurs grâce à des rapports qui montrent comment les financements souples et non affectés sont utilisés. Les rapports sur les financements souples indiquent la différence ainsi créée.

Paragraphe 16 : Le Comité consultatif note que l'information fournie sur les changements au niveau du personnel ne concerne que le niveau général. Il estime qu'il serait utile de fournir dans les prochains rapports des informations plus détaillées sur les changements liés à la composition des effectifs. Le Comité consultatif espère que ces informations seront fournies au Comité permanent et au Comité exécutif.

13. Le HCR fournit déjà dans le budget-programme des informations détaillées sur les effectifs. Une analyse est faite au paragraphe 91 sur les variations au niveau des postes par région.

14. Les tableaux III.1 et III.2 fournissent aussi un aperçu des variations au niveau des postes par région et par composante budgétaire, selon les grades en 2023, 2024 et 2025.

¹ [A/78/5/Add.6](#) (chapitre IV, section D).

15. En outre, l'organigramme qui figure dans l'annexe IV du présent document fournit des détails sur les postes par grade, pour les divisions, les bureaux et les programmes nationaux et régionaux.

Paragraphe 17 : Le Comité consultatif espère qu'une ventilation des dépenses liées au montant budgétisé de 12 millions de dollars E.-U. pour les administrateurs auxiliaires (voir ce qui est dit ci-dessus concernant les ressources financières) sera fournie dans les prochains rapports budgétaires.

16. Le tableau 5 du budget-programme a été revu pour fournir des informations sur les dépenses et le budget du programme des administrateurs auxiliaires par chapitre de dépenses.

Paragraphe 18 : Le Comité consultatif encourage le HCR à intensifier les efforts pour assurer une répartition géographique plus équitable entre les États membres et établir l'équilibre entre les sexes dans ses effectifs.

17. En avril 2024, le HCR a publié le tout premier cadre stratégique pour la diversité, l'équité et l'inclusion. Mis au point en collaboration avec les parties prenantes, ce cadre tient compte des contextes locaux et régionaux pour tracer une voie ambitieuse mais réalisable d'avenir. Il est structuré autour des principaux domaines d'intérêt que sont : la culture et l'appartenance, le renforcement des capacités, le recrutement, la rétention et la progression, et les mesures de responsabilité. Il s'agit d'un plan global devant orienter les efforts déployés par le HCR pour mettre en place un milieu de travail plus inclusif et plus favorable afin d'être plus efficace dans la mise en œuvre de son mandat en matière de protection. Par ailleurs, le cadre s'aligne sur d'autres politiques, stratégies et plans d'action sur la parité homme/femme.

18. Pour ce qui est des efforts en vue d'améliorer l'équilibre entre les sexes dans les effectifs du HCR, 165 femmes ont bénéficié en 2023 de diverses initiatives, comme *INSEAD Women's Leadership Programme*, *Women in Management Programme* et *Women Leaders' Allyship Circles*. En outre, grâce au partenariat avec McKinsey, cabinet de conseil et de stratégie, 152 fonctionnaires ont participé à l'initiative *Connected Leaders Academy*, qui est une initiative ciblée de développement du leadership, conçue pour accélérer la progression des personnes issues de diverses régions géographiques.

19. Parmi les actions menées en faveur d'une représentation géographique équitable, il y a :

a) L'engagement des membres du personnel : L'Organisation insiste constamment sur l'importance du dialogue sur l'inclusion et affine son approche de gestion des ressources humaines ;

b) Gestion des compétences : Pour améliorer ses capacités opérationnelles, le HCR a renforcé les liens entre la planification des effectifs, les affectations, le perfectionnement et l'identification des compétences internes, y compris chez les membres du personnel recruté sur le plan national et les membres du personnel associé. Des conseillers en matière de compétences spécifiques aux régions ont été nommés pour soutenir ces efforts ;

c) Gestion des performances : L'approche de gestion des performances s'est améliorée, avec un plus grand accent sur la responsabilité et le perfectionnement, ainsi que l'implication des dirigeants et de leurs subordonnés, et les responsables des ressources humaines qui continuent à jouer un rôle central de partenariat ;

d) Travail dans l'avenir : Le HCR évalue les possibilités de travail dans l'avenir afin d'attirer et de retenir les compétences des personnes qui estiment que ses modèles classiques sont défavorables. Il s'agit notamment d'envisager des horaires souples, une meilleure accessibilité du lieu de travail et l'établissement de postes virtuels. L'analyse démographique et la collecte des données ont aussi été améliorées afin de mieux comprendre la diversité des effectifs aux plans national et international. Ces mesures sont cruciales pour veiller à ce que le HCR produise des données représentatives et pertinentes sur le plan statistique.

Paragraphe 21 : Le Comité consultatif estime qu'une répartition plus détaillée des coûts de déploiement et de maintenance de chaque programme, avec indication de l'objet des dépenses et comparaison entre les ressources budgétisées et les dépenses réelles, permettrait de mieux évaluer le programme de transformation institutionnelle.

20. Quatre des six projets restants du programme de transformation institutionnelle ont été lancés au second semestre de 2023². Ce programme s'est officiellement achevé le 31 décembre 2023, avec cinq de ses projets. Le projet final PROMS devait s'achever en juin 2024.

21. Le HCR suit les coûts de chaque projet et compare les ressources budgétisées avec les dépenses réelles de 2019 à 2023.

22. En outre, la mesure des gains d'impact du programme de transformation institutionnelle est en cours, et elle se poursuivra en 2024. Cinquante-six indicateurs principaux de performance, avec les premiers gains attendus pour chaque projet du programme de transformation institutionnelle, ont été identifiés. Le but est d'assurer la visibilité et de quantifier ces gains et leur impact. La collecte des données à cet effet aura lieu en 2024.

23. Une opération visant à recueillir les leçons apprises, qui a débuté en janvier 2024 grâce à l'aide gratuite d'un cabinet de conseil, a été finalisée. Un bref rapport final a été publié en mai 2024. Par ailleurs, l'audit effectué en début d'année par le Bureau des services de contrôle interne a donné lieu à un rapport publié en avril 2024. Ce rapport contient plusieurs recommandations pour la mise en œuvre et les résultats du programme de transformation institutionnelle. Ces recommandations sont en cours d'exécution.

Paragraphe 28 : Le Comité consultatif espère recevoir de plus amples informations notamment sur la ventilation du recouvrement des coûts liés au parc des Nations Unies.

24. Le parc des Nations Unies recouvre au client les coûts directs et indirects de fourniture de services de location de véhicules légers, grâce à un taux de base déterminé sur une base mensuelle.

25. Les tarifs de location dépendent du modèle de véhicule et sont les mêmes partout à travers le pays. En d'autres termes, le même taux de base s'applique à chaque modèle à travers le monde.

26. Le Service du parc des Nations Unies chargé de la location intègre diverses composantes de coûts contribuant chacune à la valeur du parc :

a) Coûts directs : Ils comprennent les dépenses tangibles directement associées au service de location, comme les frais d'acquisition des véhicules et des accessoires, les frais d'expédition et les primes d'assurance ;

b) Coûts indirects/frais généraux : Il s'agit de dépenses opérationnelles contribuant indirectement au service de location de véhicules légers. Ils comprennent les dépenses de salaires du personnel, les coûts des locaux, les dépenses administratives et les dépenses relatives aux infrastructures des technologies de l'information. Ces coûts ne sont pas directement liés à des véhicules en tant que tels, ils sont supportés pour assurer le bon fonctionnement du service ;

c) Frais de démarrage : La mise en place et le démarrage d'un service de location supposent des dépenses liées à la mise au point du système, au respect de la législation, à la formation du personnel et au marketing pour promouvoir le service après son lancement ;

d) Valeur résiduelle : Le revenu à tirer de la vente du véhicule à la fin de la location est pris en compte pour calculer le tarif de location.

Paragraphe 29 : Le Comité consultatif note les efforts fournis par le HCR, notamment sur la collaboration avec le Groupe des résultats stratégiques sur les innovations institutionnelles. Il espère que des informations détaillées, en particulier sur les économies et les gains d'efficacité quantifiables, seront systématiquement fournies dans les prochains rapports budgétaires.

27. Le HCR contribue financièrement sur une base annuelle au budget du Bureau de la coordination des activités de développement des Nations Unies, et participe activement à leur stratégie opérationnelle dans les pays où il a une présence, ou met en œuvre des projets et des

² A/AC.96/74/6.

activités. Si en début 2024 des services administratifs communs ont été mis en place au Kenya, leur création en Jordanie a été suspendue en raison des circonstances opérationnelles.

28. Le Département de l'appui opérationnel du Secrétariat des Nations Unies et le HCR coprésident l'Équipe spéciale sur les services mondiaux communs. En leur qualité de coprésidents, ils ont fourni un cadre de conception et d'exécution des activités permettant de réaliser des économies dans le système des Nations Unies. Les services suivants ont été identifiés comme devant être renforcés : le Centre de réservation des Nations Unies géré par le Programme alimentaire mondial (PAM) pour la mobilité, le logement, les services médicaux et le bien-être des passagers ; le Parc des Nations Unies géré par le HCR et le PAM ; les services de gestion des achats et des commandes au moyen de la solution de commerce électronique mondial *Web Buy Plus*, assuré par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets ; les services des ressources humaines, de paie et de paiements assurés par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ; l'identification numérique des Nations Unies ; et le Centre numérique de solution de trésorerie géré par le PNUD et le HCR. L'Organisation est aussi engagée à soutenir les projets en faveur de locaux communs en Égypte, au Kenya, au Pakistan, au Sénégal et en Ouganda.

Paragraphe 30 : Le Conseiller spécial sur les solutions pour les déplacés internes a été nommé à mi-2022 par le Secrétaire général. Ce Conseiller a entamé un processus d'élaboration de l'engagement des parties prenantes pour des solutions en faveur des déplacés internes. Le Comité consultatif entend suivre la question dans les rapports sur les sujets y relatifs.

29. Les engagements relevant des groupes 8 et 9 du Programme d'action du Secrétaire général sur les déplacement internes portent sur la promotion des solutions aux problèmes de déplacement interne, financées par les acteurs du développement. Le Bureau du Conseiller spécial sur les solutions pour les déplacés internes a nommé un Conseiller chargé du financement pour le développement afin de mettre en œuvre ces engagements à travers le Groupe d'experts pour le financement du développement. Le Groupe collabore activement avec les institutions financières internationales et les banques multilatérales de développement afin d'atteindre ces objectifs.

30. Par ailleurs, le Programme d'action prévoit la mise en place d'un fonds d'affectation spéciale multipartite, à savoir le fonds de solution au déplacement interne, qui se focalise exclusivement sur les solutions. Ce fonds soutient les programmes conjoints gérés par les coordonnateurs résidents. Les organismes des Nations Unies, y compris le HCR, sont membres de son Comité directeur et de son Comité technique.

31. Les propositions de 15 pays pilotes ont été examinées, et 10 pays ont été choisis pour la première série d'allocations³. Le HCR est activement impliqué dans la mise en œuvre de ces projets sur le plan national.

Paragraphe 31 : Le Comité consultatif espère qu'une mise à jour sera faite dans le prochain rapport budgétaire sur la Stratégie 2025 de gestion des risques.

32. Les organismes de contrôle ont reconnu les efforts déployés par le HCR pour améliorer sa culture de gestion des risques, ainsi que les progrès accomplis à cet égard. Selon le Comité des commissaires aux comptes des Nations Unies, le HCR a atteint un niveau élevé de maturité du risque, et est l'une des meilleures organisations du système des Nations Unies en la matière. En 2023, le Réseau d'évaluation de la performance des organisations multilatérales a publié son rapport sur la performance du HCR, et a identifié la gestion des risques comme étant l'un des points forts de l'Organisation⁴. La Stratégie 2025 pour la gestion des risques vise à développer une culture solide de gestion des risques à travers l'Organisation, avec un accent particulier sur le renforcement du cadre et des outils de gestion globale des risques.

³ Les 10 pays sont : la République centrafricaine, le Tchad, la Colombie, l'Éthiopie, l'Iraq, le Mozambique, le Nigéria, la Somalie, le Vanuatu et le Yémen.

⁴ Ce rapport est disponible sur le site mondial du Réseau d'évaluation de la performance des organisations multilatérales.

33. Le registre des risques stratégiques du HCR est régulièrement mis à jour et la déclaration globale sur l'appétence au risque a été élaborée par un processus participatif.

34. Des initiatives de formation ont été lancées à travers l'Organisation. Les efforts visant à renforcer la culture du risque comprennent des bulletins d'information, des articles, un nouveau podcast sur les risques et une série vidéo intitulée « *Let's Talk Risk* ». Les responsabilités sur la gestion des risques ont été intégrées dans tous les descriptifs de poste au HCR, et le partage des connaissances se poursuit dans le cadre de sessions de formation et d'événements impliquant environ 8 600 participants.

Paragraphe 33 : Le Comité consultatif espère que le HCR poursuivra ses efforts visant à assurer l'obligation redditionnelle et le contrôle pour tous les types d'inconduite au sein du personnel du HCR, du personnel associé et chez les partenaires d'exécution.

35. Les efforts visant à renforcer le contrôle et l'obligation redditionnelle se poursuivent au HCR. Au Bureau de l'inspecteur général, le Service des enquêtes traite les plaintes pour inconduite impliquant le personnel du HCR, les partenaires et d'autres parties au contrat. En 2023, le Bureau de l'inspecteur général a reçu un nombre record de 2 190 plaintes, surtout liées à la fraude financière et aux inconduites sexuelles. Il a lancé un nombre record de 176 enquêtes. Il ressort des premières indications que le nombre de plaintes va légèrement augmenter en 2024 par rapport à 2023.

36. En 2023, le Service des enquêtes a publié 41 rapports mettant en cause la gestion, qui montrent les leçons apprises des enquêtes, avec des propositions d'amélioration. Ces rapports portaient notamment sur l'exploitation, les abus et le harcèlement sexuels, le respect de la politique sur les ressources humaines, la gestion du carburant et des véhicules et l'insécurité. En outre, le Service des enquêtes a formé plus de 2 730 fonctionnaires du HCR et partenaires dans diverses régions sur l'identification et la gestion des activités frauduleuses dans le cadre d'accords de partenariat. Ils ont aussi été sensibilisés et ont reçu des orientations sur la manière de gérer les allégations d'inconduite. Le Service des enquêtes a par ailleurs mis au point, à l'intention de jeunes enquêteurs, une formation de base standard sur la fonction d'enquête dans le système des Nations Unies.

37. La Section de contrôle stratégique au Bureau de l'inspecteur général a effectué diverses opérations d'assurance aux risques stratégiques pour les hauts responsables du HCR. Le Bureau de l'inspecteur général est aussi entré en liaison avec les organes de contrôle indépendants afin de leur communiquer les plans et l'appréciation des risques.

Paragraphe 35 : Le Comité consultatif souligne l'importance des cadres de résultats et du suivi de l'impact dans le cadre de la mobilisation, de l'allocation et de la gestion des ressources. Il espère recevoir une mise à jour détaillée sur les principaux indicateurs proposés d'impact, les définitions et les paramètres y relatifs, concernant aussi les niveaux d'impact, dans le prochain document budgétaire et le rapport global de 2024.

38. En 2021, le HCR a adopté une nouvelle approche de planification stratégique, de budgétisation et d'établissement des rapports, avec un nouveau cadre global de résultats. Le cadre global de résultats comprend les principaux indicateurs d'impact et de réalisation. Le HCR a récemment finalisé les principaux indicateurs de produits.

39. Comme le Réseau d'évaluation de la performance des organisations multilatérales l'a relevé dans son rapport, le HCR a amélioré, avec le lancement de l'approche de gestion axée sur les résultats, connue sous l'appellation COMPASS, son système de rapports basé sur les résultats. Il rend compte des résultats dans le Rapport global annuel, en fournissant notamment les données et en montrant l'impact de son travail. Il continuera de le faire dans les années à venir. Le Rapport global de 2022 a été le premier qui présentait les résultats de l'Organisation selon le cadre global de résultats, avec les domaines d'impact et de réalisation qui permettent de présenter les résultats globaux et les informations financières. Le HCR a par ailleurs rendu compte de son cadre global de résultats dans le Rapport global de 2023.

Paragraphe 36 : Le Comité consultatif espère recevoir dans le cadre du budget-programme de plus amples informations sur l'allocation des fonctions (centralisées et décentralisées), les avantages et les gains d'efficacité obtenus grâce à la réforme, y compris pour les centres mondiaux de services, ainsi que sur les leçons tirées. Il ressort de l'évaluation faite par le Réseau d'évaluation de la performance des organisations

multilatérales que, de toute évidence, le HCR enregistre des bénéfices de son processus de réforme globale, avec une structure organisationnelle plus claire et focalisée, comme il se doit, sur la décentralisation du pouvoir décisionnel en vue de la souplesse et de l'agilité au niveau opérationnel.

40. À la suite du rapport du Réseau d'évaluation de la performance des organisations multilatérales, les termes de référence pour l'évaluation de la décentralisation et de la régionalisation du HCR ont été mis au point, et un appel d'offres a été lancé à l'issue duquel Deloitte a été choisi.

41. Au premier trimestre de 2024, Deloitte a commencé l'examen des dossiers et a procédé aux premiers entretiens. Il a aussi rencontré des représentants du groupe de référence pour l'évaluation. En janvier 2024, le HCR a tenu de façon virtuelle une séance d'information sur l'évaluation de sa décentralisation et de sa régionalisation. À cette occasion, les termes de référence pour l'évaluation ont été discutés avec les États membres.

42. Selon le calendrier de départ, le rapport de Deloitte va être finalisé au troisième trimestre de 2024, et le rapport et la réponse initiale de l'administration communiqués au Comité exécutif à sa session plénière annuelle d'octobre 2024.

Paragraphe 37 : Le Comité consultatif estime que les arrangements faits entre le HCR et d'autres entités pour la fourniture de services devraient être intégrés au concept opérationnel général. Il espère que des informations plus détaillées à ce sujet seront fournies dans le prochain rapport budgétaire, notamment les types de services fournis, les frais supportés, ainsi qu'une répartition des coûts supportés et des coûts recouverts.

43. Le HCR sollicite l'UNOPS et le Programme des volontaires des Nations Unies (VNU) pour la mise à disposition du personnel de projets à travers le monde et de volontaires dans les programmes nationaux et régionaux. En général, l'UNOPS et le VNU fournissent des services directement liés aux activités, projets et programmes dans les programmes nationaux et régionaux, classés dans la catégorie des dépenses de programme, ainsi que des services contractuels selon l'objet de la dépense. Une présentation détaillée figure au tableau 5 de l'annexe I du présent document.

44. Le HCR utilise aussi les services fournis par le PNUD dans les opérations-pays. Ces services comprennent le paiement des acomptes aux partenaires, la contribution conjointe à l'administration des Nations Unies, les services médicaux communs, les services de sécurité ainsi que la coordination de la sécurité sur le terrain des Nations Unies et l'entretien des bureaux. Les dépenses sont ensuite enregistrées selon leur objet et leur catégorie.

Paragraphe 38 : Le Comité consultatif espère qu'un état des lieux sera fait dans le prochain rapport budgétaire sur l'actualisation des orientations du Modèle de coordination pour les réfugiés.

45. Les orientations à jour sur le Modèle de coordination pour les réfugiés seront publiées en 2024. Elles tiendront compte de l'évolution du paysage interinstitutions et montreront comment le Modèle de coordination pour les réfugiés interagit avec les autres structures de coordination et les complète.

46. Si le HCR reste chargé de diriger et de coordonner la réponse dans les situations de réfugiés, les orientations à jour définiront mieux les liens entre le Modèle de coordination pour les réfugiés et les structures de coordination pour le développement, la paix et la stabilisation.

47. Afin de ne pas faire de laissés-pour-compte, le Modèle de coordination pour les réfugiés encourage la collaboration avec les coordonnateurs résidents et les équipes-pays pour inclure les réfugiés dans les plans nationaux de développement et veiller à ce que leurs besoins soient satisfaits d'une manière globale.

48. Les orientations à jour seront assorties de nouveaux outils en ligne, dont des modèles et d'autres ressources, pour aider le HCR, les partenaires interinstitutions et d'autres parties prenantes à traduire le Modèle de coordination pour les réfugiés en actes et résultats tangibles.

Paragraphe 39 : Le Comité consultatif espère que des mises à jour sur les partenariats susmentionnés, ainsi que sur les partenaires d'exécution, seront fournies dans le prochain rapport budgétaire.

49. Le HCR travaille en partenariat avec diverses parties prenantes pour assister et protéger les personnes qu'il sert. Il continue de le faire conformément aux objectifs du Pacte mondial sur les réfugiés et aux engagements pris dans le cadre du *Grand Bargain*. Comme indiqué dans le rapport du Réseau d'évaluation de la performance des organisations multilatérales, le HCR a effectué d'importants changements dans sa méthode de travail en partenariat. À cet égard, il a revu sa politique, a adopté une approche plus diversifiée axée sur les risques pour le suivi et le contrôle, et a lancé un projet de contrôle, de suivi et de rapport. Ce projet a conduit à la mise en place d'un système automatisé de bout en bout pour l'exécution des projets, et a permis d'améliorer et de simplifier le cadre de partenariat. Ainsi, le HCR continue d'améliorer sa collaboration avec les organisations non gouvernementales nationales et internationales, indépendamment de leur taille, et de veiller à ce que ses arrangements de partenariat soient efficaces.

50. Pour ce qui est des partenariats opérationnels, le HCR a publié, dans le cadre de ses réformes, une stratégie de collaboration avec les acteurs du développement⁵, qui définit la vision avec les objectifs et actions concrets et prioritaires sur la manière dont il peut travailler avec les acteurs du développement pour la protection, l'inclusion et les solutions. Les exemples de collaboration sont indiqués ci-dessous :

a) Le Centre commun de données HCR-Banque mondiale a élargi son empreinte avec 10 nouveaux projets nationaux, a rendu disponible plus de 700 ensembles de données socio-économiques dans la bibliothèque de micro-données du HCR et a élargi la portée du moteur de recherche du HCR sur les données pour les réfugiés ;

b) Le HCR et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ont effectué une série d'analyses sur les politiques et les données relatives au déplacement forcé ayant permis au Réseau international sur les situations de conflit et de fragilité du Comité d'aide au développement de l'OCDE d'adopter une position commune sur la gestion des déplacements forcés⁶ ;

c) Le partenariat entre le HCR et le Fonds monétaire international (FMI) a donné lieu à des études sur les perspectives économiques régionales dans le Moyen-Orient et l'Asie centrale⁷, où le FMI fait des prévisions faisant autorité sur les économies, avec un volet spécial sur les réfugiés. Ces études permettent de disposer de preuves sur l'impact du déplacement forcé et sur les bénéfices de l'inclusion économique, indispensables pour éclairer les politiques nationales ;

d) Le Fonds de protection de l'environnement pour les réfugiés est une initiative guidant la réponse de l'Organisation à l'urgence climatique croissante et globale par des financements durables, extensibles et à long terme pour les programmes de reboisement et de cuisson propre. Des sites pilotes ont été identifiés au Rwanda et en Ouganda ;

e) Lancée en janvier 2023, l'Initiative conjointe entre la Société financière internationale et le HCR vise à favoriser les solutions du secteur privé dans les situations de déplacement forcé. Par exemple, cette initiative a permis à la Société financière internationale de créer un système d'accès abordable au logement pour les réfugiés et les migrants au Brésil.

51. Le HCR travaille avec diverses organisations pour mettre en œuvre les programmes en faveur des personnes déplacées de force ou apatrides. En 2023, il a travaillé avec plus de 1 200 partenaires financés. Il a intensifié la collaboration avec les prestataires locaux et

⁵ Le rapport sur la stratégie de l'Organisation en matière de collaboration avec les acteurs du développement est disponible sur le site du Pacte mondial sur les réfugiés.

⁶ La position commune sur la gestion des déplacements forcés, avec une approche globale des liens action humanitaires, action pour le développement et paix, est disponible sur le site du Comité d'aide au développement de l'OCDE.

⁷ le rapport intitulé « *Regional Economic Outlook on the Middle East and Central Asia: Building Resilience and Fostering Sustainable Growth* » est disponible sur le site mondial du FMI.

nationaux, dont des gouvernements, qui constituaient 85 % des partenaires financés. La proportion est légèrement plus grande par rapport aux 84 % de l'année antérieure.

52. En 2023, deux autres organismes des Nations Unies se sont joints à l'initiative interinstitutions pour le portail des partenaires, portant le total à 11 organisations, avec la possibilité pour deux autres membres d'y adhérer en 2024.

53. Une réalisation importante en 2023 a été le lancement d'un nouveau module en ligne du portail des partenaires sur la protection contre l'exploitation et les abus sexuels. Cet outil numérique fournit des ressources groupées, mises au point par un groupe de travail interinstitutions sur le protocole des partenaires d'exécution, afin de renforcer la capacité des partenaires en matière de protection contre l'exploitation et les abus sexuels.

Paragraphe 41 : Le Comité consultatif espère recevoir dans les prochains rapports sur le budget d'autres mises à jour sur les interventions en espèces.

54. En 2023, le HCR a décaissé des espèces à 7,3 millions de personnes dans environ 110 pays, l'Afghanistan, la Jordanie, Liban, la République de Moldova et l'Ukraine étant les principales opérations-pays en termes d'assistance en espèces. Environ 95 % de cette forme d'assistance étaient sans restriction, laissant le choix aux bénéficiaires.

55. Étant donné que plus de deux tiers de l'assistance en espèces sont fournies par des moyens numériques, cette forme d'assistance est un moyen d'inclusion numérique, financière et d'autonomisation. Plus d'un tiers des bénéficiaires ont reçu l'assistance dans leurs propres comptes bancaires et/ou leurs comptes mobiles.

56. Il ressort du suivi après la distribution, effectué en 2023, que l'assistance en espèces a considérablement amélioré les conditions de vie et le bien-être de presque tous les bénéficiaires (95 %). Toutefois, près de 70 % des ménages n'ont pas pu satisfaire plus de la moitié de leurs besoins essentiels, et environ 60 % se sont engagés dans des mécanismes néfastes d'adaptation. Dans les régions où les réfugiés n'étaient pas en mesure d'avoir accès aux services financiers formels, le HCR a fait usage de cartes prépayées pour la fourniture de l'assistance en espèces.

57. Tous les groupes de travail pour l'assistance en espèces sur le terrain sont passés en 2024 au nouveau modèle de coordination, permettant ainsi la coprésidence avec les locaux de 72 % de ces groupes.

58. En 2024, environ 80 opérations-pays, dont la Jordanie, le Liban, la République de Moldova, l'Ukraine et le Yémen, mettent en œuvre les interventions en espèces.

Annex III

[English only]

Number of forcibly displaced and stateless people 2023-2025 – by population type, region and year

<i>Region</i>	<i>Year</i>	<i>Refugees^a</i>	<i>Asylum seekers (pending cases)</i>	<i>Returnees (arrivals during the year)</i>	<i>Persons under the UNHCR statelessness mandate^b</i>	<i>Internally displaced persons</i>	<i>Returned internally displaced persons (during year)</i>	<i>Others of concern^c</i>	<i>Other people in need of international protection^d</i>	<i>Grand total</i>
West and Central Africa	2023 actual	2,122,973	177,075	48,855	931,093	7,887,599	455,882	160,325	-	11,783,802
	2024 current	2,773,460	142,165	87,650	2,154,437	8,130,906	441,237	39,852	-	13,769,707
	2025 projections	3,062,414	135,984	106,150	2,133,437	8,924,353	448,107	43,117	-	14,853,562
East and Horn of Africa and the Great Lakes	2023 actual	4,830,730	382,742	581,131	97,591	16,719,267	534,293	90,080	-	23,235,834
	2024 current	4,993,122	402,499	440,194	156,816	18,337,998	1,650,397	11,622	-	25,992,648
	2025 projections	5,116,685	465,439	486,101	152,280	19,201,670	1,743,158	9,693	-	27,175,026
Southern Africa	2023 actual	806,729	186,170	1,808	-	6,834,554	2,114,080	32,871	-	9,976,212
	2024 current	776,624	222,933	16,210	210,170	8,482,557	2,307,847	35,304	-	12,051,645
	2025 projections	794,894	215,671	17,090	167,037	8,410,733	2,428,809	38,584	-	12,072,818
Middle East and North Africa	2023 actual	2,296,820	437,152	37,728	323,473	13,013,994	219,712	74,525	-	16,403,404
	2024 current	2,612,548	773,458	61,500	401,318	12,626,341	652,900	41,230	-	17,169,295
	2025 projections	2,763,525	1,374,962	65,000	354,220	11,814,529	636,000	32,758	-	17,040,994
Asia and the Pacific	2023 actual	7,432,455	271,573	57,951	1,237,810	6,039,085	449,303	220,478	-	15,708,655
	2024 current	7,536,290	260,288	62,010	1,195,906	5,861,155	1,155,752	241,017	-	16,312,418
	2025 projections	7,507,905	291,567	134,249	1,204,787	7,626,518	678,983	1,469,683	-	18,913,692
Europe	2023 actual	13,061,135	1,449,236	324,590	434,057	4,943,593	1,318,794	972,075	-	22,503,480
	2024 current	14,194,911	1,713,231	1,650,010	496,357	5,932,742	3,000,180	42,743	-	27,030,174
	2025 projections	13,563,581	1,549,925	2,050,010	465,239	4,239,580	3,700,180	36,000	-	25,604,515
Americas	2023 actual	1,086,566	3,954,551	5	6,500	7,813,275	-	4,395,196	5,755,363	23,011,456
	2024 current	1,177,146	4,977,538	75,004	99,400	8,183,194	-	4,052,773	6,047,906	24,612,961
	2025 projections	1,215,023	5,438,024	300,004	100,313	8,310,858	-	2,233,606	6,014,790	23,612,618

<i>Region</i>	<i>Year</i>	<i>Refugees^a</i>	<i>Asylum seekers (pending cases)</i>	<i>Returnees (arrivals during the year)</i>	<i>Persons under the UNHCR statelessness mandate^b</i>	<i>Internally displaced persons</i>	<i>Returned internally displaced persons (during year)</i>	<i>Others of concern^c</i>	<i>Other people in need of international protection^d</i>	<i>Grand total</i>
Total	2023 actual	31,637,408	6,858,499	1,052,068	3,030,524	63,251,367	5,092,064	5,945,550	5,755,363	122,622,843
	2024 current	34,064,101	8,492,112	2,392,578	4,714,404	67,554,893	9,208,313	4,464,541	6,047,906	136,938,848
	2025 projections	34,024,027	9,471,572	3,158,604	4,577,313	68,528,241	9,635,237	3,863,441	6,014,790	139,273,225

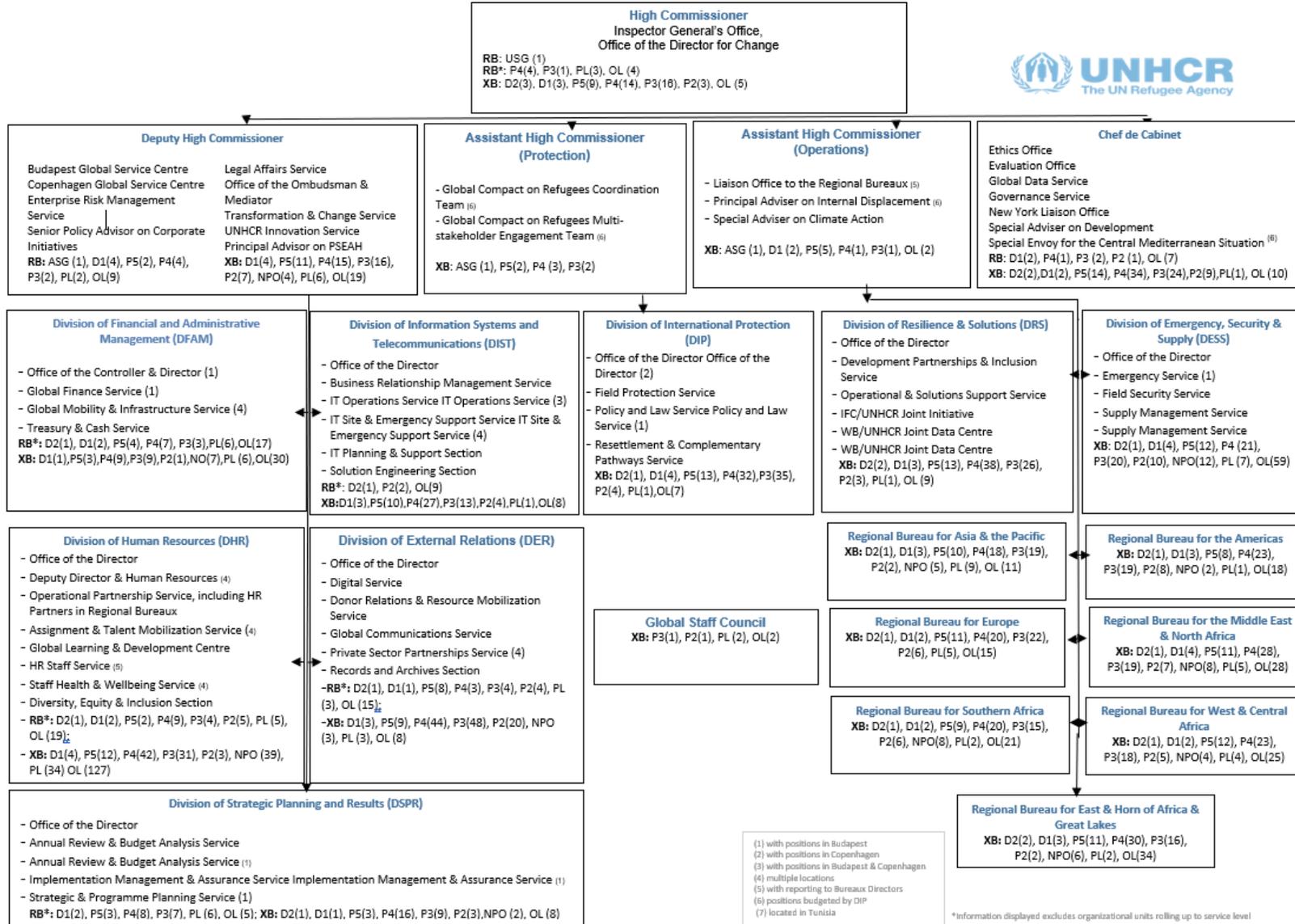
^a The figure includes persons in refugee-like situations.

^b In 2023, the figure excludes 1.3 million people who are also forcibly displaced to avoid double counting.

^c The figure for others of concern does not include host communities.

^d Other people in need of international protection refers to people who are outside their country or territory of origin, typically because they have been forcibly displaced across international borders, and who have not been reported under other categories but likely require international protection.

Organizational structure at 31 May 2024



UNHCR Operations in the Country and regional programmes (31 May 2024)*

West and Central Africa Regional Bureau for West and Central Africa (based in Dakar)	Southern Africa Regional Bureau for Southern Africa (based in Pretoria)	Asia and the Pacific Regional Bureau for Asia and the Pacific (based in Bangkok)	Europe Regional Bureau for Europe (based in Geneva)	the Americas Regional Bureau for the Americas (based in Panama)
<p>- Multi-Country Offices (3) Cameroon, Cote d'Ivoire, Senegal</p> <p>- Country Offices (7): Burkina Faso, Central African Republic, Chad, Liberia, Mali, Niger, Nigeria</p> <p>- National Offices (2): Togo and Ghana Presence in Gabon XB: D1(8), P5(28), P4(106), P3(235), P2(144), NPO (191), PL (46), OL (1,253)</p>	<p>- Multi-Country Office: South Africa</p> <p>- Country Offices (6): Angola, Democratic Republic of the Congo, Malawi, Mozambique, Zambia, Zimbabwe</p> <p>Presence in Botswana, and Namibia</p> <p>XB: D2(1), D1(6), P5(17), P4(45), P3(114), P2(82), NPO (95), PL (34), OL (574)</p>	<p>- Multi-Country Offices (3): Australia, Kazakhstan, and Thailand</p> <p>- Country Offices (11): Afghanistan, Islamic Republic of Iran, Nepal, Pakistan, Bangladesh, Indonesia, Malaysia, Myanmar, China, Japan, Republic of Korea</p> <p>- National Offices (3): Kyrgyzstan, Philippines, Tajikistan and Sri Lanka</p> <p>- Office of Chief of Mission: India</p> <p>- Presence in Papua New Guinea and Uzbekistan</p> <p>XB: D2(3), D1(14), P5(30), P4(101), P3(176), P2(100), NPO(248), PL(122), OL(1,084)</p>	<p>- Multi-Country Offices (4): Belgium, Hungary, Italy, and Sweden</p> <p>- Country Offices (24): Albania, Armenia, Azerbaijan, Belarus, Bosnia & Herzegovina, Bulgaria, Croatia, Cyprus, France, Georgia, Germany, Greece, Malta, Montenegro, Poland, Republic of Moldova, Republic of North Macedonia, Republic of Türkiye, Romania, Russian Federation, Serbia, Spain, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, Ukraine</p> <p>- National Offices (5): Austria, Czech Republic, Slovak Republic, The Netherlands, and Ireland</p> <p>- Liaison Offices (5): Austria (OSCE), Malta (EUAA), Poland (FRONTEX), Switzerland, Bern (LO for Switzerland and Liechtenstein), France, Strasbourg (Representation to the COE)</p> <p>- Office of Chief of Mission: Kosovo (S/RES/1244 (1999))</p> <p>- Presence in Denmark, Estonia, Latvia, Lithuania, Portugal, and Slovenia</p> <p>XB: D2(2), D1(15), P5(34), P4(99), P3(165), P2(69), NPO (284), PL (186), OL (1,058)</p>	<p>- Multi-Country Offices (3): Argentina, Panama, and United States of America</p> <p>- Country Offices (11): Brazil, Canada, Colombia, Costa Rica, Ecuador, El Salvador, Guatemala, Honduras, Mexico, Peru, Venezuela (Bolivarian Republic of)</p> <p>- National Offices (7): Aruba, Belize, Chile, Dominican Republic, Guyana, Trinidad & Tobago, and Uruguay</p> <p>- Presence in Cuba & Haiti</p> <p>XB: D2(2), D1(10), P5(17), P4(57), P3(127), P2(118), NPO(199), PL(94), OL(1090)</p>
<p style="text-align: center;">East and Horn of Africa & Great Lakes Regional Bureau for East and Horn of Africa & Great Lakes (based in Nairobi)</p> <p>- Country Offices (11): Burundi, Djibouti, Eritrea, Ethiopia, Kenya, Rwanda, Somalia, South Sudan, Sudan, Uganda, United Republic of Tanzania</p> <p>- Representation to the AU and ECA: Addis Ababa, Ethiopia</p> <p>XB: D2(4), D1(13), P5(50), P4(157), P3(373), P2(228), P1(20), NPO(426), PL (97), OL (2,240)</p>	<p style="text-align: center;">Middle East and North Africa Regional Bureau for Middle East and North Africa (based in Amman)</p> <p>- Multi-Country Office: Saudi Arabia</p> <p>- Country Offices (13): Algeria, Egypt, Iraq, Israel, Jordan, Kuwait, Lebanon, Mauritania, Morocco, Qatar, Syrian Arab Republic, Tunisia, and Yemen</p> <p>- Liaison Offices (2): United Arab Emirates and Western Sahara</p> <p>- Office of Chief of Mission: Libya</p> <p>XB: D2(4), D1(13), P5(35), P4(110), P3(209), P2(134), NPO(317), PL(196), OL(1,557)</p>			

* UNHCR field presences also includes sub-offices, country offices & units which are not listed in this graph for ease of use.

Annexe V

[Anglais et français uniquement]

Projet de décision générale sur les questions administratives, financières et de programme

Le Comité exécutif,

a) *Rappelle* qu'à sa soixante-quatorzième session, il a approuvé les programmes et les budgets pour les programmes régionaux et nationaux, les programmes globaux et le Siège dans le cadre du Budget-programme annuel de 2024, tel que contenu dans le document [A/AC.96/74/5](#), s'élevant à 10 621 668 339 dollars E.-U. pour 2024 ; *note* que les besoins additionnels prévus dans le budget supplémentaire en 2024 s'élèvent à 143 735 659 dollars E.-U. au 31 mai 2024 ; *approuve* le total des besoins actuels pour 2024 s'élevant à 10 765 403 998 dollars E.-U. ; et *autorise* le Haut-Commissaire à effectuer, dans le cadre de la dotation totale, des ajustements dans les budgets des programmes régionaux, des programmes globaux et du Siège ;

b) *Confirme* que les activités proposées dans le budget-programme de 2025, tel qu'exposées dans le document [A/AC.96/75/5](#), sont conformes au Statut du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés ([A/RES/428 \(V\)](#)) ; aux autres fonctions du Haut-Commissaire reconnues, encouragées ou sollicitées par l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité ou le Secrétaire général, ainsi qu'aux dispositions pertinentes du Règlement de gestion par le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés des fonds constitués au moyen de contributions volontaires ([A/AC.96/503/Rev.12](#)) ;

c) *Approuve* les programmes et les budgets pour les programmes nationaux et régionaux, les programmes globaux et le Siège au titre du projet de budget-programme de 2025, tels que contenus dans le document [A/AC.96/75/5](#), et s'élevant à 10 247 505 865 dollars E.-U. pour 2025, y compris la contribution du budget ordinaire des Nations Unies aux dépenses du Siège, la Réserve des opérations et le Programme des administrateurs auxiliaires ; et *autorise* le Haut-Commissaire, dans le cadre de la dotation totale, à procéder à des ajustements dans les budgets des programmes régionaux, des programmes globaux et du Siège ;

d) *Prend note* des états financiers pour l'année 2023 tels que contenus dans le Rapport du Comité des commissaires aux comptes à l'Assemblée générale sur le rapport financier et les états financiers vérifiés relatifs aux fonds constitués au moyen de contributions volontaires gérées par le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés de l'exercice clos le 31 décembre 2023 ([A/79/5/Add.6](#)) et du rapport du Haut-Commissaire sur les problèmes clés et les mesures prises pour répondre aux recommandations faites dans le rapport du Comité des commissaires aux comptes ([A/AC.96/75/4/Add.1](#)) ; et *demande* à être régulièrement informé des mesures prises pour donner suite aux recommandations et observations formulées dans ces documents ;

e) *Demande* au Haut-Commissaire de répondre, dans le cadre des ressources disponibles et avec souplesse et efficacité, aux besoins recensés dans le budget-programme de 2025 ; *encourage* ses services à être aussi efficaces que possible avec les fonds mis à leur disposition pour l'exécution de son mandat, y compris les solutions durables, sans pour autant diminuer la protection et l'assistance vitale pour les personnes déplacées de force ou apatrides, et *autorise*, en cas de nouveaux besoins d'urgence ne pouvant pas être intégralement couverts par la Réserve des opérations, à établir des budgets supplémentaires et à lancer des appels spéciaux au titre de tous les piliers, les ajustements ainsi effectués devant être annoncés pour examen à la réunion suivante du Comité permanent ;

f) *Reconnaît avec gratitude* la charge que continuent de supporter les pays en développement et les pays les moins avancés accueillant les réfugiés ; et *exhorte* les États membres à reconnaître cette contribution précieuse à la protection des réfugiés et à participer aux efforts visant à promouvoir des solutions durables et un partage plus prévisible et plus équitable de la charge et des responsabilités ; et

g) *Demande instamment* aux États membres, compte tenu de l'immensité des besoins que doit satisfaire le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et de l'appui substantiel de longue date qu'apportent les pays d'accueil de réfugiés, de répondre généreusement et dans un esprit de solidarité à l'appel du Haut-Commissaire pour des ressources en vue d'exécuter pleinement le budget-programme de 2025, et de pourvoir, en temps voulu et d'une manière prévisible, l'Organisation en ressources, tout en maintenant les affectations de fonds à un niveau minimum.
